

# Ville de Pantin

---

## Etude de définition et de montage d'un centre de ressources pour le pôle artisanal des Quatre Chemins

---

Rapport final

septembre 2003

MISE EN VALEUR CULTURELLE,  
ARCHITECTURALE,  
ECONOMIQUE ET SOCIALE  
DE MONUMENTS,  
EQUIPEMENTS  
ET SITES PATRIMONIAUX

*Agence centrale :*

15, rue Tiquetonne 75002 PARIS

☎ 01 42 36 23 04 Fax : 01 42 33 37 19

e-mail : [prospective.patrimoine@wanadoo.fr](mailto:prospective.patrimoine@wanadoo.fr)

site : [prospective-patrimoine.com](http://prospective-patrimoine.com)



# Sommaire

Objectif et méthodologie	p. 2
<b>Phase I : Diagnostic</b>	
<b>Phase I – 1<sup>ère</sup> partie : diagnostic et positionnement du projet</b>	<b>p. 3</b>
Situation géographique et rappel historique	p. 4
Le corpus d'études préalables	p. 7
Cadrage du projet dans les démarches locales de développement urbain et culturel	p. 9
Le pôle artisanal : les actions déjà entreprises	p.11
Un environnement culturel de qualité	p. 13
Intercommunalité et politique de la ville à Pantin	p. 17
Les partenaires	p. 19
Les Métiers d'art : panorama actuel	p. 25
Facture instrumentale, scénographie et mode : évolution et description	p. 35
Quelques exemples de référence :	p. 39
Le Village des créateurs à Lyon	p. 40
La Rue de la Mode à Paris	p. 44
Le Pôle Expérimental de Métiers d'art à Nontron	p. 45
Le Faubourg des Modes à Lille et le Quartier des Modes à Roubaix	p. 47
La Maison des la jeune création et des métiers d'art à Paris	p. 49
La Maison de l'Artisanat du Mantois	p. 50
Constat et positionnement	p. 52
<b>Phase I – 2<sup>ème</sup> partie : diagnostic architectural</b>	<b>p. 55</b>
Interactivité territoriale : localisation de la Maison Revel	p. 56
Description des bâtiments	p. 56
Repérage photographique	n.p.
<b>Phase II : Faisabilité</b>	<b>p. 59</b>
<b>Phase II – 1<sup>ère</sup> partie : définition du projet</b>	<b>p. 60</b>
Le Centre de ressources : enjeux, finalités et partenariats	n.p.
Un concept, une accroche	p. 61
Axes de développement du Centre de ressources	p. 63
Les usagers et les missions du Centre de ressources	p. 66
Mise en réseau du Centre de ressources	p. 69
La charte d'adhésion au pôle artisanal	p. 73
Outils de communication et site Internet	p. 75
Equipe : fonctions et compétences	p. 80
<b>Phase II - 2<sup>ème</sup> partie : Pré-programmation architecturale</b>	<b>p. 84</b>
Pré-programmation architecturale	p. 85
Schéma fonctionnel	n.p.
Principes d'implantation	n.p.
<b>Phase II – 3<sup>ème</sup> partie : Ingénierie de projet</b>	<b>p. 89</b>
Construction de l'activité de la structure	p. 90
Montage juridique	p. 98
Tableau récapitulatif des investissements	p. 109
Les aides à l'investissement	p. 110
Budget de fonctionnement	p. 117
Les aides au fonctionnement	p. 128
<b>Conclusion</b>	<b>p. 133</b>
<b>Annexes</b>	
Liste des interlocuteurs	
Bibliographie	
Plan de localisation de la première tranche des locaux du pôle artisanal	
Papier à lettre à en-tête de l'Entreprise Revel	
Loi pour l'initiative économique : exemples d'applications pour les entreprises de mode	
Questionnaire aux artisans d'art implantés à Pantin (juin 2003)	

### Objectif

La présente étude a été confiée au cabinet *Prospective & Patrimoine* par la Ville de Pantin. Elle doit répondre au besoin exprimé par les élus de doter la commune d'une structure de type "centre de ressources" pour le pôle artisanal des Quatre Chemins.

Le quartier des Quatre Chemins, au nord-ouest du ban communal de Pantin, occupe une position géographique stratégique, entre la porte de la Villette et le croisement de deux routes historiques, axes de circulation encore aujourd'hui très pratiqués.

Cependant, ce quartier, prospère grâce à l'essor industriel de la proche couronne parisienne au dix-neuvième siècle, connaît des dégradations profondes depuis la crise des années soixante-dix.

Soucieuse de redonner un élan à ce quartier marqué d'une identité notoire, la ville de Pantin a engagé une action publique forte en faveur de sa re-dynamisation territoriale et économique. La création d'un pôle artisanal au quartier des Quatre Chemins s'inscrit donc dans cette démarche de développement local urbain, mais il s'avère nécessaire de lui procurer une structure d'animation ancrée sur le territoire : la maison de maître de l'ancienne manufacture de vernis Revel devra jouer ce rôle.

L'objectif de cette étude est donc de "définir le cadre d'intervention, les missions d'une structure d'animation, de développement et de promotion du pôle artisanal."<sup>1</sup>

### Méthodologie

Cette mission se déroule en deux phases :

→ Phase I : Diagnostic et évaluation des potentialités offertes au projet.

L'analyse aboutit à son positionnement dans l'environnement local et régional.

→ Phase II : Définition du concept et du schéma de développement

Préfiguration organisationnelle, architecturale, technique, juridique et financière de l'équipement.

Notre analyse repose :

→ d'une part, sur la documentation et les études existantes concernant les territoires d'intervention et le projet, qu'elles nous aient été fournies ou qu'elles aient fait l'objet de recherches spécifiques.

→ d'autre part, sur la réalisation d'entretiens approfondis avec l'ensemble des interlocuteurs concernés par l'émergence du projet, tant en face-à-face que par téléphone. La liste de nos interlocuteurs figure en annexe du présent rapport.

---

<sup>1</sup> Centre de Ressources, cahier des charges, ville de Pantin, octobre 2002

*Prospective & Patrimoine* / Etude de définition du centre de ressources pour le pôle artisanal des Quatre Chemins / septembre 2003

---

# **P h a s e I**

## **1<sup>ère</sup> partie**

### **Diagnostic et positionnement du projet**

---

## Situation géographique et rappel historique

---

### Un espace géographique particulier

Située entre le Nord Est de Paris et la Plaine de France, la commune de Pantin appartient à un espace géographiquement atypique et singulier : la proche couronne parisienne. En effet, les limites de Paris étant élargies par l'intégration de onze communes en 1859, Pantin, jusqu'alors à dominante rurale, devient voisine immédiate de la capitale et se transforme peu à peu en ville industrielle.

Si elle jouit à partir de 1854 de règles de droit commun grâce à la Charte des Municipalités, elle dépend toutefois du département de la Seine qui occupe une place centrale dans le maillage français. Elle est donc soumise spatialement à l'attraction de la capitale.

Il faudra donc attendre la loi du 10 juillet 1964 pour que Pantin s'affranchisse définitivement de Paris ; la région parisienne découpée jusqu'alors en trois fractions, la Seine, la Seine et Oise et la Seine et Marne, est redécoupée en six départements, constituant l'Île-de-France, dont la Seine-Saint-Denis, duquel Pantin fait désormais partie.

Le ban communal de Pantin quant à lui, n'est pas arrivé intact jusqu'à nous. En effet, la commune a subi plusieurs amputations territoriales successives. Ainsi, la commune du Pré Saint Gervais fait sécession en 1790, suivie des Lilas qui s'érige en municipalité indépendante en 1867. Dans la même lignée, le quartier des Quatre Chemins tente vainement de s'émanciper en 1873.

Par ailleurs, Pantin perd l'emprise du fort d'Aubervilliers, rattaché à la commune du même nom en 1851, alors que Paris empiète en 1859 sur les franges de son territoire, puis massivement en 1884 avec 75 hectares dévolus au cimetière parisien. Enfin, la ville de Paris décline et annexe encore 33 hectares de son territoire en 1930.

Toutes ces annexions justifient la forme particulière de la commune qui couvre désormais 501 hectares.

La commune ne dépend aujourd'hui d'aucun syndicat intercommunal, mais elle jouxte l'importante communauté d'agglomération de Plaine Commune récemment constituée et dont la ville d'Aubervilliers, commune limitrophe et pendant de Pantin par rapport au carrefour des Quatre Chemins est adhérente.



**Pantin**

The map illustrates the urban structure of Pantin, a commune in the Seine-Saint-Denis department. It shows a network of streets including Avenue Edouard Belin, Avenue des Courtilières, Avenue Jean Lurçat, and Avenue Marcel Cerdan. Key landmarks and parks are highlighted in green, such as Parc des Espaces Verts des Courtilières, Parc Diderot, and Parc Stalingrad. The map also depicts the Gare de Triage SNCF, the Gare de Triage, and the Gare de Triage. The Seine river is shown flowing through the center of the commune. The map is labeled with various streets and landmarks, including the Gare de Triage, the Gare de Triage, and the Gare de Triage.

## Une accélération de l'histoire communale au XIXe siècle

Néanmoins, la localisation de Pantin lui confère une position privilégiée en première couronne.

Ainsi, ce village de 900 habitants à la Révolution Française, dont la partie nord est réservée aux cultures céréalières et la partie sud aux habitations et cultures maraîchères, devient au XIXe siècle une véritable ville industrielle, grâce aux voies de communication qui la traversent : Canal de l'Ourcq ouvert en 1822, les axes historiques que constituent les routes nationales 2 (route des Flandres) et 3 (route de Paris à l'Allemagne), complétés par le chemin de fer Paris Strasbourg en 1849.

Par ailleurs, l'ouverture des abattoirs de la Villette à ses portes en 1865 amplifie le déplacement des industries vers la banlieue.

La Plaine de France, jadis agricole, est peu à peu envahie d'activités dérivées des abattoirs (savonneries, parfumeries,...), d'usines, de manufactures, d'entrepôts et connaît une prospérité telle qu'à la fin du XIXe siècle Pantin compte, avec Saint-Denis et Aubervilliers, parmi les pôles industriels les plus importants de la région et continue de se développer au XXe siècle, avec des établissements tels que Bourjois, qui s'installe en 1900 ou l'édification en 1923 des Grands Moulins, à la place des anciens.

Cependant, la Seconde Guerre Mondiale interrompt brutalement l'essor de la ville en plein développement. Successivement, Pantin se trouve confrontée à la crise du logement et à l'insalubrité de nombreux îlots, puis elle est frappée après les Trente Glorieuses par la désindustrialisation de grandes entreprises qui ferment entre 1975 et 1985.

L'évolution du quartier des Quatre Chemins, qui nous concerne dans le cadre de cette étude, résume à lui seul assez bien l'évolution générale de Pantin.

Le quartier des Quatre Chemins constitue un des deux noyaux urbains historiques de Pantin, à cheval sur les deux communes d'Aubervilliers et de Pantin. Terre d'origine agricole, ce quartier connaît un véritable essor au XIXe siècle, avec l'entrée en fonction de la gare de Pantin en 1864 et celle des abattoirs de la Villette. De nombreuses activités industrielles s'implantent dans le quartier : les entreprises de fabrication de vernis Revel, une chocolaterie, les Cristalleries de Pantin, les filatures Cartier-Bresson,...

Le quartier est rapidement constitué de la moitié des habitants de Pantin (5 300 habitants en 1866), ce qui lui confère une forte identité industrielle et commerciale, au point que ses habitants pantinois et albertvillariens, mécontents du peu d'intérêt que la municipalité leur porte, tentent en vain de constituer une commune autonome en 1873. Toutefois, cet événement décide la ville de Pantin à inaugurer une nouvelle mairie plus au centre de la commune, entre la gare et le canal.

Enfin, dans ce quartier comme ailleurs, les implantations industrielles périclitent dans la seconde moitié du XIXe siècle.

## Des infrastructures qui fragmentent l'espace

La ville de Pantin est paralysée par de lourds handicaps. En effet, les axes ~~de~~ routiers y dessinent d'importantes coupures urbaines avec deux nationales (RN 2 et RN 3) et une départementale (RD 115), qui traversent le territoire d'est en ouest, ainsi que le boulevard périphérique. À cela s'ajoutent le Canal de l'Ourcq et les faisceaux des emprises ferroviaires de la SNCF, le fort d'Aubervilliers et le cimetière parisien. Ces ruptures n'ont fait qu'accentuer les évolutions distinctes de chaque quartier, comme celui des Quatre Chemins.

Cependant, la densité du réseau de communication permet de structurer et de desservir l'espace. Pantin bénéficie d'une situation privilégiée à l'interface entre le Nord Est de Paris (portes de la Villette et de Pantin) et la plaine de France, espace en pleine mutation à l'échelle départementale et régionale, sur l'axe reliant Paris à Bobigny (préfecture de la Seine-Saint-Denis). La ville joue donc un rôle de pivot dans l'espace départemental. Enfin, outre une bonne desserte routière, la ville est également bien desservie par les transports en commun : RER E, deux lignes de métro et cinq stations la relient à Paris et enfin 14 lignes de bus desservent la commune.

### *Quelques indicateurs statistiques :*

Population totale (INSEE, 1999) : 49 919 habitants

Structure par âge de la population (INSEE, 1999)

0 – 19 ans	26,6 %
20 – 39 ans	32,1 %
40 – 59 ans	26,5 %
60 – 74 ans	9,7 %
75 ans et plus	5,1 %

Part de la population étrangère dans la population (INSEE, 1999) : 21,0 %

Bénéficiaires du RMI (CAF, juin 2000) : 1 744

Taille moyenne des ménages : 2,3 personnes

Revenu annuel moyen par habitant (source DGI, 1997) : 6 983 Euros

Parc locatif social (source DGCL, janvier 1999) : 36,6 %



## Le corpus d'études préalables

---

La Ville de Pantin a lancé préalablement à cette étude plusieurs réflexions et débats aboutissant à la rédaction et à la formalisation de différentes études diagnostics, inventaires permettant de définir sa politique en matière d'urbanisme, d'aménagement et de développement local. Elles sont ici succinctement rappelées pour n'en retenir que les idées fortes qui expriment les ambitions affichées par les responsables publics.

♦ *Dossier de réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté "Villette – Quatre Chemins",* (décembre 2000)

L'opération d'aménagement de la ZAC "Villette – Quatre Chemins" élaborée conjointement par la SEMIP et SCURE Urbaniste s'inscrit dans la continuité des politiques et des actions entreprises par la Ville de Pantin en matière d'aménagement urbain pour rénover et réhabiliter, afin d'améliorer le cadre de vie et donc de requalifier la commune.

Cette opération constitue l'aboutissement d'une réflexion engagée depuis 1996 afin de créer un pôle structurant dans le quartier des Quatre Chemins. La ZAC poursuit quatre objectifs, à savoir :

- ♦ **doter Pantin d'une entrée de ville de qualité;**
- ♦ **dynamiser le commerce;**
- ♦ **créer des logements;**
- ♦ **conserver la structure urbaine actuelle.**

La création du pôle artisanal s'inscrit dans le périmètre de cette ZAC de deux hectares dont les travaux de réalisation sont en cours. Ainsi, sont prévues la création de 1 500 m<sup>2</sup> de locaux artisanaux et la préservation d'une ancienne maison de maître destinée à devenir la "tête" du pôle. Par ailleurs, la conception d'un square autour de cette dernière a été menée par l'Atelier Ruelle Paysage.

Plus spécifiquement, deux études ont été menées pour cerner la pertinence de la création d'un pôle artisanal :

♦ *Étude de faisabilité économique d'un pôle artisanal au quartier des Quatre Chemins*<sup>2</sup> (avril 1998)

Cette étude a permis, d'une part, de dégager les concepts fondamentaux de pôle artisanal et de centre de ressources, d'analyser le potentiel d'activité sur lequel prendre appui qui se décline en trois volets : l'artisanat lié aux arts plastiques (artistes), l'artisanat de création et l'artisanat de fabrication. Enfin, elle a permis d'exprimer les besoins des artisans concernés, c'est-à-dire la mise à disposition de locaux adaptés, la densification du tissu artisanal dans un quartier revalorisé, d'être partie prenante dans des projets de formation et le souci d'être connus et d'élargir les réseaux commerciaux.

D'autre part, l'étude a lancé les orientations pour le lancement de l'action, soit la nécessité d'avoir un chargé de mission en continu pour le pôle, d'appuyer la mission sur un noyau dur d'artisans et de créateurs et de faire émerger une échelle de collaboration à consolider.

---

<sup>2</sup> Etude ECODEV CONSEIL

*Prospective & Patrimoine* / Etude de définition du centre de ressources pour le pôle artisanal des Quatre Chemins / septembre 2003

♦ *Étude de développement du pôle artisanal au quartier des Quatre Chemins autour des métiers d'art et de création*<sup>3</sup> (mai 2000)

Dans la continuité de la première étude, elle doit tester la pertinence des trois thèmes artisanaux retenus, la scénographie, la facture instrumentale et la mode.

Il s'en dégage qu'il est difficile de préciser le lien entre les artisans du pôle avec ces trois thèmes. Cependant, il apparaît que plusieurs facteurs clés du succès sont réunis : la présence de nombreux donneurs d'ordres et d'organismes de formation à proximité et l'action de la Ville de Pantin qui joue un rôle éminent dans l'arrivée d'artisans liés aux thèmes, ainsi que les efforts de réhabilitation des pieds d'immeubles à des fins artisanales.

Par ailleurs, cette étude préconise une mutualisation des services à rendre aux artisans réunis en réseau et en retour la nécessité pour ces derniers de faire preuve d'excellence vis-à-vis des donneurs d'ordres, afin de véhiculer une image valorisante du pôle.

Enfin, la question du développement d'une échelle intercommunale est relancée, surtout avec Aubervilliers (grande densité d'artisans enregistrée).

Ces deux dernières études témoignent de l'intérêt porté à la création d'un pôle artisanal depuis plusieurs années.

Cependant, si la pertinence des informations contenues est avérée, certaines données sont obsolètes :

- une délocalisation partielle de la Cité des Métiers est exclue ;
- certains acteurs locaux de l'artisanat ont disparu du territoire pantinois, notamment Karaboss et Xuly Bet ;
- la ville d'Aubervilliers a adhéré à la communauté d'agglomération de Plaine Commune dans laquelle celle de Pantin n'est pas incluse.

Des évolutions positives sont également à noter, comme l'implantation certaine de Banlieues Bleues et la livraison de la première tranche de locaux artisanaux rénovés avec le concours de l'EPARECA et en partie investis.

---

<sup>3</sup> Etude INDICE

Prospective & Patrimoine / Etude de définition du centre de ressources pour le pôle artisanal des Quatre Chemins / septembre 2003

## Cadrage du projet dans les démarches locales de développement urbain et culturel

---

Malgré l'intensité de la crise industrielle qui a frappé Pantin, la ville dispose de nombreux atouts dont celui, primordial, de la proximité immédiate de la capitale. Ainsi, dans l'optique de faire revivre son très riche tissu industriel, elle fait preuve d'un grand dynamisme grâce au lancement de nombreux projets, afin d'améliorer le cadre de vie de ses 50 000 habitants. En effet, la commune de Pantin jouit d'une très importante mixité de construction qui permet l'imbrication d'activités économiques et d'habitations. Par ailleurs, son paysage économique évolue nettement vers des activités tertiaires depuis quelques années, avec l'implantation sur son territoire de sociétés ou d'organismes à vocation départementale, nationale, voire internationale : de Hermès, Gucci, le Conseil National de la Fonction Publique Territoriale, le Comité Départemental du Tourisme, le Centre National de la Danse, Banlieues Bleues, etc ...

### Pantin, une ville en projets

---

Depuis la fin des années 1980, la ville de Pantin mène une politique soutenue de redynamisation de la commune, qui se manifeste sous des formes variées. Nous présentons ci-après les opérations urbaines, actuellement en cours ou à l'étude, qui ajoutent à la compréhension du contexte de la création du Centre de Ressources du pôle artisanal des Quatre Chemins<sup>4</sup>.

### Les grandes opérations d'aménagement

#### ➤ Le projet de ZAC Grands Moulins

Visibles du parc de la Villette dont ils sont séparés par le périphérique, les Grands Moulins de Pantin constituent la figure emblématique du patrimoine industriel du Nord-Est parisien depuis près d'un siècle. La cessation de l'activité de meunerie ayant été officiellement annoncée, ceux-ci vont faire l'objet d'une opération de restructuration architecturale et fonctionnelle et recevront, à terme, des activités de type tertiaire sur une surface d'environ 50 000 m<sup>2</sup>. Les conditions de réalisation doivent encore être concrétisées.

Au-delà de la restructuration et de l'extension des bâtiments des Grands Moulins menées par l'agence d'architectes Reichen & Robert, le projet s'inscrit dans une ZAC dans laquelle plusieurs actions sont prévues, à savoir :

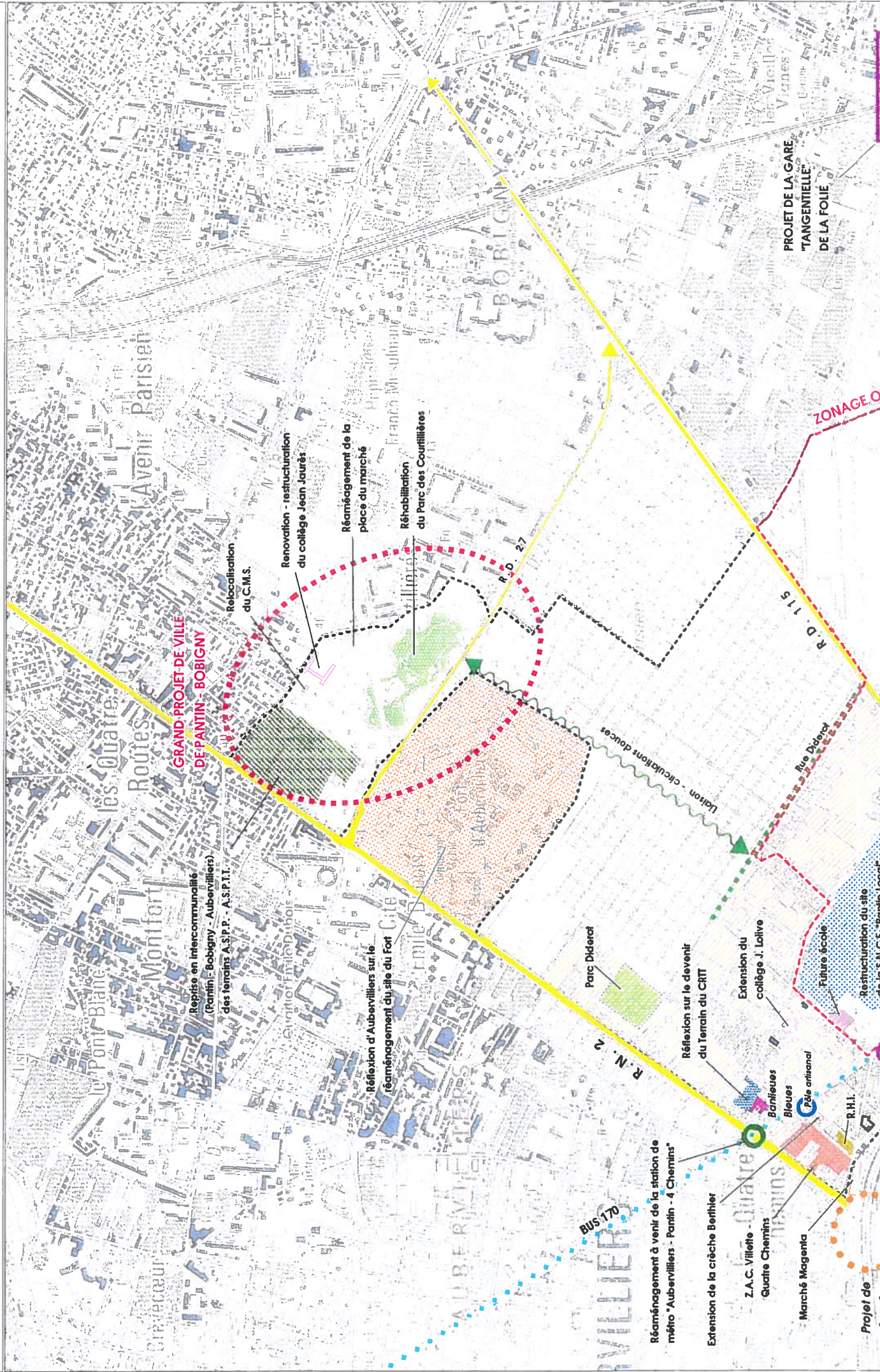
- ◆ la requalification et l'aménagement des espaces publics (square, place, espaces piétons) ;
- ◆ l'amélioration et la création d'équipements (restructuration d'école et création d'un pôle musical) ;
- ◆ la création de logements.

---

<sup>4</sup> L'ensemble des projets figure sur le plan inséré page suivante *Une ville en projets ...*

*Prospective & Patrimoine* / Etude de définition du centre de ressources pour le pôle artisanal des Quatre Chemins / septembre 2003







### ➤ **Le projet de ZAC Centre-Ville**

Parallèlement au réaménagement de l'avenue Jean Lolive (RN 3) en 2004 et à la restauration du bâtiment administratif le long du canal pour accueillir le Centre National de la Danse, le réaménagement du quartier Hoche est envisagé. Ce dernier regroupant déjà les fonctions administratives de la commune, l'objectif est de créer un véritable centre ville. L'aménagement de la ZAC Centre-Ville située au sud de la précédente, se décline autour de plusieurs actions :

- la restructuration et l'implantation de commerces de "proximité" ;
- la création d'une place publique et l'implantation d'un équipement municipal de proximité dans un espace piéton ;
- l'extension du groupe de luxe Hermès (celui-ci regroupe à Pantin ses directions administrative et artistique ainsi que l'atelier d'assemblage de la maroquinerie), déjà implanté depuis dix ans sur 1,5 ha du quartier, afin de regrouper ses activités des autres sites de Pantin. À terme le groupe devrait occuper 43 000 m<sup>2</sup> de terrains lui appartenant ou propriété de la ville ;
- la création de logements.

### ➤ **Amélioration des transports en commun et requalification des axes routiers**

Plusieurs projets de voies inscrits au plan de déplacement urbain<sup>5</sup> (PDU) d'Ile-de-France seront réalisés de fin 2003 à courant 2005 :

- Un transport en commun en site propre (TCSP) sera réalisé le long de l'itinéraire de la ligne 170 (Gare de Saint-Denis/ Porte des Lilas) dans le cadre du projet *Mobilien* d'amélioration des transports en bus de banlieue à banlieue. Cette ligne, la sixième de la région en fréquentation, traverse Pantin par la route départementale 20 (rue Hoche/ avenue Edouard Vaillant) en passant par les deux ZAC en projet, ainsi que par le carrefour des Quatre Chemins. De ce dernier au canal de l'Ourcq, un itinéraire cyclable sera également créé. Enfin, une meilleure interconnexion avec la ligne de métro 11 et le tramway (Bobigny/ Saint-Denis) à la porte des Lilas sera assurée ;
- l'aménagement des routes nationales 2 (avenue Jean Jaurès) et 3 (avenue Jean Lolive) en boulevards urbains, afin de réduire les coupures urbaines.

---

<sup>5</sup> Le PDUIF définit les principes d'organisation des déplacements de personnes et du transport de marchandises, de la circulation et du stationnement. Les mesures proposées ont pour but d'améliorer les transports collectifs, de favoriser les modes de déplacement "doux" –vélo et marche à pied- et ainsi de diminuer le trafic automobile. (Source : PDUIF)



## Le pôle artisanal : les actions déjà entreprises

*Une action publique forte au quartier des Quatre Chemins*

### ➤ Amélioration du tissu urbain

Depuis 1989, la ville de Pantin, en partenariat avec le Pacte Arim de Seine-Saint-Denis, mène une politique de rénovation et de revalorisation de l'habitat ancien dans le cadre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) au quartier des Quatre Chemins.

Au total, ce sont 1 800 logements qui ont été rénovés : le confort a été amélioré dans 560 logements, 18 immeubles ont été entièrement réhabilités et dans 92 bâtiments les parties communes ont bénéficié de travaux de toitures, de structure, de ravalement. Enfin, plusieurs copropriétés ont amélioré leur gestion.

Par ailleurs, l'ancienne friche industrielle de la Chocolaterie a été reconvertie dans le cadre d'une ZAC en quartier d'habitat combinant logements sociaux et équipement public. A la faveur de cette opération, la bibliothèque Jules Verne a été implantée.

Outre la réalisation, en cours, du programme de la ZAC "Villette-Quatre Chemins", dans lequel est prévue la création de nouveaux locaux pour les artisans et la réhabilitation de la Maison Revel (cf. supra *Le corpus d'études préalables*), le marché Magenta est abrité dans une halle très dégradée dont la rénovation est à l'étude. En effet, son aménagement doit prendre en compte celui prévu dans le cadre de la ZAC, notamment dans sa dimension architecturale, ainsi que les activités et services existants ou prévus à proximité. Ces aménagements doivent contribuer à une transformation harmonieuse du quartier des Quatre Chemins.

### ➤ Une revitalisation du tissu économique et social tournée vers l'artisanat d'art.

Dans le cadre de la redynamisation de l'environnement commercial du quartier, la ville de Pantin a décidé de soutenir ~~vers~~ les artisans afin de les regrouper en pôle. À cet effet, un poste de chargé de mission a été créé depuis 1999.

- ♦ Afin de conforter le pôle, les élus saisissent l'**EPARECA**<sup>6</sup> (Etablissement public d'Aménagement pour la Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux). Celui-ci réalise alors une opération de réhabilitation de huit locaux anciens en pieds d'immeubles. À ces derniers s'ajouteront les 7 à 8 locaux prévus dans le programme de la ZAC Villette-Quatre Chemins, afin d'obtenir une surface utile de 2 500 m<sup>2</sup> de locaux artisanaux pour le pôle. D'autres locaux artisanaux, actuellement propriétés privées ~~et~~ non exploitées ou en vente, pourraient être acquis par le pôle, grâce à une structure de portage d'immobilier d'activités à l'étude, avec des partenaires comme la Caisse des Dépôts et des Consignations. Afin d'assurer la pérennité de l'activité artisanale dans les locaux attribués, la sélection des artisans relève de la responsabilité d'un comité technique réunissant, entre autres, des représentants la ville de Pantin, de la SEMA et de la Chambre des Métiers. Ce comité assure une évaluation professionnelle des candidats et veille à la capacité de ceux-ci à développer une activité viable.
- ♦ En 2000 et 2001, une manifestation a été organisée à Pantin sous forme d'expositions et de forums : les **Rencontres de Métiers d'Art**. En novembre 2002, le Secrétariat d'Etat aux petites et Moyennes Entreprises, au Commerce, à l'Artisanat, aux

<sup>6</sup> Établissement public industriel et commercial pouvant intervenir financièrement en faveur des établissements commerciaux dans les quartiers classés en ZUS ou faisant l'objet d'un contrat de ville. Il a pour objet la réalisation d'opérations visant la création, l'extension ou la reconversion de surfaces commerciales ou artisanales.

Professions Libérales et à la Consommation organise un événement national coordonné par la Société d'Encouragement aux Métiers d'art, les Journées de Métiers d'Art. Ainsi, la troisième édition de la manifestation pantinoise s'est inscrite dans ce cadre, durant trois jours de démonstrations, expositions et conférences au gymnase Henri Vallon. Ces rencontres de Métiers d'art qui ont accueilli 550 personnes dont 150 scolaires. Une quatrième édition aura lieu en octobre 2003.

- ♦ Afin d'accompagner les demandeurs d'emploi de longue durée, l'ANPE pilote le projet "Créactive" visant à développer l'esprit d'entreprendre, cofinancé par le Fonds Social Européen. Le projet est orienté vers les métiers de l'artisanat. La SEMA fait partie des partenaires apportant un appui, grâce au projet "SEMAville" qu'elle initie, en partenariat avec les acteurs locaux concernés et les institutions. Elle doit sensibiliser les habitants des quartiers dégradés aux possibilités d'embellissement par l'artisanat d'art. Il s'agit donc d'une part de revitaliser les territoires (phase de sensibilisation) et d'autre part de dynamiser la création d'entreprises dans le secteur des métiers d'art (phase de formation).
- ♦ La ville de Pantin fait partie avec Lyon et Villeurbanne des trois sites français candidats au contrat de ville sélectionnés. Les opérations liées à "SEMAville" auront donc lieu au quartier des Quatre Chemins dans le cadre de la création du pôle artisanal. Le chantier de requalification urbaine s'intégrera dans le programme de formation des chercheurs d'emploi, comme parcours pré-qualifiant, tout en permettant une intervention urbaine des artisans d'art dans l'espace public, par l'invitation des professionnels locaux à participer à l'opération. Comme tout projet inscrit dans le cadre du Programme d'initiative communautaire Equal (PIC Équal) un échange de bonnes pratiques est prévu entre pays européens, ici avec l'Italie et le programme "Orti-urbani" dans la Province de Naples.

## Un environnement culturel de qualité

Outre les programmes d'action cités précédemment, le quartier des Quatre Chemins dispose d'un environnement culturel de grande qualité, tant au niveau de son territoire communal qu'à celui des villes limitrophes, Paris et Aubervilliers.

### ➤ Banlieues Bleues

Association régie par la loi de 1901, le festival *Banlieues Bleues* est né en 1984 de la volonté des villes et du Conseil Général de Seine-Saint-Denis de promouvoir un événement favorisant la rencontre entre les publics et la scène musicale jazz dans ses dimensions les plus novatrices. Les actions de banlieues Bleues s'articulent autour d'une démarche de création et d'une démarche de sensibilisation :

- ♦ Les concerts de jazz : à titre de référence, pour la vingtième édition en 2003, le festival s'est déroulé pendant cinq semaines, du 6 mars au 4 avril, dans quatorze villes de banlieue, autour de vingt-six concerts.
- ♦ Les actions musicales : depuis 1990, Banlieues Bleues met en œuvre en Seine-Saint-Denis, de septembre à avril, un large dispositif d'actions musicales, fondées sur la relation directe entre le public et les musiciens invités au festival. Il s'agit d'un réseau de sensibilisation à la musique pour les enfants, les étudiants et les adultes qui rencontrent les artistes, pratiquent en amateur et suivent les professionnels dans leur parcours. Ces actions s'appuient sur un réseau de relais sur le département avec les professeurs, les associations, les services municipaux, etc. et permettent de créer des dynamiques culturelles, sociales et humaines. A titre indicatif, en 2003, les projets ont été dirigés par plus de 70 artistes invités au festival. Ce vaste dispositif s'articule autour de 6 résidences d'artistes se déclinant en 25 ateliers réguliers de pratique musicale, 3 conférences, 12 concerts rencontres et master-classes mais aussi la conception et la réalisation de "Secteur Jazz", journal de reportages journalistiques et photographiques sur le jazz autour de Banlieues Bleues, fruit du travail des lycéens.

Par ailleurs, *Banlieues Bleues* adhère depuis 2001 à "Europe Jazz Odyssey", plate-forme de coopération culturelle dans le domaine du jazz, recevant le soutien de la Commission Européenne dans le cadre du programme communautaire "Culture 2000"<sup>7</sup>. Cette coopération s'agence autour d'ateliers de sensibilisation de musiciens amateurs et d'un public défavorisé et autour de résidences d'artistes rassemblant des musiciens professionnels sur un projet artistique précis afin de développer des relations à long terme entre eux. "Europe Jazz Odyssey" rassemble onze partenaires européens tous membres d'"Europe Jazz Network", association visant à dynamiser les relations entre professionnels du secteur et améliorer leurs conditions de travail. Le siège social de celui-ci se trouve à Banlieues Bleues.

Cette association, actuellement domiciliée à Saint-Denis, doit bientôt emménager à Pantin, à proximité immédiate du pôle artisanal, sur le site des anciens Ets Lefaux, avenue Edouard Vaillant. Comme nous l'avons vu, le contexte urbain et social est partie prenante de l'ensemble de la démarche de *Banlieues Bleues*, qui formalise des projets culturels en rapport avec son implantation. En outre, il assure le montage et la réalisation d'événements ponctuels capables de mobiliser les habitants ("Carnavalcade" lors de la coupe du monde de football, etc.). Enfin, outre les activités actuelles de l'association, celle-ci voudrait en développer de nouvelles à la faveur de son implantation sur le nouveau site, notamment pour rendre possible le croisement des arts. L'arrivée prochaine de *Banlieues Bleues* au quartier des Quatre Chemins constitue

<sup>7</sup> Etabli pour cinq ans, cet instrument financier permet d'accorder des subventions aux projets de coopération culturelle. Il vise à encourager la création et la mobilité et considère la culture comme facteur d'intégration sociale et de développement économique.

*Prospective & Patrimoine / Etude de définition du centre de ressources pour le pôle artisanal des Quatre Chemins /*  
septembre 2003

donc une opportunité certaine pour le pôle artisanal, bien que le projet culturel précis de ce premier dans la commune reste encore à préciser.

### ➤ Centre national de la danse

Créé en 1998 à l'initiative du ministère de la culture et de la communication, le Centre national de la danse est un établissement public unique en son genre en se consacrant à la danse dans toute sa diversité. Il assure la réalisation de nombreuses missions au service de la création, de la diffusion, de la pédagogie, de la recherche, du développement de la culture et de l'enseignement des métiers de la danse. Ses actions sont fondées sur quatre grandes priorités :

- ♦ développer la culture chorégraphique ;
- ♦ soutenir la création et la diffusion ;
- ♦ organiser des formations continues destinées aux artistes chorégraphiques et aux enseignants de la danse ;
- ♦ apporter un soutien personnalisé aux conditions d'exercice des professionnels de la danse.

Les activités répondant à ces priorités sont assurées au sein du CND par quatre départements :

- ♦ La Maison des compagnies et des spectacles mène des actions en faveur de la création chorégraphique en accueillant les compagnies dans ses studios. Chaque saison propose une cinquantaine de spectacles.
- ♦ Le Département du développement de la culture chorégraphique, qui œuvre à la constitution et à la valorisation d'un patrimoine de la danse est ouvert à tous les publics. Il s'appuie notamment sur la constitution d'une médiathèque spécialisée représentative des écrits sur la danse dont le fonds devrait à terme réunir 20 000 ouvrages, de l'actualité internationale et de la recherche. En parallèle, un travail d'édition et d'organisation de colloques, séminaires et expositions est mené.
- ♦ L'Institut de pédagogie et de recherche chorégraphiques est un lieu de ressources pour les enseignants de la danse et les artistes, grâce à des stages, des cycles thématiques, des cours, ...
- ♦ Le Département des métiers s'adresse aux danseurs, chorégraphes et enseignants qu'il accompagne dans leur carrière en les informant sur leurs droits et leurs statuts. Il publie les avis d'audition, organise les rencontres professionnelles, etc.

Les missions du CND sont actuellement dispersées sur plusieurs sites à Paris, Lyon et Pantin. Si le centre de Lyon avec son Institut de pédagogie et de recherches chorégraphiques maintient ses activités en région Rhône-Alpes, les autres activités sises à Paris et Pantin seront rassemblées sur près de 7 000 m<sup>2</sup> à Pantin d'ici à la fin de l'année 2003, dans un ancien bâtiment administratif le long du canal de l'Ourcq, entre le quai de l'Aisne et la rue Victor Hugo.

Sa volonté de s'implanter dans le paysage culturel et social du nord-est parisien (le CND collabore régulièrement avec des partenaires institutionnels ainsi qu'avec l'environnement culturel pantinois), la possible imbrication de la danse avec certaines des thématiques du pôle artisanal pourraient éventuellement permettre aux artisans de faire valoir leurs compétences. Enfin, son pôle de ressources en danse, d'envergure nationale, reste ouvert à tous les publics, professionnels, amateurs ou néophytes.

Le chargé de documentation du Pôle artisanal devra impérativement nouer des liens étroits avec les responsables de ce centre de documentation et en connaître les grandes lignes afin d'aider dans leurs recherches les artisans du Pôle œuvrant dans la thématique "Scénographie".

## ➤ L'EPPGHV

Situé au Nord-Est de Paris, l'Etablissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette, dépendant du ministère de la Culture et de la Communication, occupe sur 55 hectares les anciens abattoirs de la Villette. Ce *parc culturel urbain* allie espaces verts, architecture, culture et loisirs et accueille plus de 4 millions de visiteurs chaque année, aux portes de la ville de Pantin.

Il regroupe trois établissements publics :

- ♦ Suite à la réalisation de la Géode (écran hémisphérique), la **Cité des Sciences et de l'Industrie**, le centre de culture scientifique et technique le plus important d'Europe, a été inaugurée en 1986. Elle a créé en 1993 le concept de la **Cité des Métiers**, espace intégré de conseils et de ressources au service du public en recherche d'informations sur la vie professionnelle.
- ♦ Le **Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris**, dont le transfert s'est opéré en 1990 à la Villette, est un lieu prestigieux de formation.
- ♦ La **Cité de la musique**, inaugurée en 1995, abrite un musée qui conserve et expose les collections permanentes d'instruments et d'œuvres d'art liées à la musique et propose expositions temporaires, concerts et spectacles, rencontres et journées d'étude, cours d'histoire de la musique.

En outre, la Cité de la musique dispose de trois **centres de documentation** : un "centre d'informations musicales" (renseignements sur les cours, formations, concours et stages et les métiers de la musique) ; une "médiathèque pédagogique" (aides aux enseignants et professionnels, étudiants et amateurs pour des recherches en pédagogie musicales) ; le "centre de documentation" du musée (centré sur l'histoire de la musique et des instruments, sur la **facture instrumentale**).

Il convient de souligner la richesse de ce dernier dont le fonds documentaire offre, entre autres, 7 000 ouvrages et 1 000 plans d'instruments, ainsi qu'un fonds d'archives sur la facture instrumentale française.

De même que pour le CND (cf. supra), le chargé de documentation du Pôle artisanal devra impérativement nouer des liens étroits avec les responsables de ce centre de documentation et en connaître les grandes lignes afin d'aider dans leurs recherches les artisans du Pôle œuvrant dans la thématique "Facture instrumentale".

D'autres établissements, conventionnés ou concédés par l'EPPGHV, y développent des activités culturelles : le Zénith, le Théâtre Paris-Villette, le Théâtre International de Langue Française, le Cabaret Sauvage et le Trabendo.

Enfin, la programmation culturelle s'étend également à la Grande Halle, lieu polyvalent de spectacles construit en 1867, aux espaces en plein air (35 hectares de pelouses et de jardins, le plus grand espace vert de Paris), au Pavillon Paul Delouvrier, à la maison de la Villette (ancienne rotonde des Vétérinaires).

La programmation des manifestations de la Villette s'articule autour d'expositions, de festivals (Latitudes Villette, le Villette Jazz Festival, le Festival de Jazz en plein air, les Rencontres) et le cirque (spectacles toute l'année ainsi que le spectacle annuel du Centre National du Cirque).



Si la présence de grands établissements culturels à proximité du pôle artisanal des Quatre Chemins constitue un atout pour les artisans d'art, que contrairement à ce que laissaient supposer les études préalables, ils ne peuvent faire figure de donneurs d'ordre systématiques. Organismes de droit public, ces établissements respectent le code des marchés publics. Un des rôles de l'agent de développement économique sera donc de sensibiliser les artisans aux conditions d'attribution des marchés.

## Intercommunalité et politique de la ville à Pantin

---

Comme il a déjà été constaté précédemment, la commune de Pantin n'appartient, à ce jour, à aucun type d'établissement de coopération intercommunale.

Cependant, les sept villes d'Aubervilliers, Bobigny, Bondy, Drancy, Noisy-le-Sec, Pantin et Romainville s'étaient rapprochées en 1999 dans une démarche de coopération intercommunale intitulée "Cœur de Seine-Saint-Denis". Leur objectif était de construire ensemble des projets de développement économique, social et territorial. Les communes devaient adopter une démarche de coopération au travers d'une Conférence de Projet Cœur du Département devant donner lieu à une Charte de Coopération. Les enjeux communs identifiés étaient de :

- favoriser l'unité territoriale et restituer les liaisons urbaines
- renforcer l'attractivité économique
- développer l'animation urbaine
- conforter et développer la santé et sa filière économique
- structurer le maillage de transports entre les villes du département.

Les basculements politiques liés aux élections municipales de 2001 ont modifiés les équilibres territoriaux et cette coopération s'est cependant disloquée avec l'intégration de la commune d'Aubervilliers dans la communauté d'agglomération de Plaine Commune, se tournant ainsi vers l'ouest de la Seine-Saint-Denis.

Cependant, la forte implication de Pantin dans la politique de la ville lui confère un autre type "d'intercommunalité de projet".

### La politique de la ville à Pantin se décline sous plusieurs formes.

***Rappel :** la politique de la ville vise à réinsérer durablement dans la ville des quartiers marginalisés ou en voie de marginalisation. Son outil principal est le **contrat de ville**, procédure de contractualisation entre l'Etat et la collectivité territoriale pour une durée de sept ans (actuellement CPER<sup>8</sup> 2000-2006). Il contient une liste de quartiers prioritaires pour lesquels il encadre des interventions, tout en prévoyant des actions dans le périmètre de l'agglomération.*

La **convention-cadre intercommunale** au titre de la politique de la ville a été signée en 2000. Elle engage tous les partenaires signataires (les villes de Bobigny, Bondy, Drancy, Pantin et Romainville) sur des objectifs communs en matière de politique de la ville, c'est à dire l'amélioration de la cohésion sociale, le développement urbain équilibré du territoire, l'affirmation de la citoyenneté et de la vie démocratique locale et la qualité nouvelle des rapports des habitants aux services publics. Sont également pris en compte la participation des habitants, l'intégration des populations immigrées et l'égalité des chances entre les hommes et les femmes dans les quartiers.

La politique de la ville à Pantin s'articule également autour d'une **intervention de revitalisation économique**, les **zones urbaines sensibles** qui bénéficient du fonds de revitalisation économique (FRE). Ce dernier apporte des aides directes destinées à favoriser la création, l'implantation et le maintien d'entreprises ; il peut aussi appuyer

---

<sup>8</sup> Contrat de Plan Etat Région

Prospective & Patrimoine / Etude de définition du centre de ressources pour le pôle artisanal des Quatre Chemins / septembre 2003

les démarches de développement économique local grâce à un soutien à l'ingénierie. Le FISAC et l'EPARECA peuvent également intervenir dans ces quartiers.

En 1996, deux zones urbaines sensibles sont constituées à Pantin :

- la ZUS Etoile, Grémillon, Pont de Pierre, les Courtilières sur les communes de Bobigny et de Pantin ;
- la ZUS Vilette, Quatre Chemins à cheval sur les communes d'Aubervilliers et de Pantin qui nous intéresse tout particulièrement dans le cadre du projet Centre de ressources du pôle artisanal dans ce quartier.

Par ailleurs, la ville fait l'objet d'une opération de renouvellement urbain autour du **Grand Projet de Ville avec Bobigny et Bondy**. Celui-ci, signé en décembre 2001, constitue une déclinaison territoriale de la convention-cadre en direction d'un territoire spécifique reconnu en grande difficulté. Les GPV poursuivent l'action engagée dans le cadre des grands projets urbains et permettent des opérations lourdes de requalification. Prévus pour une durée de dix à quinze ans, 20 % des crédits concernent le volet d'accompagnement social. GPV à caractère intercommunal, il combine les interventions de la commune, du Département, de la Région, de l'Etat et des bailleurs sociaux sur trois secteurs distincts. La convention signée avec l'Etat prévoit un investissement initial de 20 millions d'euros pour des projets de réhabilitation des quartiers en difficulté du centre-ville de Bobigny, des quartiers nord et centre-ville de Bondy et surtout les grands ensembles du quartier des Courtilières à Pantin. Le budget de réaménagement de ces derniers s'élève à lui seul à 6,7 millions.

L'analyse de l'environnement partenarial du projet permet d'identifier trois types de partenaires :

- Les partenaires institutionnels
- Les partenaires opérationnels
- Les partenaires associatifs

Pour concourir à la réalisation du projet et au développement du territoire, il faudra opérer une mise en réseau avec les acteurs de terrain déjà implantés et une mutualisation des savoir-faire et des pratiques.

### Les partenaires institutionnels

#### ♦ La Délégation Régionale au Commerce et à l'Artisanat

Représentation régionale du secrétariat d'Etat aux Petites et Moyennes Entreprises, la Délégation Régionale au Commerce et à l'Artisanat a pour mission de coordonner l'ensemble des actions concourant à la mise en œuvre de la politique de l'Etat en faveur du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales. Outre le secrétariat d'Etat, elle est placée sous l'autorité des préfets de région et de département. Ce partenaire est l'autorité de tutelle des artisans., donc des métiers d'art. Outre ces actions d'aménagement du territoire, telles que l'élaboration et le cofinancement des dossiers de redynamisation et restructuration des activités commerciales et artisanales éligibles au Fonds d'Intervention pour la sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce (FISAC), la DRCA d'Ile-de-France mène des actions plus spécifiques faveur des métiers d'art. En effet, elle a conduit un groupe de travail pour la mise en place d'un « Plan Régional de Promotion et de Développement des Métiers d'Art » en partenariat avec le Conseil Régional, la Chambre Régionale des Métiers, la SEMA, l'Observatoire des Métiers Rares à Conserver, la Chambre des Métiers de Seine-Saint-Denis, et la Direction de l'Artisanat (DECAS). Quelques actions ont donc été arrêtées telles que le recensement de la multiplicité des métiers d'art dans les huit départements d'Ile-de-France, un travail d'harmonisation des guides et annuaires de métiers d'art avec la Chambre des Métiers, le suivi et la participation aux jurys des Grands prix départementaux et régionaux des métiers d'art, etc.

#### ♦ La Direction régionale des affaires culturelles

Placée sous l'autorité des préfets de région et des départements, elle est chargée de la mise en œuvre de la politique culturelle définie par le ministre. Ses actions contribuent à l'aménagement du territoire, à l'élargissement des publics, aux enseignements artistiques et à la formation culturelle. Elle exerce des missions de soutien à la création et à la diffusion, de conseil, de protection et de valorisation.

Parmi les nombreuses missions de la DRAC, celles liées au développement culturel concernent Pantin. En effet, dans le cadre de la politique de la ville, il mène des actions visant à réduire les inégalités d'accès à la culture et favorise le développement de l'offre culturelle, notamment par la médiation. En outre, la DRAC dispose d'un centre de ressources sur la vie culturelle régionale, ouvert au public.

Par ailleurs la DRAC peut attribuer des aides individuelles à la création, dont le montant est calculé selon la nature du projet. Cette aide peut notamment être accordée aux activités de scénographie du pôle artisanal des Quatre Chemins.

Enfin, la DRAC agit comme partenaire pour le pôle artisanal des Quatre Chemins dans son rôle d'autorité de tutelle des artistes

#### ♦ **Le Conseil Régional d'Ile-de-France et le Conseil Général de Seine-Saint-Denis**

En fonction des compétences dévolues par les lois de décentralisation, ces collectivités interviennent selon des axes prédéfinis dans certains domaines d'intervention. Dans le cas précis du Conseil Régional d'Ile-de-France et du Conseil Général de Seine-Saint-Denis, la part respective des collectivités pour contribuer aux projets qui leur sont soumis n'est pas prédéfinie. Chaque projet fait l'objet de décisions prises au cas par cas. Les aides respectives, en investissement et en fonctionnement sont détaillées en Phase II, 3<sup>ème</sup> partie.

## **Les partenaires opérationnels**

### ➤ **La Caisse des Dépôts et des Consignations**

Groupe public, partenaire historique des collectivités territoriales, la CDC contribue à l'émergence et à la réalisation des projets des décideurs locaux comme investisseur d'intérêt général de long terme.

Ce partenaire peut intervenir à deux niveaux à Pantin :

➤ Par son accompagnement au renouvellement urbain au moyen d'un fonds d'intervention (116 millions d'euros en 2002), destiné à l'investissement immobilier et foncier, au soutien à l'ingénierie, au préfinancement d'opérations d'aménagement et par des prêts, prêt de renouvellement urbain et prêt de projet urbain (PPU), auxquels les quartiers inscrits dans la géographie prioritaire dans la politique de la ville comme à Pantin sont éligibles.

➤ Par ses actions de mécénat dont l'ambition est de soutenir les initiatives d'artistes et d'associations. Le mécénat de la Caisse des dépôts repose sur trois grands programmes : le mécénat de la musique, de la création contemporaine et celui de la solidarité. Ce dernier programme nous intéresse tout particulièrement en raison de son action culturelle dans le cadre des politiques de revalorisation des quartiers et de lutte contre l'exclusion, mais aussi grâce à son aide directe aux associations. Ces objectifs s'inscrivent pleinement dans la lignée de ceux envisagés au pôle artisanal des Quatre Chemins.

La CDC a été sollicitée pour participer au financement des 4<sup>èmes</sup> *Rencontres des métiers d'art* et donnera sa réponse en octobre 2003.

### ➤ **La Chambre des Métiers de Seine-Saint-Denis**

Seconde des neuf chambres d'Ile-de-France après Paris, elle répond à la mission générale des chambres des métiers instituées en 1925, à savoir celle d'assurer la représentation de l'artisanat dans son environnement politique, économique et social.

Elle revêt également un caractère interprofessionnel à travers les 250 métiers qu'elle rassemble, sa coordination avec les deux autres chambres consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie et Chambre d'Agriculture) et en travaillant en étroite relation avec les organisations professionnelles de l'artisanat.

Ses activités principales consistent en la tenue du répertoire des métiers, l'assistance et l'appui aux entreprises, et la formation initiale et continue. Elle s'organise en un pôle d'administration générale complète et en trois pôles opérationnels :

- Assistance administrative et juridique des entreprises (AJE) ;
- Animation et développement économique (service économique et département d'action territoriale) ;



➤ Formation, qui inclut trois unités : le service d'apprentissage et de formation professionnelle, le centre d'études et de formation continue et le Centre interdépartemental de formation, d'apprentissage et de perfectionnement (CIFAP), le plus grand Centre de formation d'apprentis d'Ile-de-France.

Partenaire du pôle artisanal des Quatre Chemins depuis ses prémices, la Chambre des Métiers de Seine-Saint-Denis apportera une aide technique ainsi qu'une participation aux animations.

#### ➤ La SEMA

Association fondée en 1889 et placée sous la tutelle du ministre chargé de l'artisanat, La Société d'Encouragement aux Métiers d'Art a pour mission de promouvoir et de favoriser les métiers d'art en étant l'interface entre l'Etat, les professionnels et le public. Elle s'appuie sur trois pôles d'activités :

➤ Actions d'information grâce à la SEMAthèque, regroupant un centre de ressources collectant toute l'information liée aux métiers d'art et la SEMAscope, vidéothèque sur les métiers d'art ; d'éducation et de formation grâce au soutien financier de classes de découverte pour les scolaires et un dispositif de prise en charge de stages de perfectionnement.

➤ Communication et promotion grâce à *Métiers d'Art*, magazine de référence, son site Internet dédié à l'artisanat d'art et son annuaire des métiers d'art francophones, les Prix SEMA qui encouragent l'excellence des savoir-faire, une galerie d'exposition au Viaduc des Arts, l'animation d'opérations événementielles et la promotion internationale.

➤ Actions territoriales et développement local par des initiatives locales utilisant les métiers d'art comme facteurs de cohésion sociale.

A Pantin, la SEMA intervient comme partenaire des Rencontres des métiers d'art et comme coordinateur de l'opération *SEMAville*. En outre, elle pourrait à terme apporter une aide d'assistance à maîtrise d'ouvrage au projet, ainsi qu'un soutien aux divers événements.

## Les établissements de formation, les partenaires culturels et associatifs

Outre l'EPPGHV, le CND, *Banlieues bleues* (dont les rôles respectifs ont présentés supra), les structures suivantes, à des degrés d'implication divers, seront associées aux activités du centre de ressources, ou à tout le moins informés des activités. Le rôle du directeur sera donc de nouer des contacts et de formaliser des relations avec cet environnement.

#### ♦ L'INFA (?)

Organisme héritier de cinquante ans d'histoire au service de la promotion sociale, il est né du regroupement récent d'un ensemble d'associations affiliées au Centre de Culture Ouvrière.

Acteur opérationnel, il est au service de l'emploi par le développement de formations professionnelles qualifiantes adaptées en permanence aux attentes des entreprises. Il dispose de neuf centres de formation, dont le CREAR, centre spécialisé dans les formations aux métiers d'art et du spectacle. La formation vise les emplois des techniciens dans les milieux du théâtre, du cinéma et des plateaux télévisés. Ce centre initialement implanté à Pantin a rejoint Nogent-sur-Marne, mais ses responsables continuent de suivre avec attention les évolutions du pôle artisanal de Pantin.

#### ♦ CIFAP

Le Centre interdépartemental de formation, d'apprentissage et de perfectionnement, plus grand Centre de formation d'apprentis d'Ile-de-France, regroupe près de 2 500 jeunes formés à 18 métiers. Actuellement situé à Pantin, il doit s'implanter à Bobigny dans le nouveau pôle universitaire. Cependant, il reste un gisement important de jeunes artisans en formation et doit être en liaison permanente avec le pôle artisanal.

#### ♦ IFROA (Institut de formation des restaurateurs d'œuvres d'art)

Département de l'Institut National du Patrimoine depuis 1996, il est situé à Saint-Denis et prépare un diplôme en quatre ans. Un de ses enseignants a joué le rôle de conseiller auprès des élus pour la création du pôle artisanal.

#### ♦ Les Ecoles supérieures d'art

Ecole nationale supérieure des arts décoratifs, Ecoles Boule, Duperré, Olivier de Serre, Estienne

La proximité de Paris permet de tirer parti de la présence de ces écoles d'art appliqués prestigieuses auprès desquelles le pôle artisanal doit se faire connaître afin d'attirer les futurs diplômés au sein du pôle artisanal d'une part et, d'autre part, afin d'inciter leurs enseignants à intervenir comme partenaires des manifestations du pôle (conférences, débats, rencontres, conseils en formation, etc ...).

Les dates de leurs "journée portes ouvertes" seront systématiquement recherchées et portées à connaissance.

#### ♦ CNAP

Le Centre national des arts plastiques, institution culturelle du ministère de la Culture, recense dans son annuaire de l'art contemporain plusieurs centres d'expression artistique dans l'environnement proche du pôle artisanal et du quartier des Quatre Chemins :

- **Pa4ch, pour et avenir des Quatre Chemins.** Cette association située à Pantin a été créée en 1995, suite à une réunion informelle des "forces vives" du quartier. Celles-ci travaillent en commissions selon un système municipal :

- ♦ Bien être
- ♦ Artistes et artisans d'art
- ♦ Architecture
- ♦ Ecologie

La seconde commission lui confère une dimension artistique qui lui vaut ce recensement.

- **La Fédération Léo Lagrange**, centre d'éducation et de culture populaire, implantée dans l'avenue Jean Lolive, déploie des activités liées notamment aux arts plastiques et visuels.
- **Les Laboratoires d'Aubervilliers**, lieu pluridisciplinaire de travail et espace de recherche dont l'art constitue le moteur. Son projet s'articule autour de l'accueil d'artistes, l'organisation d'événements, une politique éditoriale. Ce projet artistique passe également par la réhabilitation et l'aménagement de l'ancienne usine dans laquelle l'association est implantée et elle a repris la dénomination, dans le quartier des Quatre Chemins albertivillarien.
- **Art'O**, galerie d'art associative, est un espace permettant l'accès à l'art contemporain dans une cité populaire dont la population, pour des raisons sociales ou culturelles, fréquente peu les centres d'art. Il est également implanté à Aubervilliers.
- **Le Métafort**, association créée en 1995 au fort d'Aubervilliers, est une "fabrique à projets culturels multimédias" qui produit des projets liés aux dernières technologies dans un environnement défavorisé.

#### ♦ **Le Pôle Image de Seine-Saint-Denis**

La Seine-Saint-Denis bénéficie d'une base économique très forte dans les secteurs de l'image, de l'audiovisuel et du multimédia, regroupant plus de 1 100 entreprises.

Ces activités sont organisées autour de quatre pôles géographiques et thématiques :

- ♦ le pôle audiovisuel du Nord sur les communes de Saint-Denis, Saint-Ouen, Epinay, Aubervilliers et Stains
- ♦ Le pôle multimédia de Montreuil
- ♦ le pôle INA – SFP
- ♦ le pôle de Marne-la-vallée.

En partenariat avec la région Ile-de-France et l'Etat, une association de préfiguration, A3P, a été créée le 13 septembre 2000. *"Sa vocation est de favoriser la compréhension des grands enjeux des NTIC, de permettre à tous de se saisir de celles-ci, de faciliter les partenariats et d'identifier les chantiers stratégiques pour le territoire départemental. La finalité est concrète : aider au développement des acteurs économiques en considérant que la performance numérique facilite la performance économique."*<sup>9</sup>

A3P pourrait donc jouer un rôle de prestataire de services ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le site Internet du centre de ressources et sa mise en réseau. Par ailleurs, la thématique scénographie est directement concernée par un partenariat avec ce pôle.

#### ♦ **Ateliers français du spectacle**

Siégeant à la SEMA, les AFS répertorient 12 corps de métiers du spectacle. Ses caractéristiques peuvent donc le mettre en relation avec la thématique de la scénographie du pôle artisanal.

#### ♦ **Equipements socioculturels dans le quartier des Quatre Chemins**

Afin de toucher les jeunes, de favoriser les relations transgénérationnelles et, ainsi, de s'inscrire dans le développement durable (dont le développement n'est qu'une composante), des liens de voisinage seront établis avec les responsables et les usagers des équipements socioculturels dont la liste est donnée ci-après.

Les responsables de ces structures seront, au minimum systématiquement informés des activités du Centre de ressources. Il leur sera en outre, proposé des visites ciblées ou tout produit "à la carte" établi sur demande et allant dans le sens d'une meilleure intégration du pôle dans le quartier et favorisant la connaissance des métiers d'art par ses habitants, en particulier les jeunes en recherche de formation et d'emploi.

#### Maison de Quartier des Quatre Chemins

Lieu central d'information, d'orientation et de conseil concernant les sujets de la vie quotidienne, la maison de quartier ouvre ses portes aux habitants et aux associations.

Salle Jacques Brel

Antenne du service municipal de la jeunesse

Espace Pailleur (activités pour les retraités)

#### Les établissements scolaires ou assimilés

- École maternelle Diderot
- École primaire et maternelle Jean Lolive
- École Sainte Marthe
- Collège Jean Lolive

---

<sup>9</sup> Source : A3P

Prospective & Patrimoine / Etude de définition du centre de ressources pour le pôle artisanal des Quatre Chemins / septembre 2003

- Lycée Berthelot
- Centre de loisirs maternels Diderot
- Centre de loisirs primaires Jacques Prévert

Bibliothèque Jules Verne  
Ecole Nationale de Musique  
Foyer SONACOTRA

Parmi les compétences recensées dans ce foyer d'insertion, le secteur de l'artisanat africain, grâce à la présence de deux orfèvres, mérite d'être valorisé.

Hors du quartier mais pouvant être inclus dans la dynamique globale du renouvellement urbain :

#### ♦ **Ciné 104**

Lieu d'expression cinématographique, le Ciné 104 accueille Côté Court, festival annuel de compétition de courts-métrages français. Lancé à l'initiative du Conseil Général de Seine-Saint-denis et de la ville de Pantin il reçoit le soutien de la DRAC, du Conseil Général, du ministère de la Culture et de la Communication de la Région Ile-de-France et du Centre National de la Cinématographie.

#### ♦ **Eréqua régie de quartier**

Associations loi de 1901, les régies de quartier sont regroupées dans le Comité national de liaison des Régies de quartier (CNLRQ). Elles regroupent collectivités locales, bailleurs sociaux et habitants et interviennent sur la gestion urbaine de l'espace géographique et social sur lequel se fondent leurs actions. Leurs activités sont le support d'une démarche de sensibilisation et de médiation pour « mieux vivre ensemble ».

La régie de quartier des Courtilières à Pantin, Eréqua, a deux missions : l'insertion économique et l'amélioration du lien social. Celle-ci a développé depuis quatre ans un atelier de mosaïques à orientation « jeune ». Cependant, elle vise à terme le développement d'un atelier d'adultes afin de faire de la production, mais elle est limitée en termes d'intervention au quartier des Courtilières en raison de la monoclientèle OPHLM qui rend impossible la diversification de l'offre. Ayant été contactée par les associations du quartier, elle prévoit d'implanter une antenne de quartier aux Quatre Chemins.

### Présentation générale

Les artisans constituent la « première entreprise du pays » qui, avec un chiffre d'affaires de près de 135 milliards d'euros, participe activement à la croissance.

En ce qui concerne l'artisanat d'art, la France occupe le premier rang mondial. L'artisanat d'art est une véritable tradition dont l'étendue et la diversité sont réelles. L'artisanat d'art constitue une image d'excellence pour l'artisanat tout entier, grâce à un savoir-faire ancien et pointu.

Facteurs de développement économique, forme d'expression artistique et témoins d'un patrimoine, les métiers d'art jouent un rôle important en termes de création d'emplois et de développement local ou régional, notamment par la revitalisation et l'animation des collectivités locales, et par leur incidence sur le tourisme culturel. C'est un secteur riche de traditions et porteur d'avenir. La qualité des réalisations des artisans et artistes qui œuvrent dans le champ des métiers d'art mérite d'être mieux connue. Les métiers d'art sont tout autant une forme d'expression culturelle à part entière qu'une ambition économique.

>>> Sur le territoire, la filière des métiers d'art porte trois enjeux généraux :

#### > Un **enjeu économique**

Les métiers d'art participent au développement local et à l'aménagement du territoire, notamment, à travers l'économie touristique.

#### > Un **enjeu culturel**

Les métiers d'art jouent un rôle important dans l'évolution des techniques et des matériaux et sont une source d'expression artistique à part entière.

#### > Un **enjeu patrimonial**

Ces savoir-faire constituent un patrimoine à transmettre et à perpétuer et, certains métiers concourent à la conservation et à la restauration du patrimoine mobilier ou immobilier à caractère historique.

### Une filière aux contours imprécis, mais aux objets spécifiques

Les métiers d'art sont issus d'une tradition française ancienne. En créant les manufactures royales, Colbert deviendra le véritable promoteur de ces métiers. L'excellence des savoir-faire alliés au sens artistique symbolisera un certain art de vivre à la française que toute l'Europe du siècle des Lumières nous enviera.

La révolution industrielle, avec ce qu'elle suppose d'uniformisation et de standardisation, a établi une fracture dans le domaine des métiers d'art en distinguant la reproduction à petite et grande échelle et la création des images et des formes. Cette dichotomie a entraîné, notamment, l'éclatement des statuts des professionnels et une grande diversité des entreprises œuvrant dans cette filière.



De plus, les métiers d'art se réfèrent à des démarches intellectuelles et manuelles qui offrent une grande diversité, à l'instar des statuts juridiques des professionnels : artisans, artistes, salariés, ...

L'artisanat occupe ainsi une position très particulière dans l'économie française. Il est transverse aux secteurs économiques que sont l'industrie, le commerce, les services, le bâtiment. C'est pourquoi, les contours du secteur des métiers d'art demeurent flous et sa perception par le public incertaine. La délimitation des métiers d'art reste complexe et il n'en existe pas de définition officielle.

On peut se fonder ainsi sur plusieurs définitions des métiers d'art : la définition de la SEMA, des ~~Chambre des~~ Métiers ou à partir des métiers, de l'activité, du statut juridique...

## 1. Une grande diversité de définitions

Un premier regroupement sous deux grandes catégories peut être opéré, à partir des **matériaux dominants et des secteurs d'activités dominants**. Ce regroupement découle des pratiques anciennes et de l'existence des corporations avant la Révolution.

### ➤ Les **matériaux dominants**

Les métiers d'art peuvent se classer en fonction des matériaux utilisés tels que la terre, les fibres textiles, les bois, les métaux, la pierre, le verre, le cuir, le papier et les arts graphiques, la cire.

### ➤ Les **secteurs d'activités dominants**

La facture instrumentale, l'ébénisterie, la bijouterie, la joaillerie, l'orfèvrerie, l'horlogerie, l'émaillerie, les luminaires, la tabletterie, les arts mécaniques, (jeux, jouets, modélisme, miniatures), les métiers du décor et du spectacle.

La **Société d'Encouragement aux Métiers d'Art**<sup>10</sup> recense près de 250 métiers et propose quant à elle, un regroupement des métiers en trois grandes familles : les métiers de la restauration-conservation, les métiers de la tradition et les métiers de la création contemporaine.

### ➤ Les **métiers de la restauration-conservation**

Appartiennent au secteur des métiers de la conservation-restauration, les **professionnels** qui consacrent tout ou partie de leur activité à la **conservation du patrimoine mobilier ou immobilier à caractère historique**.

La restauration regroupe toutes les techniques visant à la remise en état à l'identique du patrimoine immobilier et mobilier en conformité avec la réalité historique. La conservation regroupe toutes les techniques réversibles tendant à permettre au patrimoine mobilier ou immobilier de durer dans le temps dans l'état où il se trouve.

---

<sup>10</sup> Cf supra

*Prospective & Patrimoine* / Etude de définition du centre de ressources pour le pôle artisanal des Quatre Chemins / septembre 2003

#### ♦ Les métiers de la tradition

Appartiennent au secteur des métiers de la tradition, les **professionnels** qui consacrent tout ou partie de leur activité à la **réalisation d'objets d'art traditionnels de qualité, en petite et moyenne série, et selon le respect des matériaux et des techniques traditionnelles.**

Un objet traditionnel est un objet à vocation utilitaire et/ou décorative qui a été réalisé selon les techniques et dessins du passé.

Exemples : le tournage d'art, les sculpteurs sur pipe, les couvreurs en chaume, les fondeurs de cloches, la fabrication de carrelage en terre cuite au four à bois.

#### ♦ Les métiers de la création contemporaine

Appartiennent au secteur des métiers de la création contemporaine, les **professionnels** qui consacrent tout ou partie de leur activité à la **conception et/ou à la réalisation d'objets d'art contemporains possédant une qualité ou une originalité indéniables, soit à titre de pièces uniques, soit de petites séries.**

Un objet de création contemporaine est un objet d'art dont la conception et/ou la réalisation présentent un caractère indiscutablement original à l'exclusion de toute copie ou inspiration excessive.

Exemples : les bijoutiers joailliers, les décorateurs scénographes, les stylistes modélistes, les céramistes, les verriers.

Ces trois familles s'interpénètrent, un artisan d'art peut, par exemple, travailler dans le cadre d'une restauration tout en ayant une activité de création contemporaine.

Enfin, les **Chambre des Métiers** définissent une entreprise du secteur des métiers par trois critères :

- ♦ **L'activité** : la fabrication, la transformation, la réparation et certaines prestations de services sont des activités artisanales exercées à titre principal ou secondaire.
- ♦ **La dimension** : il doit y avoir moins de dix salariés au démarrage de l'entreprise.
- ♦ **L'indépendance** : une entreprise doit travailler avec plusieurs donneurs d'ordre.

En conclusion, selon le **ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie**, les métiers d'art supposent la conjonction de **trois facteurs indissociables, liés à l'activité exercée et à la manière de l'exercer** :

- ♦ L'assimilation d'une **technique** et d'un **savoir-faire** complexes.
- ♦ Une **production unique** ou en **petite série** présentant un caractère artistique.
- ♦ Une **maîtrise totale du métier** par le professionnel.

Les métiers d'art sont présents dans **plusieurs modes d'exercice**, c'est-à-dire :

- ♦ **L'artisanat** (moins de dix salariés au moment de l'immatriculation au Répertoire des Métiers).
- ♦ La **petite industrie** (plus de vingt salariés).
- ♦ Les **activités artistiques** (métiers de conception ou de production d'œuvres d'art).

## 2. Des statuts professionnels divers

L'exercice d'un métier d'art peut s'inscrire dans des statuts juridiques, fiscaux et sociaux variés qui vont de l'artisan au professionnel libéral, en passant par le salarié d'entreprise (les métiers d'art peuvent effectivement être exercés par des salariés au sein d'entreprises inscrites au Registre du Commerce et de l'Industrie).

### La dichotomie entre artistes et artisans

L'artisanat d'art se trouve à la jonction de l'œuvre d'art et de l'objet d'art, d'où la constante ambiguïté entre art et artisanat. Néanmoins, il convient de poser les bases théoriques de chacun d'entre eux afin d'être plus apte à en juger.

	Art & artiste	Artisanat & artisan
Le professionnel	<p>« Une personne qui se voue à l'expression du beau, pratique les beaux-arts »</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Artiste inscrit à la Maison des artistes, implique une reconnaissance professionnelle.</li><li>- Artiste dit libre : il suffit de s'autoproclamer artiste pour en devenir un.</li></ul>	<p>« Une personne qui fait un travail manuel (...) »<sup>11</sup></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- L'artisan est un professionnel : reconnaissance d'un savoir-faire pratique et d'une qualification (inscription obligatoire à la Chambre des Métiers pour être qualifié d'artisan).</li></ul>
L'activité	<ul style="list-style-type: none"><li>- L'œuvre d'art est par essence une création unique et originale.</li><li>- L'œuvre d'art ne sert à rien.</li></ul> <p>&gt;&gt;&gt; Esthétique</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>- L'objet artisanal est le fruit d'un savoir-faire manuel acquis par une longue expérience (apprentissage).</li><li>- L'objet artisanal a une utilité et peut être reproductible (série limitée).</li></ul> <p>&gt;&gt;&gt; Utilité</p>

### Le statut juridique des professionnels des métiers d'art

Les métiers d'art regroupent ainsi des professionnels ayant des profils variés :

- **L'artisan d'art** qui possède un statut particulièrement élaboré.  
Il est inscrit au **Répertoire des Métiers** qui immatricule les personnes physiques ou morales n'employant pas plus de 10 salariés et lui permet de bénéficier de nombreux avantages (crédits spéciaux réservés aux artisans, avantages fiscaux, obtention de titres, services des Chambres des métiers).  
Il exerce une activité de production, de transformation, de réparation ou de prestation de service.

<sup>11</sup> D'après la définition du Petit Robert des noms communs.

Enfin, il peut exercer la profession soit seul en tant qu'entrepreneur individuel ou en société, en EURL, soit en société (SNC, SARL, ...), en GIE, etc..

- ♦ **La profession libérale** qui possède un statut peu réglementé, plus libre et moins protégé.

Le professionnel est **inscrit à l'URSSAF**, au Centre de Formalité des Entreprises (CFE) qui fournit une couverture sociale, inscrit automatiquement aux caisses d'assurances sociales correspondantes et déclare l'existence du professionnel aux services fiscaux.

Le rôle de l'activité intellectuelle qu'il exerce est essentiel, mais elle est essentiellement civile et non commerciale ou spéculative.

Il est libre du nombre de salariés qu'il emploie. Enfin, il peut exercer la profession sous trois modes et trois formes d'organisation différents :

- **"Artiste libre"** (non inscrit à la Maison des Artistes).
- **"Free-lance"** (activité sur commande).
- **Société civile** (SCP, SCM, ...) qui exclut les opérations commerciales.

- ♦ **L'artiste auteur** qui possède un statut exceptionnel sur le plan social.

Il est **inscrit à la Maison des Artistes** qui gère sa sécurité sociale sur le modèle du régime général des salariés. Son affiliation dépend du type d'activité et du montant minimum de revenus de l'artiste.

Son activité consiste à créer des *œuvres d'art originales* (expression définie dans le code général des impôts, art. 71 de l'annexe III).

Comme les professions libérales, il est libre du nombre de salariés employés. Il exerce la profession de manière indépendante et il relève des professions libérales.

### >>> **Les métiers d'art ne peuvent pas être définis de manière précise et sans ambiguïté.**

Un consensus existe ainsi sur la qualification reconnue de l'objet d'artisanat d'art, au travers des matières premières utilisées, de la notoriété du producteur, du respect des critères afférents au (x) métier(s) d'art(s) mis en œuvre, d'une production en petite série, ou de pièces uniques qui peut être aussi un critère d'appréciation pour la qualification d'objet d'artisanat d'art ou de métiers d'art. Ces objets et productions seront synonyme de talent et d'excellence, d'élégance et de modernité.

## Une délimitation complexe ...

Deux listes qui permettent d'appréhender les métiers d'art au niveau le plus fin sont ainsi utilisées par les professionnels pour délimiter les métiers d'art :

### ♦ la liste de la SEMA (Société d'Encouragement aux Métiers d'Art)

Elle regroupe environ 250 métiers d'art regroupés en quinze familles fondées sur les matériaux utilisés, le type de technique ou le type de produits.

Comme il a été présenté précédemment, la SEMA propose un regroupement des métiers en trois grandes familles qui peuvent s'interpénétrer :

- les métiers de la restauration et de la conservation
- les métiers de la tradition
- les métiers de la création contemporaine

### ♦ la liste réalisée par l'APCM (l'Assemblée Permanente des Chambres des Métiers) suite à l'étude AMARENA (Activités Métiers d'Art : Repérage en Nomenclature de l'Artisanat)

Cette liste regroupe près de 450 activités artisanales réparties en 51 familles, "où peuvent s'exercer des compétences et des processus relevant des métiers d'art et débouchant sur des produits ou prestations d'artisanat d'art".

↓ Cependant, si l'utilité de ces listes est avérée, elles demeurent insuffisantes pour une analyse économique précise car aucune source statistique ne s'y réfère.

Un **noyau central**<sup>12</sup>, un périmètre observable économiquement des professions "métiers d'art" a alors été défini de façon relativement arbitraire, mais il permet de dresser un premier panorama chiffré des métiers d'art selon deux approches complémentaires :

- l'une par **métier et formation** suivant la liste des postes de la nomenclature INSEE (codes PCS) qui concernent le mieux possible le secteur des métiers d'art (artisans d'art et ouvriers d'art) ;
- l'autre par **activité des entreprises**, au moyen d'une liste des secteurs d'activité pour lesquels les métiers d'art représentent la majeure partie du secteur (pour cela, il existe 28 codes NAFA).

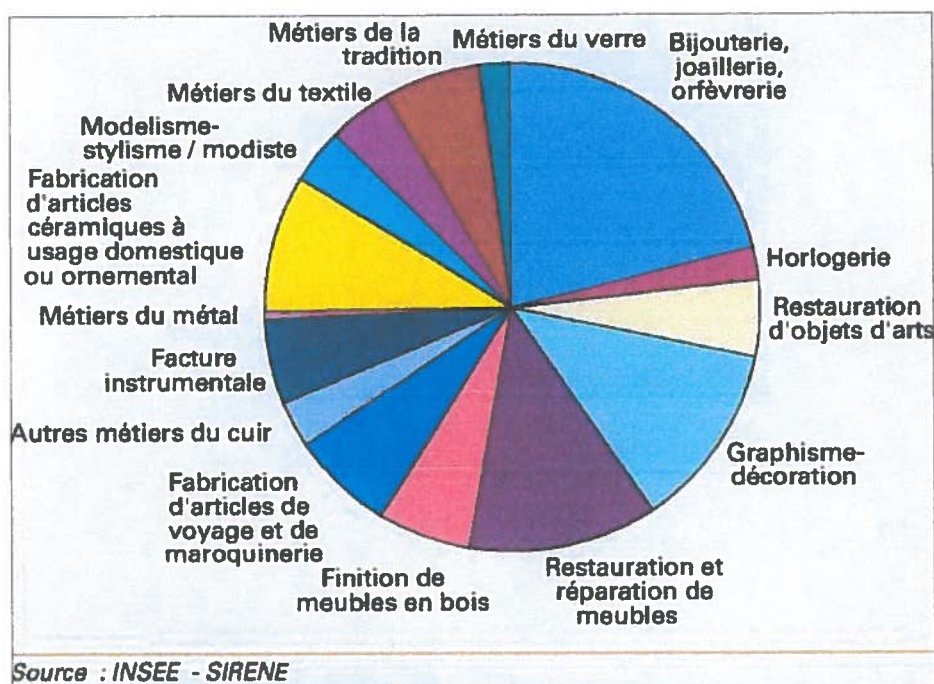
Le graphique présenté page suivante présente les quinze familles des métiers d'art du « noyau central » (liste des postes de la nomenclature INSEE qui cernent le mieux possible le secteur des métiers d'art).

---

<sup>12</sup> Etude et statistiques du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, avril 2002

Prospective & Patrimoine / Etude de définition du centre de ressources pour le pôle artisanal des Quatre Chemins / septembre 2003





## Des hommes et des entreprises



## Conclusion

Grâce à des activités à forte valeur ajoutée (savoir-faire ancien et /ou pointu), les métiers d'art représentent la vitrine de l'artisanat. Cependant, la transversalité des modes d'activité rend le secteur difficilement délimitable.

Si la définition des métiers d'art renvoie à une activité précise et à une manière de l'exercer, il est cependant difficile de les enserrer dans une définition juridique stricte. Le centre de ressources du pôle artisanal devra donc considérer les "artisans d'art" par rapport à la qualité de leur activité et non par rapport à leur statut. Il s'agit alors d'être vigilant quant au jugement de la qualité qui reste subjectif.

Les études statistiques réalisées par le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, autour de la définition d' «un noyau central », permettent de mieux cerner le poids économique de ce secteur, son évolution dans le temps et sa dynamique.

Les métiers d'art jouent souvent un rôle de premier plan dans le développement local. Pour cette raison, ils bénéficient depuis longtemps d'une politique spécifique de la part des pouvoirs publics.

Ainsi, conscient de la richesse des métiers d'art, le secrétariat d'Etat aux PME, a été à l'initiative de la mise en place des « Journées des Métiers d'Art » dont la première édition a eu lieu en décembre 2002. Cette manifestation d'envergure nationale, menée pour mieux faire connaître ces métiers et leurs savoir-faire, permet au public d'aller à la rencontre des artisans d'art dans leur atelier et d'assister à des animations et à des démonstrations. L'objectif est de sensibiliser le public à ces métiers riches en tradition mais qui savent également évoluer avec les technologies contemporaines. La ville de Pantin qui a parié sur ces métiers porteurs d'avenir depuis quelques années, avec notamment l'organisation annuelle des « Rencontres de l'Artisanat et des Métiers d'Art » depuis l'an 2 000, a répondu à cette appel en associant cette manifestation aux « Journées » .

Par ailleurs, le projet de loi pour l'initiative économique voté en deuxième lecture au Sénat le 18 juin 2003, à l'initiative de Renaud Dutreil, secrétaire d'Etat aux PME, au Commerce et à l'Artisanat, a notamment pour objectif de faciliter et valoriser la création d'entreprises. Les principales mesures applicables aux entreprises du secteur de la mode sont mises en évidence à titre d'exemple en annexe.

# METIERS D'ART

## Synthèse des définitions

### Définition historique

- ↓ Matériaux dominants
- ↓ Secteurs d'activités dominants

### Définition SEMA

- ↓ Restauration conservation
- ↓ Tradition
- ↓ Création contemporaine

### Définition Chambres des Métiers

- ↓ L'activité
- ↓ La dimension
- ↓ L'indépendance

### Définition ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie

- ↓ Un savoir-faire
- ↓ Production unique ou en petites séries
- ↓ Maîtrise totale du métier

## Divers Statuts

Artisan d'art

Profession libérale (artiste libre,  
« free lance », société civile)

Artiste auteur

## Chiffres Clés\*

- ➔ 18 000 entreprises d'artisanat d'art dont :
  - ◆ 4 000 entreprises dans la bijouterie – joaillerie – orfèvrerie.
  - ◆ 3 400 entreprises dans la finition, la restauration et la réparation de meubles.
  - ◆ 2 300 entreprises dans le graphisme – décoration.
- ➔ 28 000 salariés dont 20 000 travaillant dans les entreprises artisanales à titre principal.
- ➔ Mais près de deux tiers des entreprises n'emploient pas de salariés.
- ➔ L'Ile de France regroupe 1/4 des personnes travaillant dans les métiers d'art.

\*selon le périmètre du « noyau central » en 2001.

## **Perspectives d'avenir : relancer et re-dynamiser les métiers d'art par la création et l'innovation**

Le grand public n'associe effectivement pas toujours les métiers d'art à l'innovation et pourtant, l'innovation est totalement induite dans les métiers d'art, le besoin de recherche étant constant pour obtenir l'objet imaginé. Les artisans d'art ont toujours réalisé des pièces qui ont marqué l'évolution des styles et s'ils ne parlent pas d'innovation, c'est qu'elle est pour eux une évidence.

La disparition progressive des donneurs d'ordre nuit terriblement aux capacités d'innovation des artisans d'art : autrefois, la clientèle particulière commandait des meubles ou objets aux caractéristiques précises et souvent inédites : l'artisan devait alors répondre aux contraintes techniques de leur réalisation par l'adaptation de son savoir-faire et donc l'innovation. Aujourd'hui ce principe est inversé : la clientèle s'adapte à un produit fini qui doit s'intégrer à un environnement établi, charge à l'artisan ou à l'artiste de l'imaginer, le créer et le faire accepter. Ce phénomène se retrouve même dans l'exercice de certains métiers qui restent encore aujourd'hui très traditionnels. Ainsi, la lutherie, où l'on voit se développer, en parallèle à une demande encore importante de reproductions de modèles anciens, une demande limitée, mais existante, de modèles contemporains électroniques, composés de matériaux synthétiques.

Les savoir-faire ne pourront pas survivre pour eux-mêmes, mais par et pour la création contemporaine qui les ancre dans un présent où le travail de la main est menacé, notamment par le développement de la qualité des objets standardisés à faible coût. S'ils évoluent au gré des progrès techniques, c'est la création qui suscite ces découvertes et les fait avancer. C'est elle, reflet de la personnalité d'individus dans l'époque, qui rend les savoir-faire vivants, actuels, tout en perpétuant la tradition séculaire et qualitative du fait main. C'est à la valeur ajoutée de ces objets investis de création vive qu'il faut sensibiliser et éduquer les publics



## Mode, scénographie et facture instrumentale évolution et description

---

### La mode

Longtemps l'apanage d'une élite, la mode, ou l'art de se vêtir, touche désormais presque toutes les couches sociales et sa place au sein de la société contemporaine est décisive. En effet, restée longtemps le propre d'une consommation fastueuse, des édits somptuaires interdisaient aux classes roturières de se vêtir comme l'aristocratie. Ce n'est qu'après la Révolution, en 1793, que la Convention affirme le principe démocratique de la liberté vestimentaire.

Cependant, le phénomène de démocratisation se concrétise plus tard, notamment avec l'essor de 1820 à 1840 de la confection industrielle qui permet de produire des vêtements en grande série et bon marché et surtout avec la mécanisation apportée par la machine à coudre en 1860. À partir de 1839, de nouveaux textiles, synthétiques, accélèrent encore plus le processus.

#### ► La haute couture

Fondée au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la *haute couture* est moteur d'innovation et devient dès lors une entreprise de création, avec son support publicitaire et ses magazines. D'essence féminine et parisienne, la haute couture élève la mode au rang d'art et s'étend même à Londres et New-York au secteur masculin vers 1930.

En 1959, ce sont près d'une cinquantaine de maisons de haute couture qui sont enregistrées par la Chambre syndicale de la couture parisienne et elles jouent un rôle capital dans l'économie française. En outre, la concurrence internationale joue de plus en plus.

La haute couture a donc favorisé la démocratisation de la mode en effaçant les particularités régionales et les distinctions de classe. Par ailleurs, elle diversifie l'apparence (décontraction des tenues de jour, élégance des tenues de soirée). Enfin, l'avènement de la société de loisirs lance la mode sportive et la création du *sportswear* en 1925.

#### ► La diffusion de la mode

Après la Seconde Guerre mondiale, le « droit » à la mode trouve une légitimité et le démodé fait effet d'exclusion sociale. En outre, un vocabulaire distinctif voit le jour. Peu à peu, la mode bascule dans l'aire de la consommation : c'est l'avènement du *prêt-à-porter*, c'est-à-dire de vêtements produits industriellement et accessibles à tous. Désormais, les industriels s'adjoignent des stylistes et le premier Salon du prêt-à-porter se tient en 1957. Il trouve finalement son style propre dans les années 1960 alors que la haute couture joue une dernière fois un rôle révolutionnaire avec la création de la minijupe et la féminisation du pantalon.

Désormais, les foyers d'inspiration de la mode, phénomène de masse, se sont démultipliés et la diversité des formes, des styles et des matériaux est légitimée ; le mélange des styles s'accorde à la confusion des âges, des temps et des sexes.



Comme pour la scénographie, il serait difficile d'énumérer le nombre d'entreprises de mode et de décliner tous les métiers qu'elle induit, tant ce secteur est foisonnant. Outre la haute couture, le sportswear<sup>13</sup> et le prêt-à-porter présentés ci-dessus, elle génère également de nombreux métiers autour des accessoires, du linge de maison, du cuir, etc.

## La scénographie

Le scénographe est un inventeur du lieu et de l'image. Initialement il devait créer l'environnement d'une représentation théâtrale et en assurer la cohérence. Cette activité complexe demande des compétences d'architecte, d'ingénieur, ainsi qu'une approche artistique qui attire notamment un important nombre de peintres.

On dénombre trois modèles d'installations dans l'histoire du théâtre occidental :

### ➤ Le théâtre antique

Le théâtre dans l'Antiquité grecque était considéré comme un moment important de la vie de la cité, les citoyens se retrouvant pour s'interroger sur leur société. La configuration des lieux n'était donc pas indifférente à cet objectif : une estrade était entourée d'une aire circulaire (*orchestra*), des gradins disposés à flanc de colline en hémicycle élargi et face à ces derniers de l'autre côté de l'estrade, un mur servait de support aux décors (*skênê*). La disposition semi-circulaire des premiers théâtres en pierre, en plein air, permettait aux nombreux spectateurs de se voir les uns les autres tout en étant proches de l'action théâtrale. L'aspect monumental du lieu, sa grande capacité d'accueil, ses qualités techniques (acoustique, ...), la dimension poétique des œuvres qu'il inspirait, lui confèrent un rôle de modèle qui reste bien vivant.

### ➤ Le modèle élisabéthain

Développé au XVI<sup>e</sup> siècle en Angleterre sous le règne de la reine Elisabeth I<sup>ère</sup>, ce type de théâtre trouve des origines modestes dans les cours d'auberges. Édifice en bois, il est constitué du proscenium, scène s'avancant jusqu'au cœur du parterre et s'ouvrant aux spectateurs sur trois côtés ; la surface de jeu à l'arrière, une arrière-scène fermée conduisant aux coulisses. Le tout est surmonté de deux étages pouvant être utilisés pour le jeu ou les effets machinés et il n'y a pas de décors, mais de simples accessoires. Le tout constitue donc un ensemble très souple multipliant les points de vue et les aires de jeu.

### ➤ Le théâtre à l'italienne

Modèle le plus marquant du monde occidental, il a inspiré dans la durée la construction de vrais théâtres. Ici, les spectateurs sont dans la salle disposée en fer à cheval, voire en

---

<sup>13</sup> A cet égard le Nord-Est parisien et ses populations d'origine étrangère, dits "immigrés de la seconde génération", ont conçu des lignes de prêt-à-porter répondant aux aspirations des jeunes. Mohammed Dia, styliste sarcellois, rencontre un succès commercial certain avec les collections portant son nom, de même que Joey Star et Kool Shen, leaders du groupe NTM, séduisent les jeunes avec la marque *Com Eight*.

ellipse, où l'attribution des places est représentative de l'ordre social. En face, la scène est isolée par le cadre de scène qui donne l'impression d'un tableau dans son cadre. Cette nouvelle disposition induit donc une rupture entre les deux entités du théâtre où le spectacle est désormais tant sur scène que dans la salle.

En outre, ce théâtre a donné naissance à toute une machinerie jouant de toutes les ressources du décor.

Le besoin de renouvellement du théâtre en Occident au XX<sup>e</sup> siècle lui a permis de s'inspirer d'autres modèles tels que le théâtre nô japonais. Par ailleurs, on conçoit la notion de théâtre transformable, dans une salle équipée pour s'adapter en fonction des besoins. De là sont apparues les salles polyvalentes, dont la structure encore plus souple permet de servir au-delà du théâtre de lieu d'accueil pour des manifestations diverses. Enfin, l'idée est également apparue de réhabiliter des lieux anciens en lieux de spectacle, voire également d'exposition, élargissant ainsi le champ d'action de la scénographie.

De nos jours, le scénographe ne limite plus son intervention au strict domaine théâtral. En effet, il peut élaborer un décor de spectacle de variétés, préparer une exposition à caractère artistique ou commercial, un événement, un spectacle sur les seules innovations scénographiques, etc.

La définition de la scénographie ayant donc été nettement élargie, les compétences étant très imbriquées, il serait difficile d'établir une liste exhaustive des métiers de la scénographie. On peut donc citer, à titre d'exemple, la conception et la réalisation de décors (sont concernés les métiers du bois et des décors peints), l'art du costume (avec un nombre important de sous-thématiques comme les plumassiers, les bottiers, les perruquiers, les chapeliers, les brodeuses-lunévilleuses, les carcassiers, ...) <sup>14</sup>, les techniques d'éclairage, la fabrication de masques, le maquillage, sans oublier le recours aux nouvelles technologies.

## La facture instrumentale

La facture instrumentale est un métier d'art lié à la fabrication artisanale et industrielle des instruments de musique. Secteur essentiellement artisanal, 60 % des entreprises n'ont pas de salariés. La lutherie en est le secteur le plus actif et son renom est souvent lié à la ville de Mirecourt dans les Vosges, encore célèbre aujourd'hui dans ce domaine. Si les techniques évoluent peu, les facteurs d'instruments vendent de moins en moins, mais développent davantage la restauration. Cependant, la France occupe encore le quatrième rang mondial du secteur haut de gamme du marché.

Il existe entre 500 et 600 entreprises de facture instrumentale autour desquelles gravitent un millier de magasins spécialisés dans la vente, la revente, la réparation et la location.

---

<sup>14</sup> cf. Sylvie Perault, *Les métiers rares du spectacle et le paraître de l'artiste*, livre-catalogue de l'exposition éponyme, musée des arts et traditions populaires, Paris, 2001.

## **Les métiers de la facture instrumentale**

**Luthier** : facteur des instruments à cordes frottées du quatuor (violon, alto, violoncelle, contrebasse). Assure la fabrication, les réglages, l'entretien et la réparation.

**Archetier** : réalise toutes les pièces qui composent l'archet.

**Facteur de guitare** : luthier de l'instrument le plus pratiqué en France.

**Facteur de piano** : participe à la fabrication semi-industrielle des instruments, mais ayant rarement la responsabilité globale de l'instrument, il est souvent spécialiste d'une partie de l'instrument (ébénisterie,...), au sein d'une entreprise de facture instrumentale.

**Accordeur** : assure la maintenance des pianos du point de vue de l'harmonie.

**Facteur d'orgue** : ce métier demandant un savoir-faire à la fois technique et artistique, le facteur est à la fois ingénieur, musicien et dessinateur. La fabrication d'instruments neufs est de plus en plus rare.

**Facteur d'instruments à vent** (cuivres et bois) : fait appel à des savoir-faire et des techniques comme le polissage, la chaudronnerie, la soudure, le façonnage, le tournage, au service de la recherche des sonorités.

**Facteurs d'instruments anciens** (violes, luths, clavecins...), traditionnels, (accordéons,...), du monde (djembés,...). Ces métiers sont très peu développés en France où il n'existe aucune formation directe.

## Quelques exemples de référence

---

A notre connaissance, le projet du centre de ressources pour le pôle artisanal du quartier des Quatre Chemins à Pantin est rare et ne facilite donc pas le choix d'exemples comparables à celui-ci. En effet, la thématique des métiers d'art se développe en général en milieu rural, comme vecteur de développement touristique et de mise en valeur du patrimoine (routes des métiers d'art, maisons de l'artisanat, etc.).

A Pantin l'expérimentation s'inscrit, hors de ce contexte habituel, comme facteur de renouvellement urbain et économique. Cependant, il semblerait qu'il y ait désormais un réel engouement pour le développement de l'artisanat d'art à ces nouvelles fins, mais les expériences sont encore en cours.

Ainsi, en développant ce projet, la ville de Pantin pourra se prévaloir d'une démarche novatrice et exemplaire.

Nous avons retenu trois exemples de référence :

- ♦ le Village des Créateurs à Lyon
- ♦ la Rue de la Mode à Paris
- ♦ le Pôle Expérimental des Métiers d'Art de Nontron

... et trois projets qui pourraient être comparés à celui de Pantin :

- ♦ le Faubourg des Modes à Lille et le Quartier des Modes à Roubaix
- ♦ la Maison de la jeune création et des métiers d'art à Paris
- ♦ la Maison de l'Artisanat du Mantois

qui font l'objet d'une présentation par fiche ci-après.

Nous incitons vivement les élus et techniciens responsables du projet à effectuer un déplacement vers l'une ou l'autre de ces structures afin d'en étudier le fonctionnement et les retombées que celles-ci soient quantifiables (fréquentation des différents types de services proposés rapportés à la population totale concernée) ou non (retombées en termes d'image ou d'actions en matière de renouvellement urbain et de cohésion sociale).

De notre point de vue, les enjeux locaux spécifiques en matière de mise en valeur de l'artisanat d'art nécessitent une démarche exemplaire à même de fédérer sur des objectifs communs les acteurs de l'artisanat d'art et les acteurs du développement économique afin d'assurer le développement durable du territoire.

Le projet que nous proposons pour le Centre de Ressources du Pôle Artisanal des Quatre Chemins s'inspire de ces exemples de référence mais est ajusté à la réalité socio-économique du territoire, en termes de dimensionnement et de moyens humains.

# Le Village des Créateurs à Lyon

Passage Thiaffait  
19 rue René Leynaud - 69001 Lyon  
Tél : 04 78 27 37 21  
Fax : 04 72 87 07 66  
[www.passagethiaffait.fr](http://www.passagethiaffait.fr)  
[createurs@passagethiaffait.fr](mailto:createurs@passagethiaffait.fr)



## ♦ Genèse d'une opération de renouvellement urbain : la réhabilitation du passage Thiaffait

L'îlot Thiaffait se paupérisant peu à peu, il est très dégradé à la fin des années 80. Cependant, sa position privilégiée au cœur des pentes de la Croix Rousse, dans l'ancien quartier des Canuts (soyeux) attire l'attention des pouvoirs publics qui ont engagé des opérations de réhabilitation du quartier.

Les collectivités chargent donc la SERL (Société d'Equipeement du Rhône et de Lyon) d'acquérir le passage Thiaffait en mars 1994. La SERL rétrocède ensuite les immeubles en 1997 à l'OPAC du Grand Lyon pour réhabiliter les logements.

D'octobre 1997 à juin 1999 la copropriété décide de réaliser les travaux sur les parties communes et les propriétaires bénéficient des aides de l'OPAH. Tous les logements des étages sont des HLM.

De mai 98 à septembre 99 la Ville de Lyon, avec la Communauté Urbaine de Lyon, la Région et l'Etat décident de lancer l'opération "Village des Créateurs". Les locaux en rez-de-chaussée sont rénovés pour accueillir des activités économiques au cœur du passage. Enfin, d'août à octobre 99, pour faire suite aux travaux de réhabilitation de l'ensemble immobilier qui ont duré deux ans, l'allée centrale située sur un des circuits touristiques des traboules<sup>15</sup> est également restaurée afin de réaffirmer le cachet architectural du passage Thiaffait.

## ♦ Objectifs et missions

La fondation du Village des Créateurs, due à la Ville de Lyon, le Grand Lyon et le Syndicat de l'Habillement Rhône-Alpes correspond à la volonté d'obtenir une reconnaissance nationale et internationale du savoir-faire et de la création textile lyonnaises. En effet, il permet de créer un lien entre toutes les professions textile-habillement en favorisant le développement économique de nouvelles entreprises de mode (habillement, textile, accessoires).

Il offre donc un espace pour permettre aux nouvelles entreprises de mode de se développer selon leurs besoins et à leur rythme grâce au soutien des membres fondateurs leur permettant de s'appuyer sur un réseau de compétences. Il s'agit de :

- Ville de Lyon ;
- Syndicat de l'Habillement Rhône-Alpes ;
- Syndicat de l'Ennoblement Textile de Lyon et sa Région ;
- Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon ;
- Chambre de Métiers du Rhône ;
- ESMOD International Lyon ;
- Université de la Mode ;
- Lyon Mode City.

<sup>15</sup> passage qui traverse un pâté de maison propre à la ville de Lyon.

*Prospective & Patrimoine* / Etude de définition du centre de ressources pour le pôle artisanal des Quatre Chemins / septembre 2003



*Le Village des Créateurs répond à trois missions :*

- ♦ favoriser le développement économique et la promotion de jeunes créateurs nationaux et internationaux installés dans le Passage Thiaffait ;
- ♦ soutenir et accompagner les jeunes créateurs de mode de la région Rhône-Alpes adhérents de l'association ;
- ♦ promouvoir la création à travers *Lyon Vision Mode*

Celles-ci doivent donc favoriser le développement de jeunes créateurs et de marques en phase avec le secteur Textile-Habillement.

#### ♦ Thématiques abordées

Le Village des Créateurs est exclusivement consacré à la mode. Néanmoins, cette seule thématique, complexe, se décline autour de trois orientations principales elles-mêmes subdivisées : l'habillement (habillement, prêt à porter, haute couture, sportswear...), les accessoires de mode et la création textile (impression d'étoffes, canapés...).

#### ♦ Équipes

L'association embauche deux équivalents temps plein :

- ♦ *Un directeur* en charge de la recherche de financements, de la gestion du budget et des salons professionnels au-delà de Lyon.
- ♦ *Une assistante* ayant une formation en techniques de commercialisation, chargée de l'administratif, de la comptabilité, de l'événementiel et des salons lyonnais.

En outre, les effectifs sont régulièrement gonflés par des stagiaires, pour la plupart issus de l'Université de la Mode. leur formation leur permet d'avoir une double compétence, c'est-à-dire une bonne connaissance du secteur de la mode et une formation en marketing.

#### ♦ Structure d'accueil

Le Village des Créateurs est agencé autour d'une vaste traboule, dans la Maison Thiaffait construite en 1827. Ses 900 m<sup>2</sup> s'articulent autour d'un showroom, d'un centre de ressources et de dix ateliers de 30 à 90 m<sup>2</sup> en rez-de-chaussée et premier étage de l'immeuble.

#### ♦ Centre de ressources

Le centre de ressources du Passage Thiaffait est une association de type loi de 1901.

Situé au sein de la maison Thiaffait, il est un lieu de vie proposant des services généraux partagés et un accompagnement individuel de l'entreprise.

Afin de mener à bien ces services, une Convention d'Accompagnement est signée entre chaque créateur et l'Association. Celle-ci stipule que les créateurs sont installés pour une durée maximale de trois ans et ils s'engagent à verser le loyer à la SERL; la convention définit aussi les conditions d'entretien et de mise en valeur des locaux. Par ailleurs, les adhérents doivent communiquer sur leur travail créatif et enfin, céder une de leurs créations lors de leur départ du pôle.

Pour ce qui est des services proposés par le centre de ressources, ils sont organisés à travers :

- ♦ des locaux communs (salle de réunion, bureaux)
- ♦ des ressources optimisées (outils informatiques, presse, fonds de documentation, site internet collectif de promotion, base de données, agence de presse, réseaux professionnels)
- ♦ un accompagnement individuel à la décision (stratégie marketing, développement commercial, investissement, formation, financement)
- ♦ un suivi comptable et juridique (gestion, fiscalité, droit social)

- ♦ des actions collectives de promotion (salons professionnels, export, événementiel).

Vingt-cinq créateurs sont adhérents de l'association et paient une cotisation annuelle de 130, 180 ou 230 € proportionnelle à leur chiffre d'affaire.

Le centre de ressources joue un rôle de conseil "à la carte" et les créateurs n'ont pas d'obligations particulières, si ce n'est celles de fournir un travail de qualité, de véhiculer l'image du Village des Créateurs et d'ouvrir leurs locaux pour les journées du patrimoine.

#### ♦ Expositions

Situé à l'entrée du Passage Thiaffait, le showroom de 60 m<sup>2</sup> permet aux jeunes créateurs de présenter leurs collections. Il est aussi un lieu d'expositions autour de la mode et de la création ouvertes sur les cultures internationales. L'accès aux expositions est gratuit et celles-ci peuvent être conçues indépendamment du Village des Créateurs. Le showroom accueille une exposition permanente et des expositions temporaires qui étaient jusqu'à présent renouvelées tous les deux mois. À l'avenir, la fréquence des expositions temporaires devrait être réduite à une tous les six mois en raison de l'important travail nécessaire.

#### ♦ Actions

##### > Le réseau de parrainage

Afin d'aider les créateurs à s'entourer de professionnels, chacun d'entre eux est parrainé par un industriel de la filière textile-habillement ayant des compétences dans son domaine et qui peut l'aider sur des problèmes précis. Son but est donc de :

- lui apporter des compétences sur les problèmes d'entreprise et de l'aider dans ses orientations économiques;
- veiller à ce que le risque demeure raisonnable, de sorte à éviter les dérapages dangereux pour l'avenir de la nouvelle entreprise;
- l'aider sur le plan commercial.

À terme, le centre de ressources souhaiterait que les créateurs qui quittent le Village parrainent à leur tour les nouveaux arrivants.

##### > l'organisation des salons

Le centre de ressources joue un rôle d'accompagnement important pour la participation des créateurs aux salons. Les salons font partie intégrante du Village des Créateurs tant ils sont indispensables au secteur de la mode, la plupart des commandes y étant passées. Ainsi, un soutien est apporté pour la préparation des stands et le centre de ressources peut également se porter garant du créateur pour faciliter sa présence aux salons.

##### > permanences et formations

L'accompagnement individuel des créateurs est assuré à condition que ceux-ci en fassent la démarche. Initialement, le centre de ressources du Village des Créateurs a proposé des permanences de professionnels susceptibles d'aider les créateurs ainsi qu'un panel de formations. Ces services n'émanant pas des créateurs eux-mêmes, ils n'ont rencontré aucun succès. Il a donc été décidé que ces services seraient assurés à la demande même des créateurs. Ainsi, le centre de ressources assure la prise de rendez-vous pour le créateur intéressé par les permanences. Quant aux formations, elles sont sélectionnées proportionnellement à la demande.

##### > Circuit touristique

La traboule dans laquelle est implanté le Village des Créateurs est inscrite dans un des circuits touristiques de Lyon. Pour cette raison, le centre de ressources envisage une

collaboration plus forte avec l'Office de Tourisme afin de véhiculer une image juste des activités du lieu.

➤ Les échanges de création

le Village des Créateurs travaille en partenariat avec d'autres créateurs étrangers, notamment avec Birmingham. Ainsi, ces derniers sont accueillis pour de petites durées à Lyon dans un appartement appartenant au Village.

Par ailleurs, le centre de ressources a confié un local inoccupé du passage aux étudiants de l'Université de la Mode qui ont monté une boutique, le "Tube à Essais", dont ils assurent toute la gestion, et qui travaillent notamment avec des créateurs étrangers.

L'exemple du Village des créateurs à Lyon est de loin l'expérience analogue à celle de Pantin la plus aboutie. En effet, ses quatre années d'activité donnent tout son sens au centre de ressources qui anime ce projet. L'opération ayant été réalisée dans un quartier populaire et quelque peu dégradé, un important travail de sensibilisation a dû être mené contre le mépris porté à cette activité artistique qui a été difficilement intégrée, victime de l'intolérance et de l'incompréhension des riverains (dégradations, etc.). La même démarche sera sans doute nécessaire à Pantin (intervention d'un médiateur ou d'un animateur).

Par ailleurs, le centre de ressources a précisé l'importance qualitative du travail fourni par les créateurs, condition sine qua non de leur sélection et véritable image de marque du Village des Créateurs. L'accent a également été mis sur l'indispensable bonne entente entre les adhérents, réunis tous les deux mois. En outre, si les créateurs ont besoin du soutien assuré par le centre de ressources, celui-ci ne doit pas dépasser le rôle de conseil ; il accompagne les adhérents, mais ne les relaie pas dans leur travail.

Pour finir, il a été souligné d'une part l'importance d'avoir au sein du centre de ressources un Conseil d'Administration constitué de professionnels bien placés, facilitant les liaisons entre artisans et partenaires et la présence d'une personne-ressource compétente avant tout dans chaque thématique du pôle artisanal dans le centre de ressources.

## La Rue de la Mode à Paris

Association Créateurs – Goutte d'or  
4 rue des Gardes – 750018 Paris  
Tél : 01 44 92 32 16  
Fax : 01 44 92 32 17

Depuis une quinzaine d'années le quartier de la Goutte d'Or, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, bénéficie de mesures revalorisant son image dégradée. Cette mutation a notamment été voulue en raison de la forte identité qui caractérise ce quartier où nombre de savoir-faire du textile existent, importés notamment d'Afrique ou du Proche-Orient, à l'image de la population qui l'occupe.

Ainsi, dans un vaste projet de réhabilitation des espaces publics, de reconstruction de logements propres et modernes, une rue est consacrée aux créateurs de mode au pied de la Butte Montmartre, la rue des Gardes. Cet objectif ambitieux qui s'inscrit dans le développement du quartier est initié par la Mairie de Paris et la Fédération Française du prêt-à-porter et bénéficie d'un partenariat avec l'OPAC de Paris et le Conseil Régional d'Ile-de-France.

L'idée étant à terme de créer un véritable pôle d'activité économique autour des métiers de la création, ce sont déjà quatorze créateurs de mode, réunis au sein de l'association "Créateurs – Goutte d'Or" qui se partagent dix ateliers-boutiques sur 800 m<sup>2</sup>, dont un showroom, restaurés grâce au soutien de la Boutique de Gestion de Paris.

Bien que la Rue de la Mode ne soit pas encadrée par une structure collective du type centre de ressources, ce cas de figure mérite que l'on y prête attention. Comme pour la Ville de Pantin, il s'agit en effet d'un cas de revitalisation urbaine et économique dans un quartier sensible et l'on retrouve en outre une thématique commune aux deux projets : la mode.

# Le Pôle Expérimental des Métiers d'Art de Nontron

Espace Paul Bert  
Place Paul Bert – 24300 Nontron  
Tél./ fax : 05 53 60 74 17  
www.pays-nontronnais.com  
metiersdart@yahoo.fr



## ♦ Objectifs et missions

Afin de pouvoir mener à bien les actions découlant des orientations du Pôle Expérimental des Métiers d'Art de Nontron une association à caractère opérationnel a été créée en juillet 2000. Le Pôle est une association de type loi 1901 à but non-lucratif. Elle est donc subventionnée par la mairie de Nontron, le Conseil Général, le Parc naturel régional Périgord Limousin, le Conseil Régional, l'Etat, etc..

En outre, certaines actions de formation seront soutenues financièrement par le Fond Social Européen.

L'objectif du Pôle Expérimental des Métiers d'Art est d'appuyer le développement économique et culturel du secteur Métiers d'Art existant à Nontron et dans les alentours. Ce développement concerne les métiers de la restauration du patrimoine, les métiers de tradition et les métiers de création. Trois types d'entreprises sont concernées, les très petits ateliers, les petites et moyennes entreprises et les industries de luxe. Le PEMA est un outil pour les professionnels des métiers d'art : renseignements/informations, aide et suivi de projets, implantation de nouveaux ateliers métiers d'art, lieu d'échanges, de rencontre et de recherche...

La priorité du PEMA est de structurer et de coordonner ses efforts afin de :

- ♦ favoriser la réanimation des quartiers anciens par l'implantation progressive d'activités nouvelles bien ciblées ;
- ♦ créer un Espace Métiers d'Art ;
- ♦ mettre en œuvre un programme fondé sur le renforcement des manifestations existantes et complété par de nouvelles animations (partenariat avec la nouvelle coutellerie, les Jardins des Arts...) ;
- ♦ établir un partenariat entre les communes du Nord-Dordogne ayant développé une politique en faveur des métiers d'art.

Ce projet a vu le jour grâce à un partenariat avec l'Etat, la DRCA, la DRAC, la mairie de Nontron, le Conseil général de la Dordogne, le Conseil régional d'Aquitaine, la SEMA, le Parc naturel régional Périgord-limousin, les chambres régionales et départementales des métiers, la CCI de Périgueux, l'inspection académique de Dordogne, le Syndicat Mixte Intercommunal d'Etude et d'Aménagement du Pays Nontronnais et la FNAA<sup>16</sup>.

<sup>16</sup> Cf. table des sigles en annexe.

*Prospective & Patrimoine / Etude de définition du centre de ressources pour le pôle artisanal des Quatre Chemins / septembre 2003*



♦ Équipes

De juin 1999 à février 2000 : - un mi-temps, Chef de projet

Depuis février 2000 :  
- un mi-temps, Chef de projet;  
- un temps plein, Responsable du suivi des expositions et autres actions.

Les salariés sont mis à disposition de l'association par la municipalité de Nontron.

♦ Actions

- ♦ Réhabilitation des quartiers anciens et création de l'Espace Métiers d'Art (EMA) qui comprendra une galerie expérimentale, une agence Métiers d'Art, une salle de documentation, une salle pédagogique et de formation (enfants et adultes), un lieu d'accueil pour les résidences (atelier et logements).
- ♦ Parrainage des professionnels des métiers d'art par les commerçants qui présentent au public une documentation et parfois des objets provenant de ces ateliers. Une plaquette "Métiers d'Art en Vitrites" est également éditée pour intégrer cette démarche au circuit de visite des différents lieux attractifs du pôle.
- ♦ Accueil et organisation partielle des "Rencontres Nationales des Associations Métiers d'Art" à Nontron.
- ♦ Organisation de rencontres de travail et de réflexions pour les professionnels, notamment dans le cadre du projet européen EQUAL.
- ♦ Sensibilisation des scolaires aux métiers d'art par la participation à des ateliers de sensibilisation initiés par la SEMA.
- ♦ Résidences de l'Art en Dordogne : accueil pour une année d'un artiste sélectionné travaillant sur un thème précis.

♦ Expositions

Les expositions présentées dans le cadre du PEMA sont des expositions de professionnels et non d'amateurs ; elles sont de très haute qualité en partenariat avec les associations de professionnels.

L'espace d'exposition Paul Bert accueille tout au long de l'année entre quatre et six expositions à thème. Ce lieu est ouvert à tous et l'entrée est libre. Depuis l'ouverture, le PEMA a accueilli dix-sept expositions.

Des visites commentées pour le public, les scolaires ou les groupes sont proposées pour toutes les expositions. Des journées de démonstrations et des ateliers pratiques de sensibilisation sont également mis en place.

Fréquentation du public :

avril à décembre 1999 (3 expositions) :	pas de comptage
janvier à décembre 2000 (5 expositions) :	3 782 visiteurs
janvier à décembre 2001 (5 expos / 1 conférence) :	3 626 visiteurs
janvier à septembre 2002 (3 expositions) :	6 017 visiteurs

# Le Faubourg des Modes à Lille et le Quartier des Modes à Roubaix

Mairie de Lille  
Direction du Développement économique et urbain  
Tél : 03 20 49 50 85  
serveco@cudl-lille.fr  
www.lillemetropole.fr

Achèvement prévu du projet : début 2005

Coût du programme pour la communauté urbaine : 5,2 millions d'€uros dont 1,6 millions pour la réhabilitation et la construction de logements.

## ➤ Objectifs

Nés en 2001, deux projets de renouvellement urbain et économique, inscrits dans le Grand Projet de Ville (GPV) de la communauté urbaine Lille Métropole sont en cours de réalisation :

- Le "Faubourg des Modes" à Lille - sud, le long de la rue du Faubourg des Postes
- Le "Quartier des Modes" à Roubaix, entre le musée d'Art et d'Industrie André Diligent "la Piscine" et l'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Industries Textiles (ENSAIT).

Implantés au cœur d'un tissu économique, culturel et d'enseignement tourné vers le textile en plein marasme économique, ces futurs aménagements sont destinés aux jeunes créateurs et aux entreprises de mode vestimentaire et d'accessoires.

L'ambition de ce projet est de créer une image de marque dans ce domaine pour la métropole lilloise et d'accompagner la mutation du secteur textile local.

## ➤ Descriptif du projet

L'objectif de ces projets étant d'attirer et de rassembler les créateurs de mode, il est prévu sur chacun des sites :

- la réalisation de cellules commerciales;
- des espaces communs pour permettre aux créateurs de se rencontrer, d'organiser des expositions, des défilés de mode et de mettre en valeur leurs réalisations.

A Lille, une quinzaine de boutiques-ateliers Les travaux de réhabilitation des immeubles (participant également à la valorisation du patrimoine communautaire) consistent à aménager les rez-de-chaussée et les logements aux étages destinés à accueillir les créateurs de mode.

A Roubaix, les cellules commerciales représenteront entre 600 et 1000 m<sup>2</sup> au total.

Des locaux de dimensions variables entre 30 m<sup>2</sup> et 100 m<sup>2</sup> seront mis à disposition des créateurs pour une durée déterminée de trois mois, mais ils pourraient à terme leur être laissés afin de leur permettre de s'installer définitivement dans le quartier. Ceux-ci devront réaliser un projet et une collection, tandis que l'équipe d'animation assurera un défilé et l'organisation d'événements, puis aidera le créateur à trouver des débouchés pour la commercialisation de ses modèles.

L'aide aux créateurs se manifestera également par :

- ♦ la mise à disposition d'un "incubateur" chargé de favoriser les conditions de démarrage, de pérennité et de développement de jeunes entreprises;
- ♦ un lieu d'exposition temporaire pour les créateurs en tout genre (stylistes, designers, photographes, etc.);
- ♦ un restaurant;
- ♦ un open-bar;
- ♦ une librairie boutique.

En matière de renouvellement urbain, la rénovation des secteurs concernés se traduira par le réaménagement des espaces publics : élargissement des trottoirs, plantation d'arbres, installation d'un nouveau mobilier urbain et pose d'un revêtement de sol adapté pour marquer l'identité de la rue. Par ailleurs, il est prévu d'allouer une prime aux habitants qui rénoveront leur façade suivant une gamme de couleur déterminée.

Ces deux opérations sont conjointement réalisées avec les villes de Lille et Roubaix, tandis que leur gestion et leur animation seront pilotées par Lille Métropole Communauté urbaine. Enfin, les candidats en lice pour le projet seront sélectionnés par un comité d'agrément composé de professionnels de la mode, de la presse mais aussi de banquiers.

## La Maison de la jeune création et des métiers d'art à Paris

### Contact :

Cabinet de l'adjoint au maire, chargé du commerce, de l'artisanat, des professions indépendantes et des métiers d'art  
[www.paris.fr](http://www.paris.fr)

Dans le cadre des prévisions d'investissement de la Mairie de Paris, un projet de développement économique a été lancé : une Maison de la jeune création et des métiers d'art devrait ouvrir d'ici à la fin de la mandature socialiste. Il s'agit de soutenir les secteurs fragiles de l'artisanat et des métiers de la création grâce à une structure destinée aux métiers de l'artisanat d'art, de la mode et du design.

Le projet n'est pas encore défini, car il est en cours de finalisation, mais il s'agirait de créer un lieu unique pour l'artisanat et les métiers d'art du type centre de ressources pour les entrepreneurs. Celui-ci réunira tous les artisans d'art de Paris, voire à plus long terme ceux de la région Ile-de-France.

La Maison de la création et des métiers d'art devrait trouver un ancrage physique au Faubourg Saint-Antoine, quartier traditionnellement lié à ce genre d'activités. Les locaux auront pignon sur rue afin de jouer le rôle de vitrine et différents services seront offerts aux artisans dans une structure qui devrait en outre être labellisée Boutique de Gestion.

Le projet de création d'une Maison de la création et des métiers d'art reste pour le moment en gestation et il est difficile à l'heure actuelle d'en dire davantage sur ce projet. Néanmoins, l'ampleur voulue pour le rayonnement de la structure et la proximité de la capitale nécessitent de suivre l'évolution de ce chantier de la municipalité. Enfin, il pourrait être pertinent d'examiner de potentielles imbrications entre Paris et le pôle artisanal des Quatre Chemins à Pantin.

# La Maison de l'artisanat du Mantois

## Contact :

Maison de l'Artisanat du Mantois  
Le Val Fourré – 78 Mantes-le-Jolie

Située au cœur du Val Fourré autour d'un espace de 190 m<sup>2</sup>

La genèse du projet date de 1986 et relève de la volonté des habitants du quartier du Val Fourré. Le projet a été soumis à la ville pour obtenir son aide et elle-ci ayant jugée l'expérience intéressante et novatrice a décidé de lui apporter son soutien. Initialisée durant l'été 2000, la Maison de l'Artisanat du Mantois obtient son statut d'association Loi 1901 le 1<sup>er</sup> Août 2003. Il s'agit de mobiliser et de valoriser les compétences locales, jusqu'à présent en majorité informelles, afin d'attirer des jeunes vers les métiers de l'artisanat.

Le projet se décompose en trois volets :

- ♦ **Volet 1, démonstration, émergence** dont l'objectif est de répondre à la demande de découverte et d'initiation tout en détectant de nouvelles potentialités artisanales. Il se compose de sept ateliers temporaires d'initiation ou de perfectionnement aux pratiques artisanales où travaillent une cinquantaine d'artisans individuels ou regroupés en associations.
- ♦ **Volet 2, vente complémentaire** dont l'objectif est de répondre à la demande d'achat d'objets authentiques, créés par des artisans formés et installés en pieds d'immeuble.
- ♦ **Volet 3, accompagnement (couveuse)** dont l'objectif est de mettre en place une structure d'accompagnement pré et post création des artisans animateurs ou créateurs.

Alors que le volet 1, indépendant des autres volets a été mis en route durant l'été 2003 avec le soutien de la ville de Mantes, les volets 2 et 3 sont encore à l'étude. D'après le *Business Plan*, ces deux volets ne seraient pas financièrement autonomes avant 2010. Devant l'importance du soutien financier nécessaire, la ville de Mantes s'est tournée vers la CAMY (Communauté d'Agglomération de Mantes en Yvelines) afin que celle-ci apporte son soutien au projet.

En ce qui concerne la réalisation du volet 1, différentes activités ont déjà été mis en place et une brochure de présentation devrait sortir prochainement.

Une exposition permanente est organisée sur le site, elle se compose d'une visite payante des différents ateliers. Chaque atelier présente ses créations et son savoir faire artisanal. L'exposition n'a pas pour vocation initiale d'être un lieu de vente mais cette activité pourra être envisagée par la suite. La Maison participe aussi à des manifestations internes et externes à la demande des partenaires telles que la « Foire aux oignons » ou des « Marchés de Noël ».



L'équipe de la Maison de l'Artisanat du Mantois se compose de 4 ETP (Equivalent Temps Plein) :

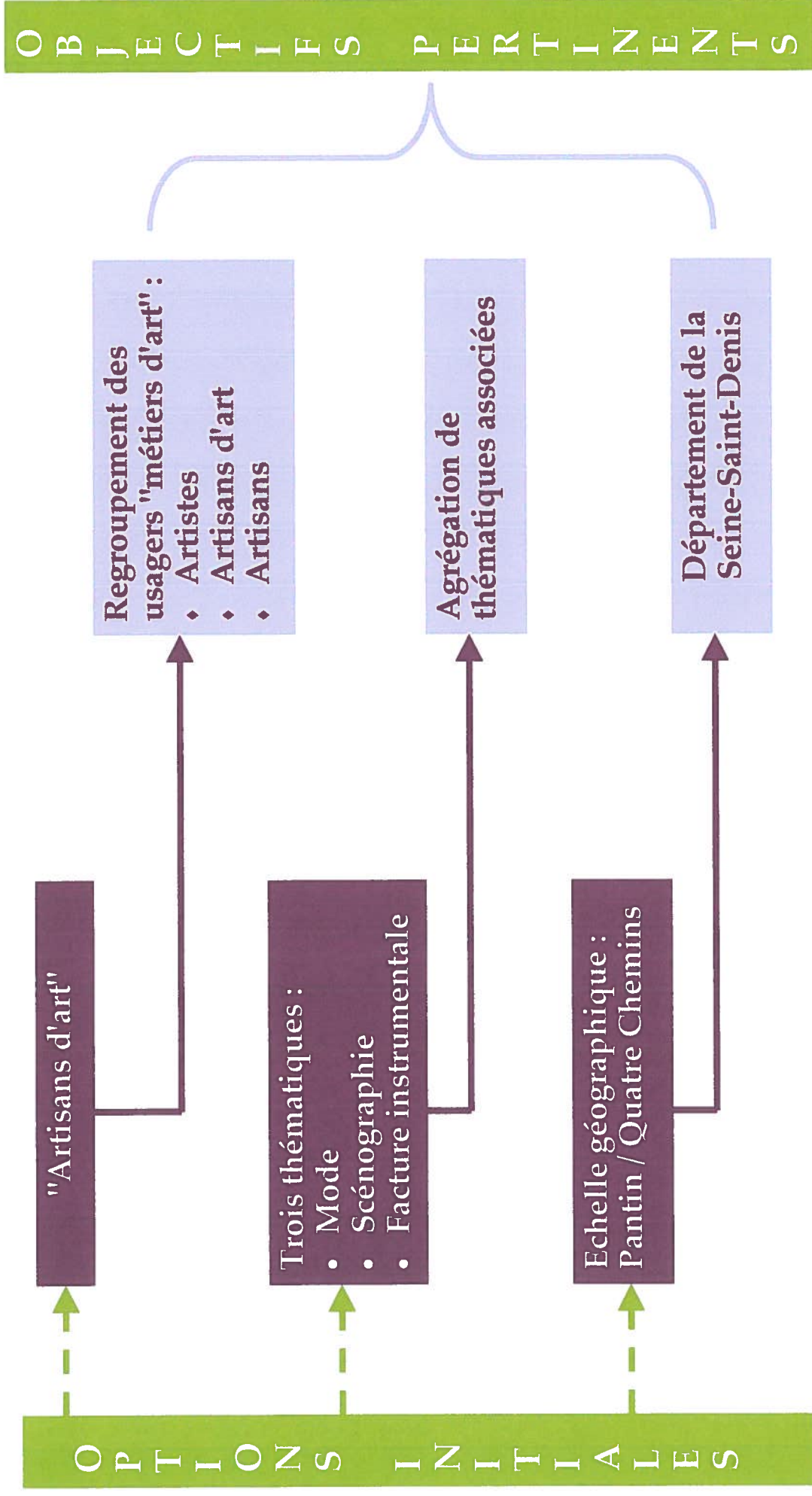
- ♦ Une directrice
- ♦ Un responsable d'ateliers
- ♦ Un responsable du développement local, de l'animation
- ♦ Une secrétaire en charge de la comptabilité et de la finance.

La Maison de l'artisanat reçoit des subventions de la ville de Mantes et de la CAMY. Elle bénéficie aussi du soutien de l'Europe par sa participation au PIC URBAN II. Le projet SEMAville n'est, quant à lui, pas encore lié à la Maison de l'Artisanat du Mantois, il se consacrerait a priori aux volets 2 et 3.

Le projet étant encore en phase confidentielle de démarrage, les documents financiers ne nous ont pas été transmis.

La Maison de l'artisanat du Mantois est une expérience trop récente pour pouvoir en tirer des enseignements probants. Il est donc difficile de réaliser un bilan susceptible d'orienter le projet pantinois.

Néanmoins, le transfert des volets 2 et 3 à la CAMY est riche d'enseignement. Il montre la difficulté pour un tel projet d'être autonome financièrement et sa nécessité d'être soutenu par les collectivités.



### Evaluation de l'échelle thématique et des usagers potentiels

L'objectif initial du pôle artisanal des Quatre Chemins, selon la volonté de la ville de Pantin, est de développer l'artisanat d'art autour de trois branches sectorielles identifiables :

- ♦ la scénographie (éclairage, décors, accessoires, son, maintenance du matériel, métiers du spectacle)
- ♦ la facture instrumentale
- ♦ la mode (stylisme, accessoires).

Le choix de ces thématiques permet à la commune de Pantin de **se donner une image propre, d'émerger** grâce à la proximité de grands donneurs d'ordres ou encore de **se démarquer** d'autres pôles tels que le Pôle Image de Seine-Saint-Denis à Montreuil.

Les thématiques initialement retenues pour le pôle artisanal peuvent être élargies et le champ d'action du centre de ressources le sera en parallèle.

Par ailleurs, les **artistes ou artisans** sélectionnés pour l'attribution des locaux de la première tranche ne relèvent pas systématiquement de ces trois thématiques et le quartier des Quatre Chemins regroupe d'autres locaux artisanaux d'autre facture et de nombreux artistes.

Par ailleurs, les frontières entre artisans d'art et artistes restent floues. Bien que certains secteurs d'activités soient clairement définis, le débat reste ouvert quant à une classification. Seul leur statut pose de réelles limites en matière administrative, mais cela n'induit pas de limites humaines ou intellectuelles. Si les artistes ne sont donc pas "porteurs de développement économique", ils peuvent en revanche participer au développement des Quatre Chemins en termes d'image et de notoriété et devenir usagers du centre de ressources.

Ainsi, les différentes cellules d'activité du centre de ressources peuvent s'ouvrir également aux artistes locaux.

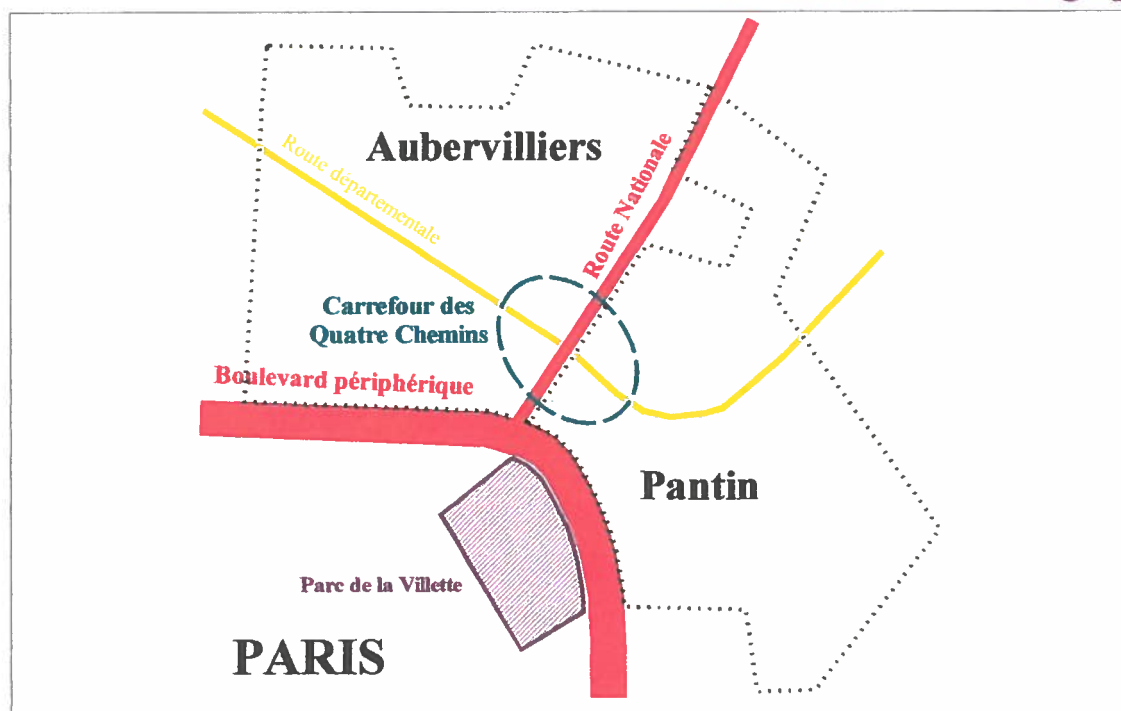
### Positionnement géographique du projet

Il convient au démarrage du projet de se concentrer à l'échelle du quartier des Quatre Chemins, côté pantinois. En effet, il sera plus facile pour le pôle de rayonner sur une échelle plus large par la suite si une dynamique est déjà instaurée sur le site de lancement du projet.

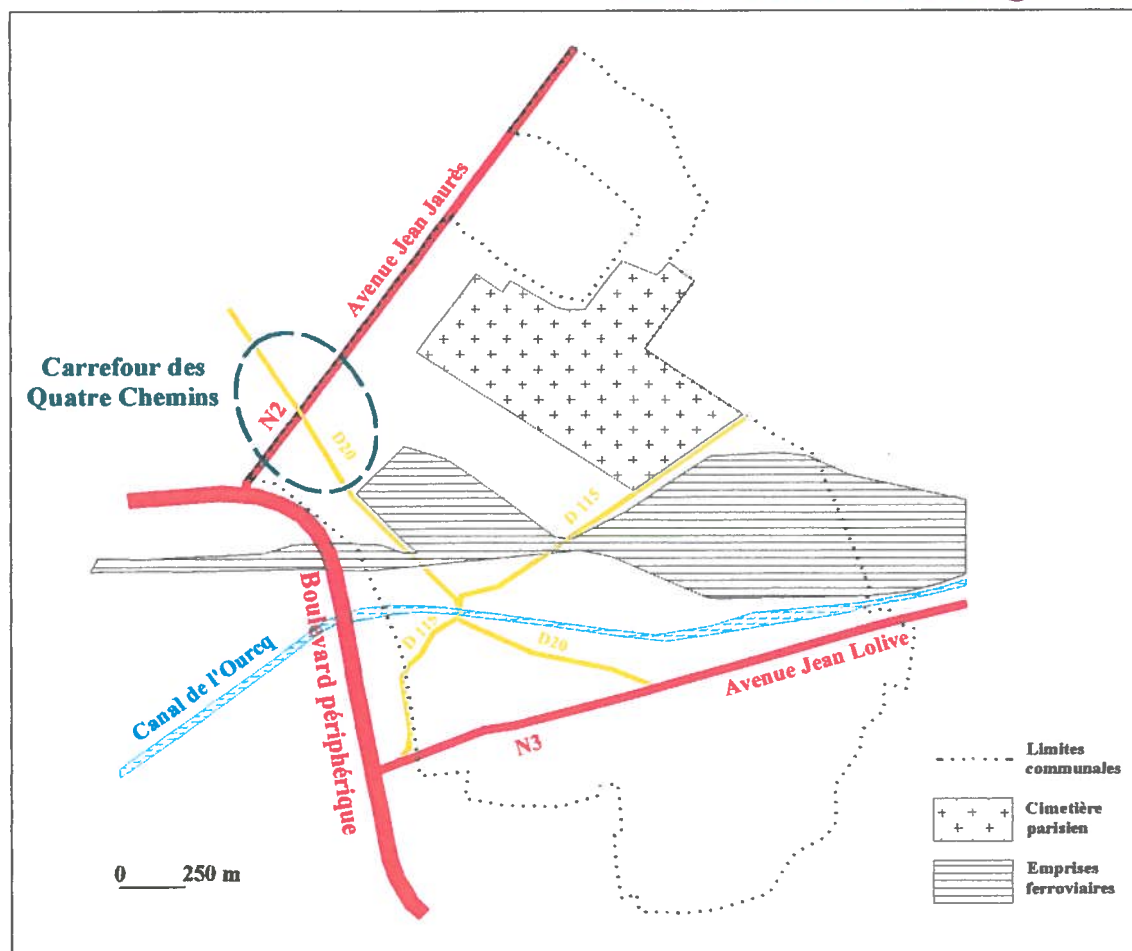
Néanmoins, il est pertinent de prévoir une montée en puissance du centre de ressources dont l'échelle d'influence devra s'élargir. Cette montée en charge devra lui permettre de rayonner à plusieurs niveaux :

- ♦ à l'**échelle de la commune** grâce à la présence dans d'autres quartiers d'artisans d'art concernés par les thématiques du pôle artisanal ;

## Une situation stratégique



## Une commune fragmentée



- ♦ à l'échelle de l'ensemble du quartier des Quatre Chemins, en englobant la partie d'Aubervilliers, compte tenue de la synergie historique de ce quartier et de la présence d'autres activités artistiques œuvrant en faveur du renouvellement urbain ;
- ♦ à l'échelle du département grâce à la situation privilégiée du pôle artisanal au sein de celui-ci.

Quant à l'échelle régionale, elle paraît, du moins au vu de ces premières analyses, trop ambitieuse. En effet, il est peu probable que le centre de ressources parvienne à devenir le centre de gravité des artisans d'art de Paris ou de l'Ouest parisien, d'une part car Pantin est implanté à l'est du territoire régional et d'autre part car les artisans d'art sont déjà très nombreux dans l'ouest. Cependant, cela n'exclut pas le développement d'événements phares au niveau régional, voire national ou international.

L'échelle géographique pertinente dépend de la capacité du centre de ressources en projet et des artisans déjà implantés à lancer une dynamique.

L'analyse de l'échelle géographique, des thèmes retenus et des usagers potentiels du centre de ressources permet de dégager des variables indispensables quant au positionnement de la structure d'animation du pôle qui doit être :

- ♦ souple
- ♦ réactive
- ♦ évaluer en permanence les besoins pour adapter l'offre à la demande

afin de **ne pas fermer, ni cloisonner le projet.**

## L'avenir, préconisations pour le pôle

- ♦ Une **démarche volontariste** : la ville de Pantin a porté beaucoup de soin au choix des artisans devant occuper les locaux restaurés par l'EPARECA, à travers un montage complexe des dossiers de candidature. L'objectif est donc de préserver des locaux artisanaux en pied d'immeubles. Afin de poursuivre le projet dans la même lignée, il sera primordial d'instaurer une cellule de veille sur la vacance des locaux.
- ♦ **Peaufiner l'identité visuelle** : celle ci est indispensable pour la perception du pôle artisanal, qui doit être intelligible à tous, à l'échelle du quartier comme pour les personnes extérieures au pôle. Pour cela, un travail doit être effectué, tant sur la signalétique que sur l'identification des artisans d'art. Cette dernière a déjà été pensée grâce aux grilles métalliques ajourée ornant les vitrines des locaux. Par ailleurs, il a été constaté une appropriation sympathique mais inesthétique des locaux (voilages, sacs en vitrine,...). Il faudra donc veiller à en limiter les effets.
- ♦ **Adaptation des locaux** : les locaux délivrés sont dotés d'une identité très belle et très forte, mais ils s'avèrent cependant inadaptés à l'artisanat d'art. En effet, les grilles génèrent des jeux de lumière et donc des ombres portées, tandis que les murs rouges faussent la perception des couleurs et la lumière naturelle est insuffisante dans certains locaux. Par ailleurs, le revêtement des sols, lorsqu'il est en balatum, est peu



propice à l'emploi de certaines substances chimiques et ne supporte pas de hautes températures. Quant aux ouvertures, elles ne permettent ni le passage d'œuvres ou de matériel encombrants, ni les aérations suffisantes pour l'usage de fours ou de certains produits notamment.

Ces erreurs techniques dans la conception architecturale nécessitent que quelques préconisations soient envisagées dans un cahier des charges précis pour l'aménagement des locaux de la seconde tranche dans la ZAC, afin de corriger ces "défauts de jeunesse".

- ♦ **Sensibiliser les habitants du quartier** : l'arrivée des artisans bouscule les habitudes quotidiennes des habitants du quartier, qui manifestent des velléités de pénétration dans les locaux dont les occupants sont contraints à s'enfermer.  
Un travail de sensibilisation de la population est donc indispensable pour le respect du travail des artisans car les intrusions intempestives procurent une gêne certaine. Par ailleurs, il serait intéressant de faire participer les artisans, qui sont prêts à faire preuve de bonne volonté.

Ainsi à partir des **options initiales** qui constituent la base de la dynamique à mettre en place, il convient de se fixer des **objectifs pertinents** permettront au centre de ressources du pôle artisanal d'élargir ses assises et son rayonnement, de devenir un véritable centre de gravité pour le développement des métiers d'art.

Cette base solide et des objectifs clairement définis donneront au pôle artisanal des Quatre Chemins, **expérience novatrice en milieu urbain**, hors de tout contexte touristique, les atouts nécessaires pour réussir ce pari et **en faire un vecteur du renouvellement urbain du territoire**.

---

**P h a s e I**

**2<sup>ère</sup> partie**

**Diagnostic architectural**

---

### Interactivité territoriale : localisation de la maison Revel

Le quartier des Quatre Chemins, situé en périphérie de Pantin, au Nord Ouest du ban communal, est comme celui des Courtilières séparé du reste de la ville par le canal de l'Ourcq et les voies SNCF. En outre, les deux quartiers sont séparés l'un de l'autre par le cimetière et le fort d'Aubervilliers.

Ce quartier doit son nom au croisement de deux routes très anciennes qui structurent son territoire :

- l'avenue Jean Jaurès ou route nationale 2, anciennement baptisée route des Flandres en raison du passage des drapiers de Bruges, lui conférant une vocation commerciale de transit de marchandises vers le nord de l'Europe;
- l'avenue Edouard Vaillant, qui dès le Moyen Age servait de route de pèlerinage entre Belleville et Saint-Denis.

Le quartier des Quatre Chemins s'est donc développé autour de ce carrefour. C'est un centre urbain très attractif près d'une des portes de Paris les plus fréquentées, la porte de la Villette. Malgré la désindustrialisation il a conservé une activité commerciale très vivace, car il concentre à lui seul les deux tiers des commerces de la ville.

Les 20 000 habitants de ce quartier sont répartis équitablement à Pantin et Aubervilliers, mais le passage sous-terrain de l'avenue Jean Jaurès, constitue une coupure physique très nette entre les deux communes.

L'analyse du tissu urbain est propre à une commune agricole reconvertie dans l'industrie. En effet, le découpage parcellaire est soit long, étroit et régulier, ce qui est caractéristique de l'origine rurale du quartier, soit découpé rigoureusement selon les principes haussmanniens, en laissant des emprises libres pour les activités industrielles.

### Description des bâtiments

Le pavillon de maître, isolé, face au parc planté d'arbres de hautes tiges se trouve sensiblement dans la même situation qu'à l'époque où le logement patronal régnait dans l'enceinte même de l'usine (cf. cartouche du papier à lettres de l'usine Revel joint en annexe).

Placé au centre de la composition, le "château" de l'industrie manifestait, par sa position et par son volume architectural, les rapports sociaux entre patron et ouvriers. Représentant le pouvoir et hiérarchisant l'espace, il est le joyau dans l'écrin de l'usine. Sa construction se distingue par sa forme et le soin porté à son architecture. Edifié au XIX<sup>e</sup> siècle, siècle marqué par l'éclectisme dû à l'intensité de l'industrialisation, il reçoit un riche décor.

Le bâtiment répond par sa frontalité et sa symétrie à un souci de pragmatisme, d'efficacité et fait référence à la typologie des espaces d'habitation de l'époque. Au rez-de-chaussée, de part et d'autre du vestibule s'ouvre, en continuité les espaces de réception : le grand salon, la salle à manger et la cuisine. A l'étage, la résidence proprement dite et dans les combles sont logés les domestiques.

La façade est richement ornée et s'ordonne sur trois niveaux. Un perron central abrité par une marquise reposant sur des consoles en fer forgé mène par quatre marches arrondies à l'entrée dotée d'un éclairage latéral. De chaque côté, baies et tableaux harpés complètent l'ordonnance de la façade dont le corps central est surmonté par une lucarne formant fronton. Il est scandé au premier étage par des colonnes engagées, elles-mêmes divisées par des pierres vermiculées. Cette composition affirme le parti de retour à l'antique de l'architecte et du goût pour le néo-Renaissance de la société. La façade repose sur un soubassement souligné d'un bandeau ; elle est couronnée d'une corniche à modillons sur laquelle repose la toiture. La couverture en ardoise et zinc est décorée avec verve.

Le pavillon central couvert en terrasson est éclairé par trois grandes lucarnes classiques. Sur les brisis, deux oculi en zinc au décor de guirlandes et de fruits achèvent le dispositif d'éclairage des combles. Les nombreux ouvrages en zinc, découpes dentelles, encadrements... témoignent de l'aisance du propriétaire et la profusion de motifs décoratifs associe l'usine à sa position sociale prédominante.

La construction traditionnelle ne présente pas de désordres majeurs, mais sa déshérence a entraîné un mauvais état général. Ce dernier ne peut que s'aggraver sans une intervention rapide de mise hors d'eau : restauration ou protection des baies, couverture, corniches etc ...

Le bâtiment est aujourd'hui flanqué de deux adjonctions maçonnées rapportées sur les deux façades latérales. Outre l'occultation qu'elles entraînent, elles nuisent à la vérification de l'état sanitaire des façades aveugles. Le pignon arrière ne présente pour désordre qu'une fissure verticale, déjà colmatée et visible de l'intérieur.

L'examen pathologique des différents niveaux n'appelle pas de commentaire particulier, sinon le constat du caractère indigent des lieux. Cet état est dû notamment à l'utilisation récente du bâtiment, au manque de décor intérieur et à la suppression des ornements d'origine : cheminées, rambardes, etc. ...

Dans le cas d'une réhabilitation du pavillon, l'éradication des deux murs plaqués en façade et de l'édicule adventice côté cuisine s'impose. La façade pourra de nouveau s'ouvrir d'est en ouest selon le rythme initial des baies. Dans l'hypothèse où les fenêtres ne pourraient être recrées, un remplage habillerait esthétiquement les façades latérales. L'hétérogénéité des composants notamment en façade doit être pris en compte dans le mode de restauration. La distribution actuelle des pièces autour de l'escalier central reste favorable pour de futurs aménagements et leur cloisonnement aisément modifiable (cf. diagramme fonctionnel en Phase II, 2<sup>ème</sup> partie).

Un **diagnostic technique**, par un bureau d'études spécialisé, devra confirmer les désordres apparents et cachés. Le budget de cette étude complémentaire est inclus dans le budget prévisionnel d'investissement : le ratio retenu de 1,4 appliqué au montant des travaux de réhabilitation pour obtenir le montant "toutes dépenses confondues" comprend notamment cette dépense.

Les photographies, insérées pages suivantes, présentent les principales caractéristiques de la Maison Revel.

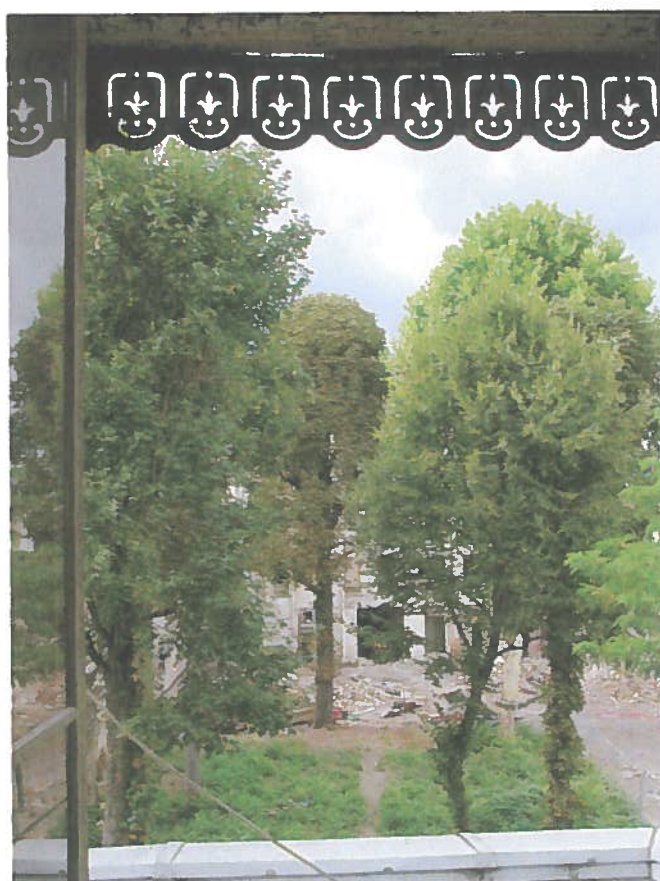




Détail de couverture



Façade principale côté entrée  
avenue Jean Jaures



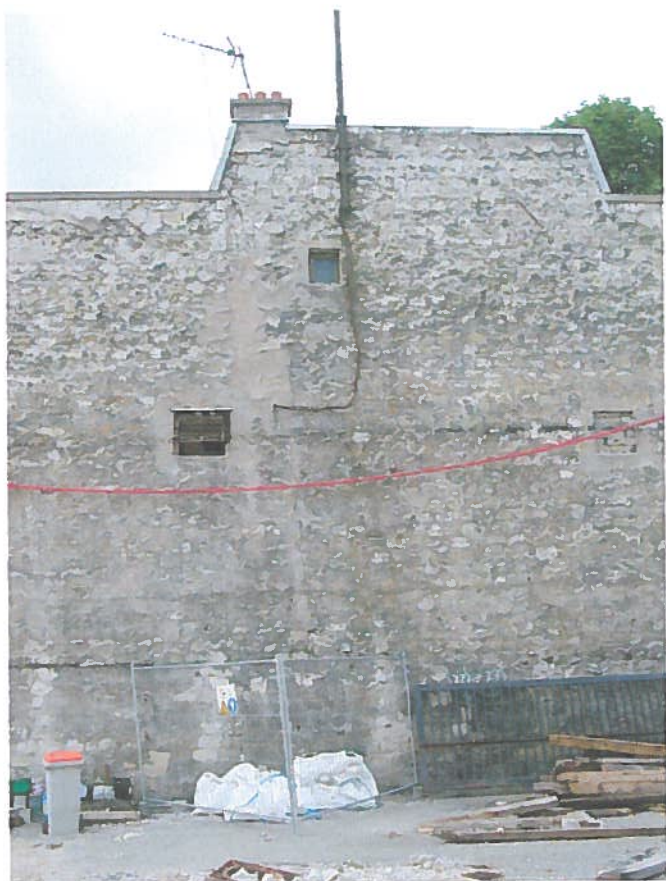
Vue du comble sur l'entrée  
avenue Jean Jaures



### Détails de la façade







Façade arrière du pavillon





Détails montrant  
l'hétérogénéité des mate-  
riaux (fers, briques,  
plâtre,...)







Salons au rez de chaussée



Cuisine au rez de  
chaussée



Salon au rez de chaussée donnant  
sur le  
vestibule (ancienne salle à manger)





**Chambre au 1er étage  
côté nord- ouest**



**Chambre au 2eme étage  
côté nord- ouest**



**Salle de bain au 1er étage**



**Grande chambre au 1er  
étage**



Accès sous- sol vers chaufferie

Local chaufferie

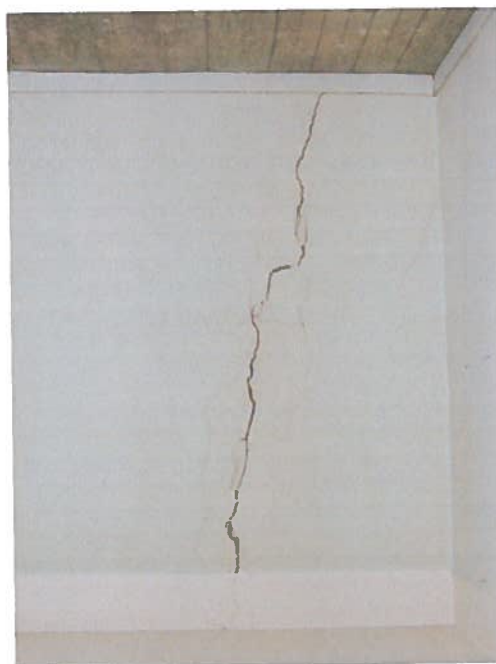




Charpente sous terrasson et  
brisis



Enfilade des chambres  
sous combles



Détail de la fissure verticale  
sur mur pignon aveugle



---

# **P h a s e I I**

## **Faisabilité**

---

Cette phase II se décompose en trois parties :

### **1. Définition du projet**

Le Centre de ressources : enjeux, finalités et partenariats  
Un concept, une accroche  
Axes de développement du Centre de ressources  
Les usagers et les missions du Centre de ressources  
Mise en réseau du Centre de ressources  
La charte d'adhésion au pôle artisanal  
Outils de communication et site Internet  
Equipe : fonctions et compétences

### **2. Pré-programmation architecturale**

Pré-programmation architecturale  
Schéma fonctionnel  
Principes d'implantation

### **3. Ingénierie de projet**

Construction de l'activité de la structure  
Montage juridique  
Tableau récapitulatif des investissements  
Les aides à l'investissement  
Budget de fonctionnement  
Les aides au fonctionnement

---

# **P h a s e I I**

## **1<sup>ère</sup> partie**

### **Définition du projet**

---

# Le Centre de Ressources : enjeux, finalités et partenariats

## Trois enjeux :

- Renouveler le tissu économique par des activités valorisantes
- Contribuer au renouvellement urbain
- Contribuer à l'insertion des personnes en difficulté



## Une tête de réseau : le Centre de Ressources

### Trois finalités :

- Constituer un lieu de centralité fédérateur du pôle artisanal
- Assurer le rayonnement et le développement du pôle
- Mutualisation des savoirs et des pratiques

#### Partenaires institutionnels :

- . Etat / DRCA / DRAC
- . Conseil Régional
- . Conseil Général
- . CDT / CRT

#### Partenaires opérationnels

- . Caisse des dépôts et des Consignations
- . Chambre des Métiers 93
- . SEMA
- . INFA – CREAR
- . Ecole Bouille
- . Association des Artisans Français du Spectacle

#### Partenaires culturels

- . EPPGHV
- . Banlieues Bleues
- . Centre National de la Danse

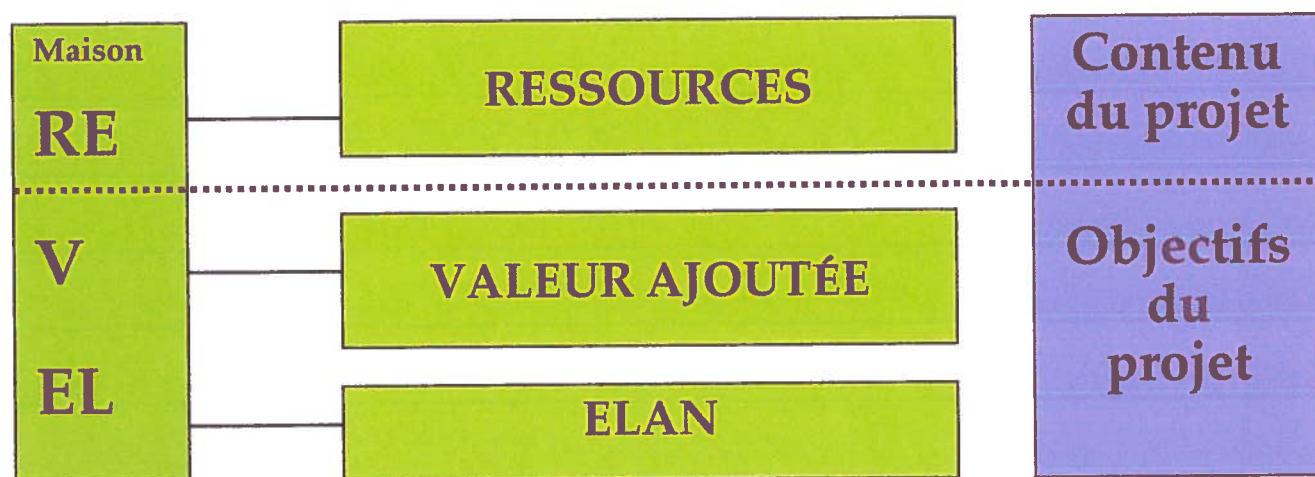
#### Partenaires associatifs

- . Association pour l'Avenir des Quatre Chemins
- . Erequa
- . Le Labo



## Un concept, une accroche

Pour répondre aux **enjeux** identifiés en Phase I et aux **finalités** assignées au centre de ressources **concept** suivant a été développé. Le schéma ci-dessous décline les lettres du nom de la maison de maître comme les initiales des axes du projet.



L'**acronyme** construit à partir du nom du lieu souligne le fait que la **Maison Revel** réunit, dans un même site, toutes les **ressources** nécessaires au Pôle artisanal et à ses adhérents

afin d'apporter de la **valeur ajoutée** à leur activité

et contribuer ainsi, par leur présence à Pantin, à donner de l'**élan** au développement économique, urbain et social du quartier et de la ville.

La Maison REVEL,

- c'est donc **un site et un projet**
- qui favorise la **proximité des partenaires**
- qui offre des **moyens mis en commun**
- qui suscite le **partage et la mutualisation des outils**
- dans le **respect des projets particuliers** des adhérents.

A partir du concept décliné, il est possible de proposer l'accroche suivante qui rappelle l'activité de l'entreprise Revel centrée sur la production de vernis, siccatifs et autres "produits chimiques" en lien avec les activités industrielles traditionnelles du Nord-Est parisien autour de l'industrie cinématographique et photographique qui utilisait, comme matière première les issues des abattoirs de la Villette.

## La Maison Revel, le révélateur des talents

Le concept et l'accroche que nous proposons permettent :

- . de **perpétuer la mémoire du lieu** et de la Maison Revel,
- . de **faciliter l'appropriation du lieu** par les habitants du quartier dans une optique de meilleure intégration au quartier des nouveaux habitants,
- . de clairement **exposer les objectifs du centre de ressources**.

## Axes de développement du centre de ressources

---

### Le centre de ressources : essai de définition, moyens et compétences

Le nom de **centre de ressources** regroupe des réalités très diverses, tant du point de vue des thèmes abordés que des moyens et des compétences mis en place.

En l'absence de définition précise d'un centre de ressources, un aperçu des structures similaires permet de dégager quelques caractéristiques générales, tant du point de vue de l'organisation et des capacités de cette structure que de celui des actions réalisées.

Son bon fonctionnement nécessite :

- . Des capacités techniques, logistiques et budgétaires.

Ces moyens visent à permettre la réalisation des objectifs du centre de ressources. Ils sont d'ordre divers : espaces disponibles, moyens informatiques, multimédia et audiovisuel, autres capacités techniques nécessaires pour la réalisation d'expositions, spectacles, conférences, recherches et outils pédagogiques.

- . La durabilité de ces capacités

Une équipe pluridisciplinaire de spécialistes

Chaque activité du centre de ressources doit être encadrée par une équipe performante, spécialistes de la documentation, de l'animation, de la recherche, du développement d'outils pédagogiques et bien sûr spécialistes de l'objet du centre de ressources, dans le cas présent les métiers d'art et le développement économique.

- . Un réseau de partenaires et un travail en commun

La formalisation d'un cadre relationnel entre fournisseurs de ressources et bénéficiaires. Il est nécessaire de mettre en place des conventions, notamment pour la mise à disposition des données spécifiques par les partenaires.

- . La mutualisation des ressources existantes selon les objectifs et le cadre opératoire prédéfinis.

- . L'adaptabilité et l'évolutivité du dispositif de ressources : notion de veille documentaire.

Les actions réalisées par un centre de ressources sont multiples :

- . Prêt de documents
- . Information et diffusion à l'aide d'outils variés (brochures, conférences, débats...)
- . Conseil technique et expertise
- . Organisations de formations
- . Animations et expositions
- . Systèmes d'aide à la mise en place des projets des partenaires

Il est possible d'y inclure des actions dans le domaine de :

- . La recherche
- . La production d'outils pédagogiques

**Le fonds documentaire** comporte au minimum **1 000 références**, utilisant des supports variés :

- . Ouvrages (également des mémoires et des thèses)
- . Revues et périodiques spécialisés
- . Dossiers thématiques
- . Bases de données, répertoriant qui à quoi et qui fait quoi
- . Cassettes vidéo

- . Cédéroms
- . Diapositives
- . Jeux
- . Malles pédagogiques
- . Expositions itinérantes

Dans le cas précis du pôle artisanal des Quatre Chemins, étant donnée la proximité géographique des partenaires (cf. infra *Les missions du Centre de ressources*) et le développement des NTIC, il nous semble que l'objectif de 500 références constitue l'objectif pertinent.

En ce qui concerne les **ouvrages imprimés**, on s'attachera à établir une bibliographie regroupant quelques usuels de bases indispensables du type dictionnaires et encyclopédies, ainsi que des ouvrages à caractère thématiques.

Le centre de ressources recense l'ensemble des **revues et magazines spécialisés** parmi lesquelles peut s'opérer une sélection pour contracter des abonnements.

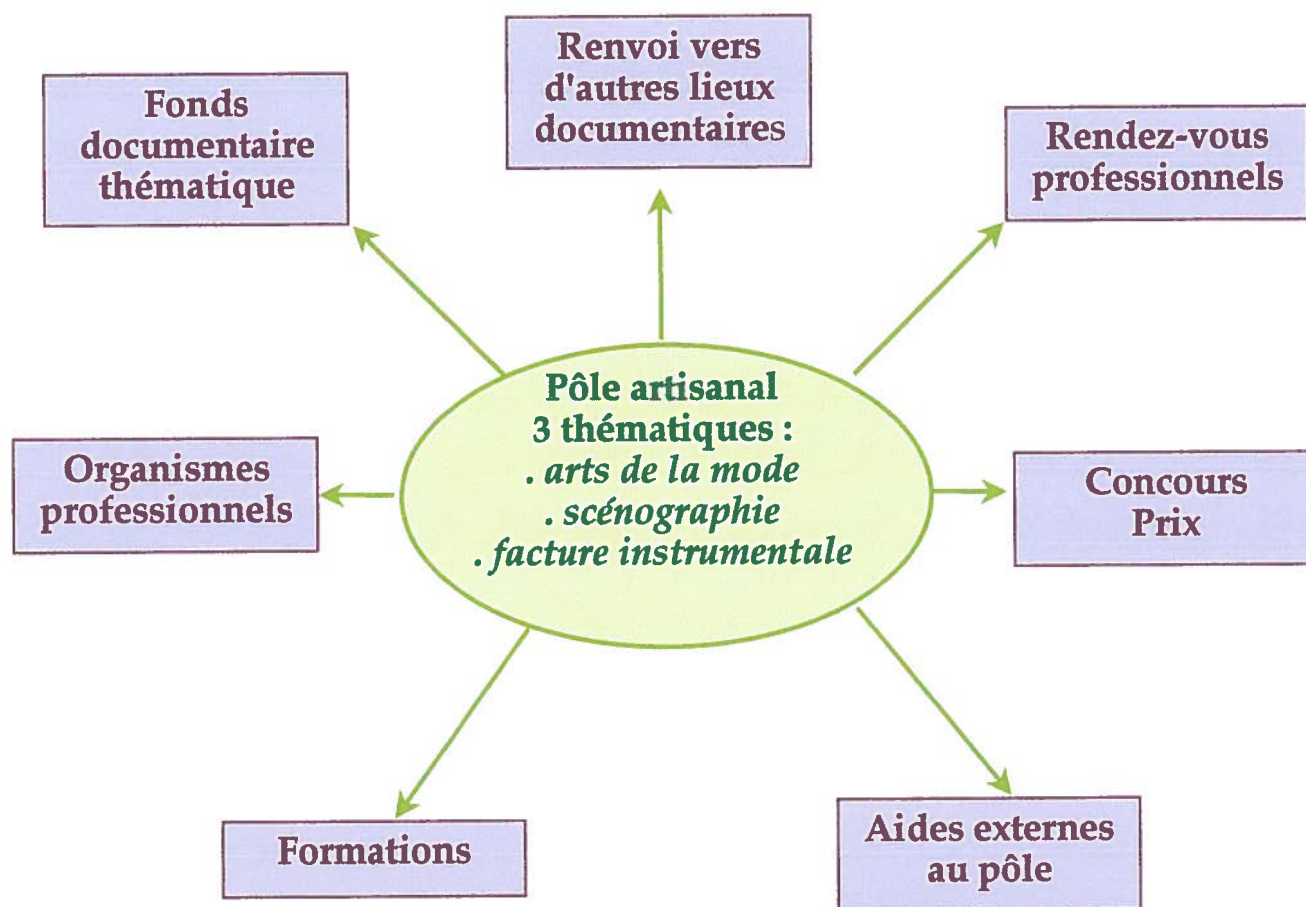
On soulignera que de l'importance (en nombre de références, variétés de supports, bases de données) du fonds documentaire dépend sa valeur en tant que centre de ressources.

Dans le cas du Pôle artisanal des Quatre Chemins, l'investissement initial devra comprendre environ 100 références. Il est prévu un enrichissement progressif d'environ 100 références par an, pour atteindre un objectif d'environ 500 références.

Dans la mesure du possible, on incitera les partenaires à participer à l'enrichissement du fonds. En outre, les partenaires associatifs et les particuliers seront sollicités pour déposer leurs propres fonds et collections selon des modalités de consultation qui seront définies au cas par cas, selon la nature et la valeur du fonds.

En ce qui concerne les abonnements aux revues spécialisées, il est proposé de souscrire une dizaine d'abonnements en année N, puis d'atteindre une vingtaine d'abonnements en rythme de croisière. Les titres pourront changer selon les desiderata des adhérents.

## Les axes de développement du centre de ressources



Outre les renseignements d'ordre strictement documentaires, et afin de répondre aux besoins de ses adhérents, le centre de ressources du pôle artisanal des Quatre Chemins devra faire porter ses efforts sur les axes suivants :

**Formations** : établir précisément la liste des formations régulièrement dispensées par ses partenaires et informer ses adhérents des modalités d'inscription et prise en charge financière (totale ou partielle) par les organismes concernées.

NB Les organismes compétents et les OPCA sont présentés dans le chapitre suivant.

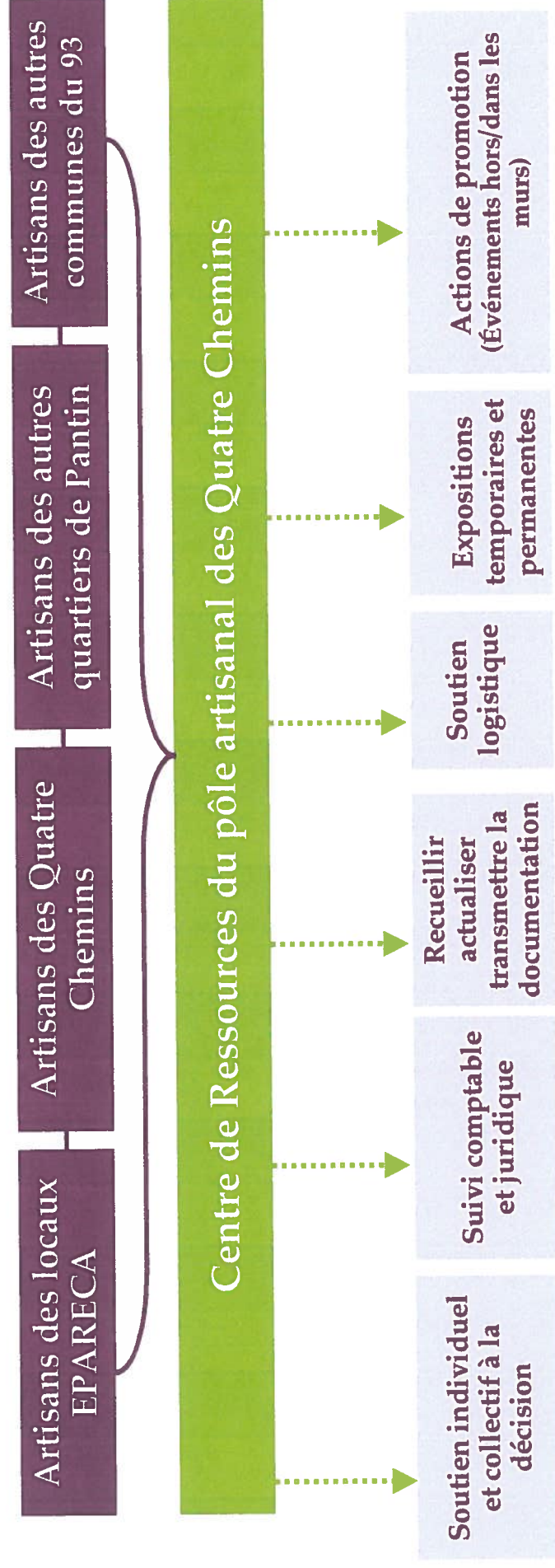
Les modalités d'organisation de formations spécifiques par le centre de ressources sont présentées en 3<sup>ème</sup> partie.

**Rendez-vous professionnels / Prix et concours** : le centre de ressources recense d'une manière exhaustive les salons et foires d'une part, les différents concours et prix qui concernent les trois thématiques et devra en faire connaître les modalités de participation à ses adhérents.

Une première liste de ceux-ci est présentée dans le chapitre suivant.



# Les usagers et les missions du Centre de Ressources



 les usagers

 les missions



## Les usagers et les missions du centre de ressources

---

### Les usagers

#### Les **adhérents**

Ainsi que nous l'avons vu en Phase I, le Centre de ressources assoie sa dynamique initiale au plan local du quartier des Quatre Chemins pour s'élargir au plan intercommunal et départemental. Les premiers adhérents concernés sont les artisans du Pôle artisanal, puis des autres quartiers de Pantin, puis des autres communes du département.

Le directeur de la structure veille à la montée en puissance de l'assise des adhérents et s'assure de la cohérence existante entre ceux-ci, dans les trois secteurs pré-définis, afin que le partage et la mutualisation des moyens soit réelle. Il se tient informé de l'évolution et de l'actualité des pratiques dans les deux secteurs des arts et de la mode et de la scénographie afin d'attirer vers le pôle de nouvelles catégories d'artisans.

#### Les **publics**

Au-delà des artisans, il convient de préciser que le centre de documentation et, bien sûr, les espaces d'exposition sont ouverts au "grand public".

Dans le cas présent, le grand public est principalement constitué de deux groupes :

- ♦ d'une part, la population locale pour laquelle un gros effort de sensibilisation aux métiers d'art doit être effectué,
- ♦ d'autre part, et dans une moindre mesure, les visiteurs "touristiques".

### Les missions

L'objectif de la structure est de soutenir, d'accompagner les artisans et non de les assister. Pour cela une équipe multi compétente sera mise en place afin de répondre individuellement aux questions que se posent les artisans et de les aider ainsi à surpasser leur problème. Si des problèmes complexes restent irrésolus, le Centre fera alors appel à son réseau de partenaires mis en place.

Chaque créateur doit faire sa démarche spontanément. Le centre de ressources vient en renfort pour les missions annexes à leur métier. Les créateurs qui sont souvent de grands enfants, pourront ainsi dégager le temps qui leur permettra de s'adonner pleinement à leur activité.

#### **Soutien individuel et collectif à la décision, suivi comptable et juridique**

Cette mission du centre de ressources s'inspire du principe des « boutiques de gestion », réseau fondé en 1980 et ayant le statut d'association régie par la loi de 1901. Toutefois, en raison de l'organisation nationale du réseau et de l'existence d'un label, cette cellule du centre de ressources ne peut prétendre à l'appellation de "boutique de gestion".

**Le processus pour devenir une Boutique de Gestion est le suivant :**

- . Dépôt d'un dossier de présentation auprès du Réseau des Boutiques de Gestion (selon une trame communiquée) et après un premier rendez-vous
- . Analyse de ce dossier par le bureau national du réseau
- . En cas de réponse positive, la structure devient « Boutique de Gestion stagiaire » pendant une période de un à trois ans ; suite à cette période arrive un audit de la structure selon les critères de la démarche qualité du Réseau (une fois l'audit positif, la structure devient Boutique de Gestion à part entière).

Cependant, pour ce qui concerne la Seine Saint Denis, une Boutique de Gestion est d'ores et déjà présente sur ce territoire. La politique de développement du Réseau étant départementale, le réseau évite, dans la mesure du possible, de multiplier les structures "Boutique de Gestion" sur un même département. Il revient en revanche à la Boutique de Gestion concernée de développer un service de proximité, par la création d'antennes ou de permanences.

Le soutien individuel est organisé et pris en charge par le chargé de développement économique à la demande des adhérents. Pour certaines actions spécifiques, le chargé de communication peut apporter ses compétences.

Le soutien collectif regroupe le soutien logistique, les formations, la présence dans les salons professionnels et les moyens mutualisés (local provisoire de grande hauteur sous plafond pour une réalisation scénographique par exemple).

Le centre de ressources détient un fichier de prestataires de services "privilégiés", choisis en raison de leurs compétences, de leur rapidité d'exécution et de la compétitivité des tarifs et, de préférence installés dans l'aire de rayonnement du Pôle artisanal.

En outre, afin de répondre aux demandes des artisans en recherche de locaux, le chargé du développement économique du centre de ressources devra travailler avec les services compétents de la ville de Pantin, dans le dessein d'optimiser l'occupation des locaux voués à l'artisanat et d'en limiter la vacance.

### **Recueillir, actualiser et transmettre la documentation**

Une structure de type médiathèque sera instituée pour assurer le fonds minimal indispensable, qu'il s'agisse d'ouvrages, de revues, ou d'autres documents. Le responsable de cette mission devra veiller à l'archivage, la préservation et le renouvellement des connaissances.

Par ailleurs, cette activité pourra fonctionner au moyen d'une mise en réseau avec d'autres centres de documentation susceptibles d'apporter des informations supplémentaires aux artisans. Le centre de ressources de la Maison Revel devra donc prouver sa capacité à renvoyer vers l'extérieur.

Parmi l'important réseau de Paris et de Seine-Saint-Denis, des renvois pourront notamment être assurés vers les centres de documentation suivants :

- ♦ SEMAthèque
- ♦ Cité des métiers
- ♦ Centre de documentation du musée de la musique
- ♦ Centre national de la danse ...

Le chapitre suivant "Mise en réseau du centre de ressources" détaille les organismes spécialisés concernés.

### **Soutien logistique**

Cette cellule du Centre de ressources met à disposition des artisans du pôle un ensemble de services d'ordre pratique : ordinateur (éventuellement portable) et logiciels spécialisés, photocopieur, imprimante, télécopieur, etc.

### **Expositions temporaires et permanente**

Une salle d'exposition est prévue dans le but de jouer le rôle de vitrine de l'activité du pôle. Outre une exposition permanente représentative de l'historique du Pôle artisanal et de sa présence dans le quartier des Quatre Chemins ainsi que des savoir-faire du pôle artisanal. Des expositions temporaires seront régulièrement organisées. Leur programmation est détaillée en 3<sup>ème</sup> partie. Celles-ci seront soit réalisées en interne par le centre de ressources, soit louées à d'autres structures.

### **Actions de promotion (événements hors/ dans les murs)**

Ces actions regroupent d'une part toutes les actions de communication. Celles-ci sont détaillées dans le chapitre infra "Outils de communication" et dans le paragraphe concernant les fonctions du chargé de communication. D'autre part, ces actions concernent toutes les manifestations du type rencontres (avec des experts reconnus, des artistes ou designers novateurs, avec les donneurs d'ordres, débats, conférences, salons professionnels (stands communs), grandes opérations nationales (Semaine de l'Artisanat, Journées des Métiers d'Art et Journées du Patrimoine pour faire connaître la Maison Revel et son histoire), Rencontres des métiers d'art, journées portes ouvertes, suivi des salons des trois thématiques.

En outre, par le biais de l'opération SEMAville, par le biais des villes jumelées avec Pantin et par la thématique de la mode et de ses salons, le Centre de ressources s'attachera à développer des relations internationales.

### **Couveuse ou pépinière ?**

Pour le moment, la ville ne souhaite pas s'impliquer dans une démarche de type **couveuse** ou **pépinière d'entreprises**. Néanmoins, la volonté affichée de soutien aux artisans participe de ces philosophies. Le responsable de la structure, au vu des évaluations de l'activité du Centre de ressources, jugera de l'opportunité de diversifier son activité dans cet objectif.

Ces appellations ne répondent pas à des cadres législatifs ou réglementaires spécifiques. Toutefois, en ce qui concerne le concept de pépinière d'entreprises, la norme NF X50-770 détaille les dispositions applicables.

La loi d'initiative économique (dite Loi Dutreil, cf. annexe) du 6 août 2003 entend favoriser le développement des couveuses.

## Mise en réseau du centre de ressources

Nous donnons ci-après, pour chacune des trois thématiques, une liste qui recense les lieux documentaires, les rendez-vous professionnels, les concours et les prix, les organismes de formation et les organismes professionnels. Bien qu'aussi complète que possible, cette liste ne peut prétendre à l'exhaustivité. En particulier, en ce qui concerne les prix, de nouvelles distinctions se créent régulièrement. Il appartiendra au chargé de documentation de tenir la liste à jour.

Cet inventaire doit être considéré comme une base pour la mise en réseau du centre de ressources. Il appartient au directeur et à chacun des membres de l'équipe d'établir la sélection nécessaire et les "liens" prioritaires.

### ♦ Lieux documentaires

Artisanat

SEMA

Cité des Métiers

Mode

Union centrale des arts décoratifs (Paris)

Musée Galliera de la mode (Paris)

Université de la mode (Lyon)

Scénographie

**Musée national du costume de scène et de la scénographie** (Moulins, Auvergne) : situé dans l'ancienne caserne Villars, classée monument historique, elle doit après travaux de réhabilitation accueillir 10 000 costumes issus des collections muséographiques de l'Opéra national de Paris, de la Comédie Française et de la Bibliothèque nationale de France. En outre, un centre de documentation occupant 300 m<sup>2</sup> doit ouvrir ses portes. L'ouverture au public de ce musée est prévue au cours du second semestre 2004.

Laboratoire de recherches sur les Arts du spectacle (CNRS, Ivry-sur-Seine, Val-de-Marne).

Facture instrumentale

Centre de documentation du musée de la musique (Cité de la Musique, la Villette-Paris)

Centre du patrimoine de la facture instrumentale (situé au Mans -Sarthe, il collecte sur le terrain les savoir-faire en matière de facture instrumentale)

Maison de la Lutherie (musée municipal de Mirecourt -Vosges)

Musée artisanal et industriel d'instruments de musique à vent (musée créé par les ouvriers-facteurs de la ville de La Couture-Boussey, Eure)

### ♦ Rendez-vous professionnels

Mode

Lyon Mode City

Salon du prêt-à-porter (Paris)

Interfilière (Paris)

Intersélection (Paris)

Paris sur mode

Salon des jeunes stylistes (Hyères)

Colormode (Lille)

...

Scénographie  
Festival d'Avignon  
Festival international des théâtres francophones (Limoges)

Facture instrumentale  
Salon de la musique (Paris)  
Mondomusica, salon international des instruments à cordes et des accessoires pour la lutherie, (Crémone/Italie)  
Musikmesse – Francfort  
Rencontres internationales de luthiers et maîtres sonneurs de Saint-Chartier, le plus grand rassemblement de facteurs d'instruments traditionnels du monde (La Châtre, Indre)

#### ♦ **Concours et prix**

Artisanat  
Concours du meilleur ouvrier de France  
Les prix de la formation aux métiers d'art de la SEMA  
Le Grand prix des métiers d'art de la SEMA  
Le Prix Liliane Bettencourt «Pour l'intelligence de la main »

Mode  
Prix de l'ANDAM (Association nationale pour le développement des arts de la mode)  
...

Scénographie  
Diplôme Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault  
Molières (décorateur, costumier)  
Grand Prix des arts de la scène

Facture instrumentale  
Concours international de lutherie « Antonio Stradivari » (Crémone –Italie)  
Concours international de lutherie et d'archèterie de la Ville de Paris  
Les Prix Artisans

#### ♦ **Aides externes au pôle**

SEMA  
Chambre des Métiers  
Chambres de commerces et d'industrie  
Boutique de gestion de la Seine-Saint-Denis  
CFCE (Centre Français du Commerce extérieur)  
APCE (Agence pour la création d'entreprises)  
Organismes paritaires collectifs agréés (OPCA) dont le Fonds d'assurances formations nationaux des organisations professionnelles de l'Artisanat (FNOPA).

Facture instrumentale  
Fondation Marcel Vatelot (aide aux jeunes luthiers et archetiers sous l'égide de la Fondation de France)

#### ♦ **Formations**

Devant la complexité des cursus de formation, la multiplicité des organismes – publics et privés – et le contenu des diplômes décernés, il est impératif que le chargé de documentation soit à même d'expliquer clairement aux usagers les multiples choix possibles et les conditions requises pour obtenir ces diplômes.

*Prospective & Patrimoine / Etude de définition du centre de ressources pour le pôle artisanal des Quatre Chemins / septembre 2003*

## Arts appliqués et métiers d'art

École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD-Paris)

École nationale supérieure des arts appliqués Boule (ENSAA-Paris)

École nationale supérieure des arts appliqués Duperré (ENSAA-Paris)

École nationale supérieure des arts appliqués et des métiers d'art Olivier de Serres (ENSAAMA-Paris)

## Mode

Écoles de la Chambre syndicale de la couture parisienne

Institut français de la mode (IFM, Paris)

Institut supérieur européen de la mode (ISEM, Paris)

Mode spé (Institut supérieur spécialisé de la mode, Paris)

ESMOD (Paris)

Université de la mode (Lyon)

École supérieure des arts appliqués et du textile (ESAAT, Roubaix-Nord)

École nationale supérieure des arts et industries textiles (ENSAIT, Roubaix)

Lycée de la mode (Cholet, Maine-et-Loire)

## Scénographie

École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre (ENSATT, Lyon)

Institut supérieur des techniques du spectacle (ISTS, Avignon-Vaucluse)

INFA (Nogent-sur-Marne)

Créapole-ESDI (Paris)

LISAA-Institut de design et d'architecture (IDEA-Paris)

MJM graphic design (Paris)

ATEP Ecole supérieure d'art (Paris)

Annexe Ecole Pivaut (Paris)

ESAT ESPACE (Paris)

Art School (Paris)

Négocia Atelier d'étalage (Paris)

École des Beaux-Arts de Bordeaux (Gironde)

Cours Bessil, Ateliers d'Arts Décoratifs (Montpellier, Hérault)

SCAENICA (Sète, Hérault)

OCE, MJM (Rennes, Ille-et-Vilaine)

École régionale des Beaux-Arts (Saint-Étienne)

École d'architecture de Nantes (Loire-Atlantique)

École supérieure d'art et de design (Reims, Marne)

IFAT (Vannes, Morbihan)

École supérieure d'art et de céramique de Tarbes (Hautes-Pyrénées)

Cours privé MJM (Strasbourg, Bas-Rhin)

École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg (Bas-Rhin)

École supérieure d'Art dramatique (Strasbourg, Bas-Rhin)

Arts appliqués Bellecour (Lyon, Rhône)

École supérieure des arts et technologies de l'image (Poitiers-Vienne)

## Facture instrumentale

Institut technologique européen des métiers de la musique (ITEMM, le Mans)

*Les Instruments du quatuor*

Centre de formation d'apprentis du Comminges (Gourdan Polignan – Haute-Garonne)

Lycée Jean-Baptiste Guillaume (Mirecourt)

*Le Piano*

Centre de formation de la CCI d'Alès (Gard)

Institut national des jeunes aveugles (INJA – Paris)

*La guitare*

Lycée professionnel du pays d'Orb (Bédarieux – Hérault)

Centre national de formation d'apprentis facteurs d'orgues (CNFA, Eschau – Bas-Rhin)

*Prospective & Patrimoine / Etude de définition du centre de ressources pour le pôle artisanal des Quatre Chemins /*  
septembre 2003



### ♦ Les organismes professionnels

Confédération française des métiers d'art  
Ateliers d'art de France  
Fédération nationale des ateliers d'art  
Conseil des métiers d'art  
La SEMA  
Le Comité Colbert  
La Maison des Artistes

### Mode

Union des industries textiles  
Fédération française de la couture, du prêt-à-porter des couturiers et des créateurs de mode  
Chambre syndicale de la couture  
Chambre syndicale de la couture parisienne  
Association nationale pour le développement des arts de la mode  
Association pour le développement de l'enseignement supérieur textile (ADEST)  
FORTHAC (organisme paritaire collecteur agréé)

### Scénographie

Association française des scénographes et techniciens du théâtre  
Syndicat national des auteurs et des compositeurs (SNAC, Paris)  
Syndicat des artistes du spectacle (SYDAS-CFDT)  
Syndicat national libre des activités artistiques  
Union des théâtres de l'Europe (UTE)  
AFDAS (organisme paritaire collecteur agréé)

### Facture instrumentale

Association française des accordeurs réparateurs de pianos (AFARP, le Mans)  
Association des luthiers et archetiers pour le développement de la facture instrumentale (ALADFI, Nice –Alpes-Maritimes)  
Chambre syndicale de la facture instrumentale (CSFI, Paris)  
Chambre syndicale des métiers de la musique (Puteaux, Hauts-de-Seine)  
Groupement des luthiers et archetiers d'art de France (GLAAF, Paris)  
Groupement professionnel des facteurs d'orgues (GPFO, Paris)  
Groupement des spécialistes en instruments à vent (GSIV, CSFI-Paris)  
Guilde européenne des organistes  
Union nationale de la facture instrumentale (UNFI, paris)

## La charte d'adhésion au Pôle artisanal

---

### Préambule

Le préambule de la charte expose les motifs, les objectifs et le contexte général du projet de la manière suivante.

Le Centre de Ressources de la Maison Revel réunit des services destinés aux artisans d'art et assure la promotion du pôle artisanal des Quatre Chemins. Cette tête de réseau n'est ni le fruit du hasard, ni un regroupement spontané des artisans. Le Centre de Ressources est le résultat d'un projet élaboré progressivement à partir d'une volonté politique de développement économique, urbain et culturel et des engagements de ses fondateurs.

#### ♦ Un projet novateur

La thématique des métiers d'art se développe en général en milieu rural, comme vecteur de développement touristique et de mise en valeur du patrimoine. Dans le cas du pôle artisanal des Quatre Chemins, il s'agit de contribuer au renouvellement du tissu économique et urbain de la ville de Pantin par des activités valorisantes. Le Centre de Ressources fédère donc une expérience novatrice.

Importante ressource en matière d'emploi, les métiers de l'artisanat sont ici porteurs de vie dans le quartier et contribuent donc au rayonnement du pôle.

#### ♦ Missions de la Maison Revel

Les instances d'animation de la Maison Revel ont pour fonction d'organiser la synergie entre les partenaires et les acteurs du pôle artisanal : les analyses et expériences de chacun doivent profiter à tous les adhérents et à l'ensemble du Centre de Ressources qui a une triple mission :

- ♦ Culturelle : par son centre de documentation, par les expositions qu'il présente, par les réunions d'information et de débats qui se tiennent dans ses murs, par l'organisation d'événements de promotion, le centre de ressources doit jouer un rôle intellectuel collectif : lieu d'échange, de concertation, de confrontation mais aussi de diffusion des savoirs et des pratiques.
- ♦ Soutien : par son soutien individuel et collectif à la décision, le suivi comptable et juridique des artisans du pôle, par la mise à disposition de moyens logistiques
- ♦ Mise en réseau des thématiques avec des moyens favorisant leur rayonnement.

### Les grands principes

L'équipe du centre de ressources est à disposition des créateurs, accueille et oriente les adhérents et les aide dans l'ensemble de leur démarche et, plus particulièrement, en cas de difficultés.

L'équipe assure les liaisons avec les partenaires de l'association et elle propose une démarche de contacts entre créateurs du pôle artisanal en organisant mensuellement des réunions.

L'équipe gère les services communs. Elle assure réception des livraisons et les garde à disposition des adhérents.

La charte détermine les plages horaires d'ouverture du centre et du secrétariat.

Le cabinet propose une ouverture de 5 heures / jour, 5 jours / semaine.

Toutefois, la plage horaire sera définie en concertation avec le collectif des artisans afin de répondre au mieux aux contraintes horaires de l'activité des adhérents.

La charte précise les services communs mis à disposition des adhérents.

La charte intègre les dispositions visant au respect des **locaux** artisanaux à la disposition des artisans, en particulier en ce qui concerne les activités ou l'utilisation de matériaux potentiellement dangereux, en respect des règlements d'hygiène et de sécurité du travail. Elle précise également, eu égard au fait que les locaux sont susceptibles d'être l'objet de visites guidées (portes ouvertes ...), que ces locaux doivent être maintenus en bon état.

La charte précise les conditions d'apposition des logos des adhérents sur les façades des locaux mis à leur disposition, dans le respect de leur identité visuelle et de la signalétique extérieure qui sera mise en place.

Elle précise les conditions d'utilisation des locaux communs (salle de réunion, salle d'exposition, salle logistique ...) du centre de ressources par les adhérents et fixe les règles de principe quant à leur utilisation "en bon père de famille". En particulier les dégradations seront à la charge de leurs auteurs.

En accord avec la ville de Pantin et l'EPARECA, la charte précisera les conditions dans lesquelles le centre de ressources veillera au respect des conventions d'occupations des locaux.

La charte détermine les **services fournis** aux adhérents dans le centre de ressources et lors de salons ou manifestations extérieures, les opérations de promotion des activités des adhérents (contacts avec la presse spécialisée par exemple).

Elle détermine les **obligations des adhérents** : participation à la vie du Pôle et à ses activités, obligation de donner une création soit une fois par an, soit à leur départ du pôle artisanal pour enrichir les collections, obligation de fournir des renseignements vérifiables sur la situation économique de leur entreprise.

La Charte et les conventions signées entre le Centre et les artisans souligneront l'obligation pour les artisans bénéficiant de locaux EPARECA d'être adhérents et de payer la cotisation permettant l'accès aux différents services.

Les parties s'engagent à respecter un devoir mutuel de confidentialité.

Le directeur et les partenaires du pôle artisanal sont chargés de la **rédaction** de la charte d'adhésion. Le directeur et chacun des membres de l'équipe, pour les secteurs qui les concernent, veillent au respect de la charte. Aux termes de cette charte, les adhérents bénéficient d'un ensemble de services. En contrepartie, ils s'engagent à adhérer à la philosophie du lieu, à participer à son fonctionnement et à enrichir sa programmation.

A la demande de l'un ou l'autre des partenaires, d'autres éléments peuvent être inclus dans la charte.

### Outils de communication

La stratégie de communication est déterminante pour travailler sur la notoriété de l'équipement. Il n'existe pas de résultats probants sans communication en amont et en aval et l'effort doit être maintenu tout au long de l'année et des années. Il convient donc de transmettre les informations pratiques à même de conduire les usagers jusqu'au site, de choisir les outils de promotion, les mots et le ton qui donnent forme à l'image de l'équipement.

➤ La conception des outils de communication et la mise en place de cette politique de communication doivent être considérées comme une **action prioritaire** et **une des conditions de réussite du projet**.

◆ Tous les documents devront respecter une **charte graphique**, trait d'union entre tous les supports d'information et de communication. Cette charte graphique affirme l'identité du Pôle artisanal et son respect systématique la renforce.

Nous insistons sur la nécessité de **faire appel à un graphiste** qui concevra une ligne éditoriale pour l'ensemble des documents, leur donnant une cohérence. On essaiera de trouver l'articulation juste entre la charte graphique, le ton des expositions et l'image artistique et novatrice du pôle artisanal.

◆ Nécessité de créer un **logo**. Cet outil de communication s'avère indispensable pour permettre une identification rapide du pôle artisanal. Il favorise la notoriété de celui-ci. Ce "petit" élément graphique, rendu immédiatement reconnaissable par sa simplicité devra figurer sur tous les documents de promotion et de communication (tract, dépliant, affiche, dossier de presse, Internet, papier à lettre ...) et sera décliné sur les éventuels produits dérivés. Il sera repris par les adhérents comme élément identitaire de leur appartenance au pôle artisanal.

◆ Une **affiche** de proximité. Ce support joue un rôle de séduction. Il est essentiel pour soutenir un événement : ouverture du lieu, d'une nouvelle exposition... Il a plus vocation à être regardé que lu. La qualité de son accroche visuelle est fondamentale. De format 40 x 60 cm, en quadrichromie. Un tirage de 500 exemplaires est prévu.

◆ Une **plaquette** présente le pôle artisanal et des différents adhérents. Elle décline les informations pratiques et contient un calendrier des événements de l'année. Sa conception devra intégrer le principe de fiches individuelles facilement interchangeables d'une part, en cas de changement dans la liste des adhérents, et d'autre part, permettant d'actualiser le calendrier des événements. Un tirage de 30 000 exemplaires est prévu.

➤ Ces deux éléments essentiels constituent la base de la gamme des outils de promotion.

➤ Concernant leur forme et leur traitement graphique, on se positionnera par rapport aux supports des structures similaires : il s'agit de faire preuve d'originalité tout en respectant les conventions qui rendent compréhensibles par tous ce que propose la

structure (on sera vigilant au choix du format et du papier, à la symbolique des couleurs ...).

♦ **Le dossier de presse** constitue lui aussi un outil essentiel, point de départ des moyens à mettre en œuvre pour toucher les journalistes et les professionnels amenés à travailler avec le centre de ressources et ses adhérents.

Il matérialise le message que l'on souhaite véhiculer auprès des prescripteurs et du public. Il contient une présentation générale de la structure et une présentation spécifique de la manifestation ou des activités que l'on souhaite promouvoir. Base de travail pour les journalistes, le contenu doit en être soigné et suffisamment informatif.

Il sera adressé à toutes les rédactions que l'on souhaite intéresser.

Son contenu doit être facilement adaptable et évolutif.

♦ Sur tous les documents publiés concernant le centre de ressources devront figurer les logos des partenaires.

### **Réseaux de diffusion**

L'existence d'outils de promotion propres ne se suffit pas à elle-même. Elle ne donne une garantie d'efficacité que si les réseaux de diffusion de l'information sont importants et correctement ciblés.

Ces documents promotionnels seront diffusés par le biais des différents partenaires.

Les villes jumelées avec Pantin (Scandicci en Italie et Meschanski, quartier de Moscou) seront également informées du projet et incluses dans les réseaux de diffusion. De même que les autres villes sélectionnées comme champs d'expérimentation du projet *SEMAville* (Lyon, Villeurbanne, Mantes et Naples).

### **Relations presse**

Le responsable du site aura à cœur d'envoyer systématiquement, lors de manifestations particulières, des communiqués de presse.

L'envoi des communiqués de presse sera complété d'invitations pour les manifestations en question.

### **Inauguration du Centre de ressources du pôle artisanal des Quatre Chemins**

C'est un événement primordial sur le plan médiatique, donc à préparer avec précision. La communication autour de l'événement fondateur de l'équipement doit être réussie : tous les moyens doivent y être employés.

Il conviendra d'organiser une journée de presse, en amont de la date d'ouverture au public.

Un travail tout particulier doit être réalisé par rapport à la population et aux associations du quartier et de la ville et des possibles partenaires culturels, en particulier : invitation pour l'inauguration, visite guidée personnalisée, éventuellement anticipée ...



## Création d'un site Internet

Un site Internet est devenu un outil indispensable dans une stratégie de communication. En aucun cas, il ne se substitue aux outils de communication traditionnels comme les affiches, les brochures et les plaquettes d'information... Il s'envisage comme un medium complémentaire qui vient renforcer toutes les actions de communication. Le nombre d'internautes étant en constante évolution, il faut donc s'adapter et anticiper de nouveaux comportements tout en sachant que seule une frange de la population se connecte.

Interactif et dynamique, le site Internet répond aux besoins tant des adhérents que des partenaires et publics du centre de ressources.

### Les objectifs du site

**Avoir une publicité permanente** du fait de son référencement dans les annuaires et les moteurs de recherche. Ceux-ci fonctionnent comme des « pages jaunes » permettant à de nombreux internautes de découvrir le site sans le connaître auparavant.

**Informers 24h/24h** les publics potentiels du centre de ressources qui prendra ainsi connaissance des missions et des activités du site.

**Toucher une population jeune**, grande utilisatrice d'Internet. Cette partie du public est particulièrement visée par ce projet dans la mesure où il est question de contribuer à l'éducation, à la formation et à l'emploi par la sensibilisation aux métiers de l'artisanat d'art.

**Avoir une carte de visite** sur ce nouveau territoire commercial qui est le web. La clientèle et la concurrence sont présentes dans cet espace. Il est donc nécessaire de l'occuper aussi.

**Mieux communiquer avec ses partenaires** et en attirer de nouveaux. La présence Internet permet d'exposer votre projet aux autres acteurs des métiers d'art et de créer un réseau vivant. Celui-ci peut déboucher sur la mise en place de nouveaux projets et fonctionner comme un creuset d'idées.

### Le contenu du site

Le contenu et la présentation des pages doivent **refléter les missions** attribuées au pôle artisanal :

Centre de ressources, le site doit contenir **une base de données** informatives. L'internaute pourra obtenir tout type d'information concernant les métiers d'art dans la région. Le site devrait être un site dit dynamique avec un système de recherche d'information.

Centre de documentation, cela induit que le site compte de **nombreux liens** avec les différents acteurs locaux et nationaux (SEMA, Chambres départementale et régionale des Métiers, Cité des Métiers, Cité de la Musique, Cité des Sciences et de l'Industrie, Centre National de la Danse, *Banlieues bleues* ...).

Eduquer aux métiers d'art et favoriser la transmission des savoir-faire, ceci peut se faire par le biais d'un jeu destiné à sensibiliser plus particulièrement le jeune public.

Pour sensibiliser et toucher le public, les textes ne suffisent pas. Il faut les enrichir d'images. Un **diaporama** présente les différents artisans adhérents. Ce diaporama peut se limiter à une photo par artisan. Ce diaporama sera actualisé tous les six à huit mois. Dans l'hypothèse où l'un ou l'autre des adhérents posséderait un site, un lien sera établi.

Le site doit constituer une vitrine des compétences du territoire en matière de NTIC.

## Préconisations

Le site Internet doit adopter la même charte graphique que les documents papiers afin de renvoyer une image cohérente du projet.

Un site doit être convivial et simple d'utilisation. L'internaute doit pouvoir trouver des informations facilement. Des études montrent que les internautes restent très peu de temps sur une même page. Par conséquent, la collecte d'information doit s'effectuer rapidement en évitant un temps de téléchargement trop long.

Il est très important, comme preuve du dynamisme pôle artisanal, que son site soit réactualisé régulièrement. Une fois par mois semble être le délai le plus adéquat pour tenir le public informé de l'actualité en matière d'artisanat d'art. Ceci peut se faire en interne ou en externe.

Pour que les internautes puissent arriver facilement sur le site, il faut au préalable l'enregistrer et le référencer dans les moteurs de recherches et les annuaires. L'étape du référencement est capitale pour s'assurer d'une bonne lisibilité sur le web.

Pour connaître la fréquentation du site, il est possible de comptabiliser le nombre de visiteurs. Pour ce faire, on installera un compteur sur la page d'accueil.

Pour toutes ces raisons évoquées, il est recommandé de passer par une agence spécialisée pour la création d'un site. Quelque soit le type de prestation choisi, il faut absolument, dans le contrat avec le prestataire, prévoir de **recupérer les fichiers sources** du site. Sans eux, il est impossible de retravailler le site et donc de le réactualiser en interne.

Le centre de ressources répertorie et permet à ses utilisateurs de se mettre en connexion avec les sites répondant aux portails présélectionnés dans trois domaines :

- Métiers d'art et artisanat
- Développement économique
- Développement urbain

## Coûts estimatifs

<i>Désignation</i>	<i>Valeur</i>
Conception d'un logotype et déclinaison d'une charte graphique	10 000 €
Conception / Edition d'une affiche 60x40 cm (500 exemplaires)	2 500 €
Conception / Edition d'un dépliant (30 000 exemplaires)	8 000 €
Conception / Edition d'un dossier de presse (500 exemplaires)	2 500 €
Bulletin d'information	p.m.
<b>Total</b>	<b>23 000 €</b> <b>150 870,00 F</b>

### Enveloppe financière spécifique pour le site Internet

La structure fournit le contenu à savoir les textes et les images.

L'agence assure la conception et la réalisation du site.

Pour un site dynamique de 13 pages HTML (accueil, formation, bibliographie/filmographie, sorties, activités, actualités, sorties, page pour les professionnels, page pour les scolaires, partenaires, liens, jeux, formulaires) avec une base de données de liens, une base de données de jeu, des photos, un coût d'objectif de 8000 € HT est prévu.

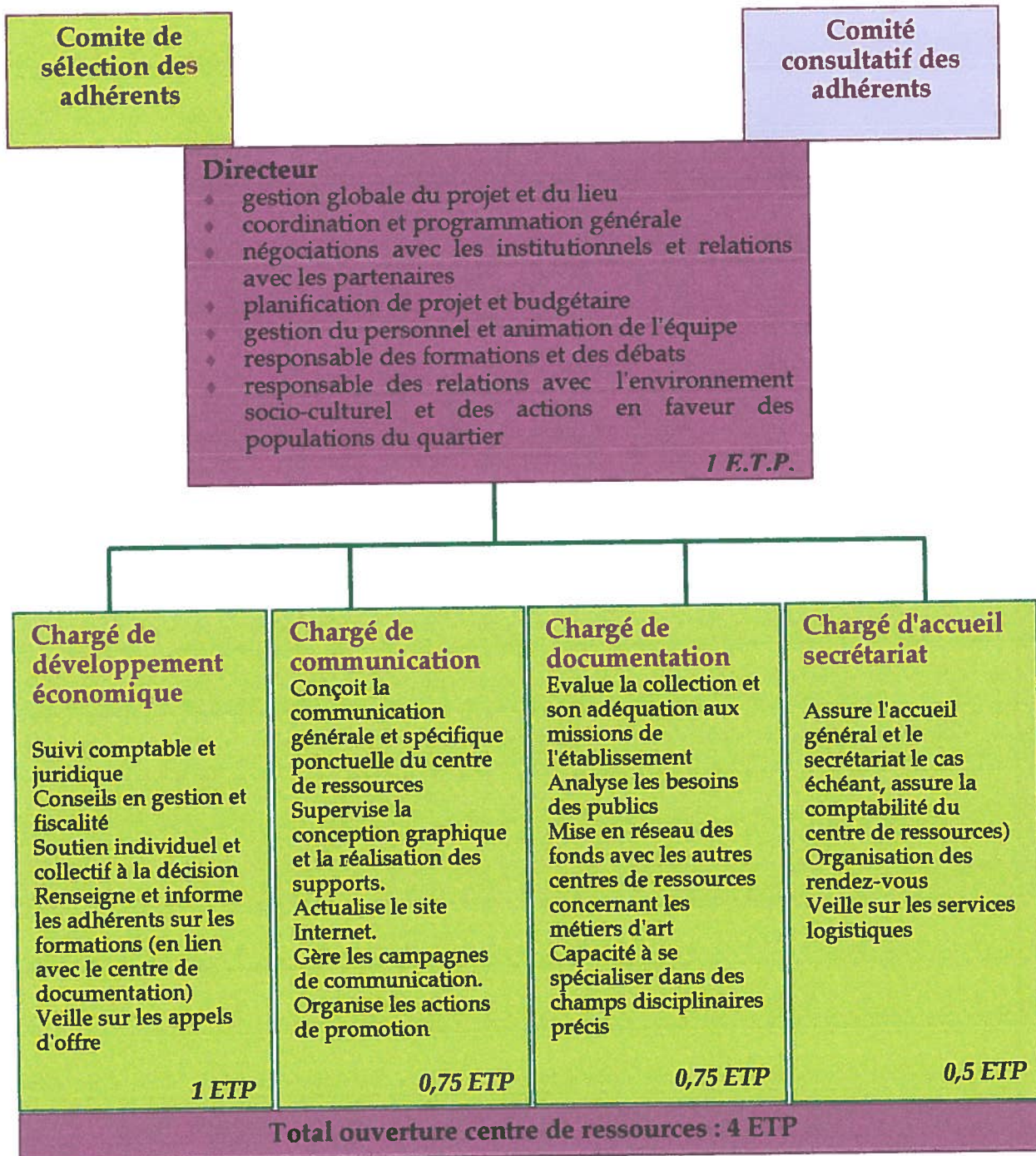
Afin de permettre au chargé de communication de pouvoir actualiser le site régulièrement, une formation est indispensable. Le coût de cette formation est de 60 € par jour. Deux jours sont nécessaires soit 120 € HT.

Les surcoûts éventuels, non budgétés, sont les suivants : une version du site en langue étrangère, des animations faites avec le logiciel Flash, la production de nouveaux jeux. Le directeur de la structure fera établir un devis précis par le prestataire en fonction des choix définitifs opérés.

## Equipe : fonctions et compétences

### Equipe : fonctions et compétences

Au minimum, l'équipe comprend 5 personnes pour 4 E.T.P. (équivalent temps plein).  
Les fonctions et compétences de chaque poste sont décrites dans le schéma fonctionnel suivant.



## Le fonctionnement du lieu et du projet

La constitution de cette équipe répond à la nécessité de réunir des profils différents, compétents dans des secteurs divers (développement économique, documentation, communication).

Par ailleurs, au vu des expériences de références, il apparaît que, pour donner toute sa mesure au projet, lancer la dynamique et asseoir la notoriété du pôle artisanal, le nombre d'ETP est essentiel. Pour lancer le projet de Pantin, certains postes ont été évalués à temps partiel.

Puis, la période de rodage dépassée et le nombre d'adhérents augmentant car le cercle géographique de recrutement va s'élargissant, les postes, au vu de l'évaluation régulière et de la montée en charge de l'activité, pourront évoluer vers des temps pleins.

Le Village des Créateurs à Lyon regroupe 25 adhérents travaillant sur une seule thématique et emploie 2 ETP qui sont "débordés".

Le Pôle Expérimental des Métiers d'Art de Nontron qui n'emploie que 1,5 ETP, fait la même remarque.

Les deux structures insistent sur l'investissement humain important qui est nécessaire au lancement d'un projet et pour être en permanence correctement informés de l'actualité de la (ou des) thématique(s).

La constitution de l'équipe de Pantin devra donc répondre aux objectifs ambitieux que se sont fixés les partenaires.

Le **directeur** reste responsable de la programmation générale de l'équipement, c'est-à-dire de l'ensemble des pôles, des personnels et des activités présents sur le lieu. A ce titre, il a donc une mission de management d'équipe et de projet, de programmation générale et de coordination. Il doit construire l'image de l'équipement et "vendre" le lieu à l'extérieur auprès des partenaires, des adhérents et de l'environnement socio-culturel du quartier et de la ville. C'est le directeur qui suit les opérations de "renouvellement urbain" du type *SEMAville*.

Au démarrage du projet, il devra résoudre d'une manière diplomatique mais ferme les multiples petits "embarras" de la vie quotidienne au sein du Pôle artisanal (respect des vitrines, de la charte graphique, etc ...).

Il veille au respect de la charte par les adhérents et de la philosophie générale du projet par les partenaires et prestataires extérieurs. Il gère la cohérence des activités pédagogiques internes et externes.

Il assurera, en outre, le lancement de la consultation pour la réalisation architecturale en surveillera le bon déroulement en liaison avec les services techniques de la ville.

Le directeur procède à l'identification des partenaires opérationnels et formalise le contenu des partenariats. Il veille au respect de ces accords. La **qualité des partenariats** constitue **une des conditions de réussite du projet**.

Le directeur supervise le contenu de l'exposition permanente et assure la programmation des expositions temporaires.

Le directeur jugera de l'opportunité de mettre en place, en année N + 4 ou 5 des résidences d'artistes. Les principes de la résidence d'artistes sont présentées en 3<sup>ème</sup> partie de la phase II.

Ce poste requiert une certaine expérience. Il sera donc demandé au minimum une référence d'une durée significative (3 à 5 ans) dans une fonction du même type.



De même, le **chargé de développement économique** devra avoir connu une expérience professionnelle antérieure dans un domaine similaire. Il assure l'ensemble des activités de développement économique en étroite concertation avec le comité consultatif des adhérents afin de répondre au mieux à leurs demandes.

Il a en charge, entre autres :

- . le référencement des adhérents auprès des donneurs d'ordre potentiels afin de recevoir systématiquement les cahiers des charges des marchés publics et il en assure la diffusion auprès des adhérents par voie informatique de préférence.
- . la veille des vacances de locaux, en concertation avec la ville de Pantin.
- . la présence des adhérents, d'une manière collective dans les salons et foires professionnelles adéquates.
- . Il établit, en lien avec le directeur, la liste des experts et consultants susceptibles de répondre à des demandes "pointues" de la part des adhérents et informe ceux-ci des barèmes d'honoraires habituellement pratiqués.

Ce poste à temps plein est susceptible d'être partiellement pris en charge par le FISAC (cf. infra, 3<sup>ème</sup> partie, les aides au fonctionnement).

Le **chargé de communication** devra faire preuve d'une réelle sensibilité aux métiers d'art et aux problématiques de renouvellement urbain.

Il rédige le cahier des charges pour l'étude de conception de la charte graphique et supervise la réalisation des outils de communication selon un phasage en adéquation avec le lancement du projet. Il lance les différentes opérations de communication et assure, en collaboration directe avec le directeur, la conception des événements.

C'est lui qui gère la stratégie de communication, les objectifs de communication et les cibles visées, le positionnement "commercial" et la nature des messages.

En outre, il rédige le cahier des charges pour la réalisation du site Internet. Il est en charge de sa réactualisation pour laquelle il aura reçu une formation spécifique.

Il décerne le label "Pôle artisanal des Quatre Chemins" à des partenaires ou manifestations extérieures.

En lien avec le directeur et les responsables des structures socio-culturelles du quartier, il sensibilise les populations à l'existence du Pôle artisanal et au respect de ses locaux, en organisant par exemple des visites guidées des différents ateliers.

Le **chargé de documentation** assure la veille documentaire et la revue de presse selon les secteurs d'activités prédéfinis. En lien avec le chargé de communication, il veille à actualiser le site Internet. Il travaille en partenariat étroit avec le comité consultatif des adhérents pour recenser leurs besoins en matière de bibliographie et les orienter vers les centres de ressources adéquates si le ou les ouvrages désirés ne figurent pas au fonds documentaire du pôle artisanal.

Le **chargé d'accueil et de secrétariat**. Son poste est prévu à mi-temps. Ce rythme hebdomadaire a été prévu en fonction des heures d'ouverture proposées (cf. supra, *Les grands principes de la charte*) pour le centre de ressources et peut, bien sûr, évoluer vers un temps plein. La fonction secrétariat est estimée a minima, partant du principe que tous les autres salariés du centre de ressources maîtrise totalement l'outil informatique.

En cas de besoin spécifique des adhérents pour un travail de "traitement de texte", on aura recours aux principes des heures supplémentaires. S'il s'avérait que cela revienne trop fréquemment, son poste sera élargi au temps plein.

En amont de l'ouverture, sera constitué un **Comité de sélection des adhérents** dont la composition actuelle pourra être actualisée. Les nouveaux membres seront choisis parmi les "partenaires identifiés" (cf. Phase I) en tant qu'expert ou personne ressource. Dans les futures sélections effectuées par ce comité, quatre critères primordiaux doivent continuer à présider ces sélections :

- . le niveau qualitatif de la formation des artisans
- . l'innovation créatrice de son activité
- . la viabilité économique
- . contribuer à l'équilibre et la cohérence des trois thématiques retenues.

Un **groupe restreint** dit de "**suivi de projet**" pourra éventuellement être mis en place pour aider le directeur dans la mise en œuvre du projet.

C'est à travers l'activité de ce groupe de consultation que devront être formalisées les synergies d'activités et d'organisation afin que le centre de ressources remplisse pleinement les fonctions qui lui sont assignées lancer la dynamique du Pôle artisanal.

L'ouverture du centre de ressources nécessite la mise en place d'un **comité consultatif des adhérents** réunissant l'ensemble des adhérents bénéficiant de locaux artisanaux dans le pôle et, à terme, des artisans travaillant dans leurs propres locaux.

La périodicité optimale semble au minimum mensuelle au démarrage du pôle. Après la première période de rodage, dont il ne faut mésestimer la durée, cette périodicité pourra être espacée.

Toutefois, il est important de préciser que c'est grâce à ces réunions que le directeur pourra évaluer l'efficacité des actions mises en place et qu'elles répondent aux attentes des adhérents ; ces réunions doivent être mises à profit pour exposer les problèmes rencontrés et permettre de trouver les solutions les plus adaptées.

La programmation générale du lieu et des activités (expositions en particulier) sera établie en concertation avec les besoins respectifs des adhérents.

Ce groupe, et les acteurs qui le composent, constitue une force de proposition qui alimente la réflexion partagée sur le projet qu'incarne le lieu.

Dans l'hypothèse de l'adoption du statut associatif (cf. infra, 3<sup>ème</sup> partie, montage juridique), les membres du comité de sélection et un nombre significatif de représentants des adhérents figurent parmi les membres de l'association de gestion du centre de ressources.

Dans le rapport d'activité annuel soumis à l'assemblée générale, il sera obligatoirement fait mention des indicateurs économiques concernant l'activité des artisans et permettant d'évaluer les retombées des actions menées par le centre de ressources.

---

# **P h a s e I I**

## **2<sup>ère</sup> partie**

### **Pré-programmation architecturale**

---

### Objectifs de la réhabilitation

L'histoire d'une ville, d'un lieu, c'est une lente constitution des espaces délimités par la circulation, les activités, les places et les promenades. Le site de la maison Revel, conservé grâce à la persévérance des habitants est devenu un espace public en "attente" qui implique un processus dynamique. Cet espace appelle la libre rencontre d'ordre social, le *lieu*, favorable à la mise en relation des personnes. D'un morceau de patrimoine enclavé, vestige suranné d'un XIX<sup>e</sup> siècle révolu, il devient "folie urbaine" dans un environnement paysager au cœur de Pantin.

Cependant, la maison Revel, objet architectural isolé, tourne le dos de son pignon aveugle à une partie du site. L'espace public est le lieu où les réseaux peuvent être interconnectés et dans ce contexte, le pavillon doit affirmer sa fonction "Janus" qui offre deux visages. Il s'agit d'offrir une façade patrimoniale à l'entrée du parc, avenue Jean Jaurès et de développer à l'arrière une dimension contemporaine. Cette dernière favoriserait l'échange entre le passé et le présent. Ainsi requalifié, le centre de ressources offrirait un repère urbain vivant et trouverait sa juste vocation.

Cette approche conduit à proposer **deux scénarii** :

- ♦ Le premier scénario consiste à restaurer fidèlement le bâti patrimonial, témoin de l'ère industrielle, et à l'adapter au programme de base qu'induit le futur centre de ressources.
- ♦ Le deuxième scénario, plus ambitieux, dimensionne d'une façon dynamique les besoins, actuels et futurs, du centre de ressources et de ses adhérents. Une construction se greffe à l'arrière de la maison Revel restaurée, doublant la surface des plateaux au profit des utilisateurs. Ce scénario peut également s'effectuer dans un deuxième temps.

Le centre de ressources est un *lieu* de vie qui propose des équipements généraux partagés, un accompagnement individuel pour les adhérents et la mutualisation d'outils et services. L'ensemble de ces services sont organisés à travers des locaux communs qui se présentent de la façon suivante :

## SCENARIO 1

### *Sous-sol*

Le niveau inférieur reçoit une réserve/ archives ainsi que le local technique comprenant notamment la chaufferie et le local poubelles.

### *Rez-de-Chaussée*

Le vestibule d'entrée, accessible depuis un perron ou une rampe handicapés, distribue à droite la structure d'accueil et d'information ; à gauche, la salle d'exposition, vitrine du pôle artisanal qui présente d'une façon permanente la production des artisans et reçoit grâce à du mobilier modulaire, des expositions temporaires.

Les sanitaires et un local détente pour le personnel complètent l'aménagement de ce niveau.

### *Premier étage*

Une bibliothèque/centre de documentation occupe la grande salle. Doté de 500 références sur étagères, le centre est équipé de trois postes informatiques, d'espaces de travail et de lecture. Un espace logistique dédié aux utilisateurs du centre et aux adhérents permet d'y trouver le matériel de consultation et de reproduction. A proximité un local modulable permet les réunions et les séances de formation.

### *Deuxième étage*

Ce niveau est consacré à l'administration du centre. Le bureau du directeur, les deux bureaux individuels des chargés de communication et de développement économique s'ordonnent sur un même plateau.



## SCENARIO 2

Un bâtiment contemporain est construit en extension à l'arrière de la Maison Revel reliée par un jeu de passerelles aériennes. Cette construction asymétrique anime la deuxième façade (aveugle) du site et prolonge les fonctions du centre de ressources en lui procurant une surface complémentaire conséquente et une image de modernité attendue par les utilisateurs.

Le socle de cet édifice est enterré et relié avec les parkings en bordure des parcelles, accessible soit par l'impasse d'Aubervilliers (deux niveaux possibles), soit par la rue Ste. Marguerite (un niveau). Ces deux solutions permettent outre le stationnement des véhicules des utilisateurs et visiteurs, l'accès aux handicapés et pour les livraisons difficilement praticables en surface, compte tenu du traitement piétonnier projeté.

Hormis depuis le sous-sol, le "cube" est distribué à partir de la Maison Revel, bâtiment référent du site, grâce à l'escalier central, véritable colonne vertébrale de l'équipement. Un ascenseur dessert chaque palier, lui-même prolongé par une passerelle desservant un plateau.

### *Deuxième sous-sol*

En option (selon les possibilités avec les parkings mitoyens) accès, aire de stationnement et livraison.

### *Premier sous-sol (semi-enterré)*

En option (selon les possibilités avec les parkings mitoyens) accès, aire de stationnement et livraison.

La nouvelle surface complémentaire est dédiée aux adhérents tant pour les réunions et/ou formation que pour être mis à disposition à titre temporaire selon les besoins spécifiques.

### *Rez-de-chaussée*

Même configuration que pour le scénario 1. L'exposition permanente reste présentée dans le bâtiment ancien et la nouvelle surface est consacrée aux expositions temporaires.

### *Premier étage*

Les espaces de réunion et de formation se répartissent sur le niveau. Le centre de documentation/bibliothèque se répartit avec la logistique sur le plateau créé.

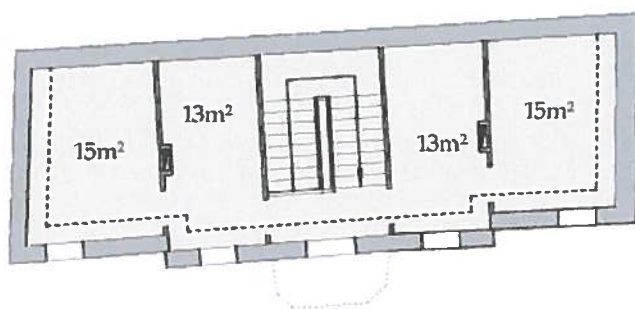
### *Deuxième étage*

Même configuration que pour le scénario 1.

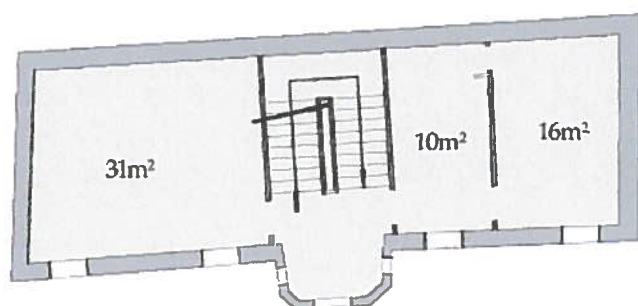
Ainsi, ce volume est constitué de plusieurs plateaux superposés, adaptés à l'évolution du site et habillés de verre et métal permettant une large transparence de jour comme de nuit.

En conclusion, cette "architecture – prisme" attire l'attention du public et révèle la vocation du centre de ressources. Sa gémellité anime la façade arrière ingrate de la Maison Revel et crée un outil opérationnel alliant la pérennité de la mémoire artisanale et la dynamique du pôle des artisans d'art en cœur de site.

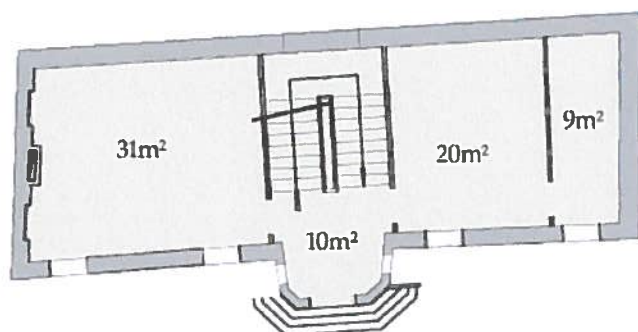
# MAISON REVEL - ETAT ACTUEL



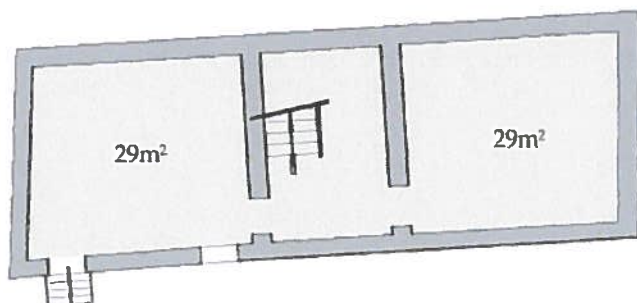
PLAN DU  
COMBLE



PLAN DU  
1er ETAGE



PLAN DU  
RDC

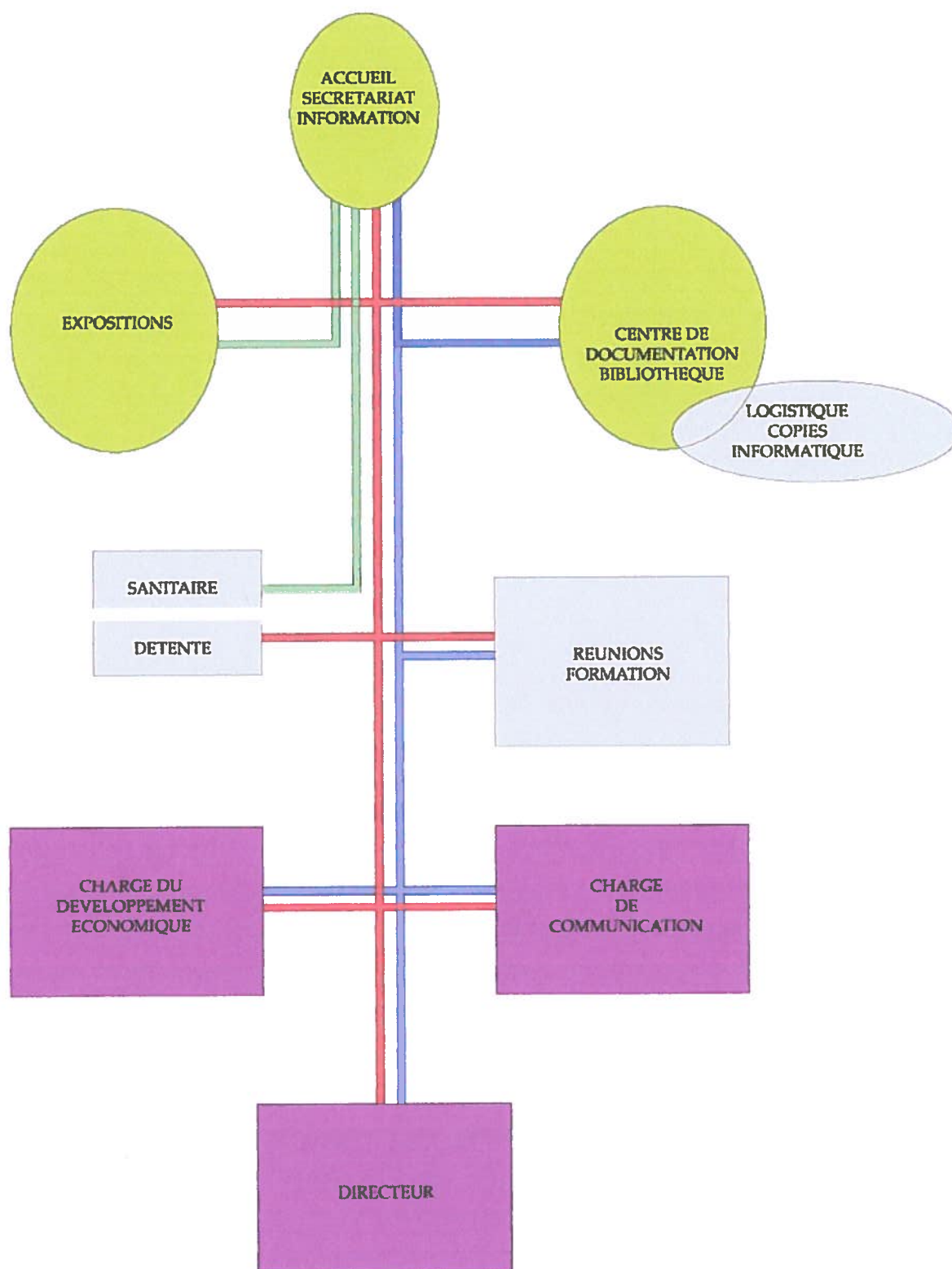


PLAN DU  
SOUS SOL

ECH 1/200°  
schémas

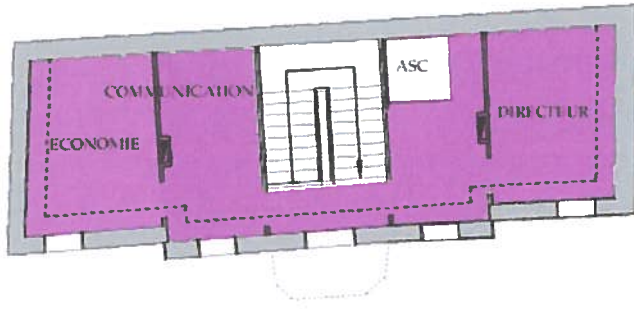
# PÔLE ARTISANAL DES QUATRE CHEMINS

## DIAGRAMME FONCTIONNEL DU CENTRE DE RESSOURCES

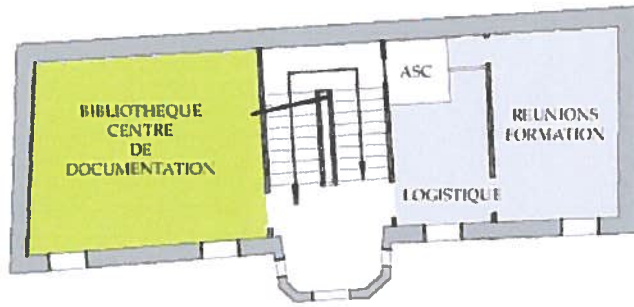


- CIRCUIT PUBLIC
- CIRCUIT SUR RDV
- CIRCUIT PERSONNEL

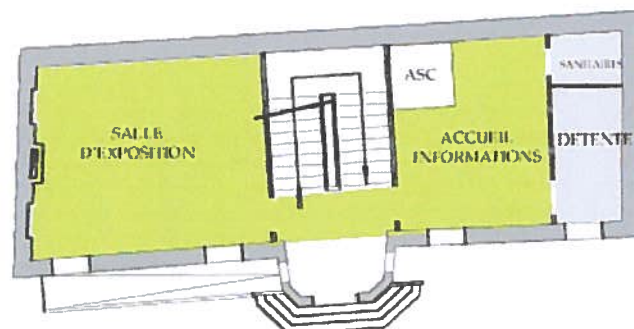
# MAISON REVEL - SCENARIO 1



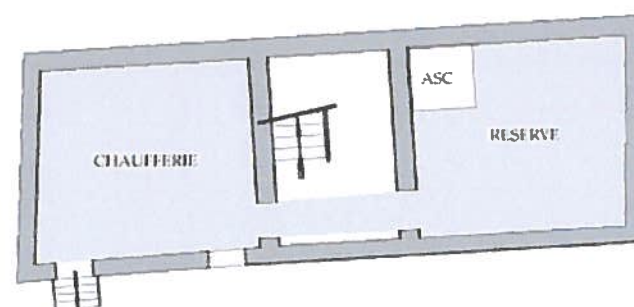
PLAN DU  
COMBLE



PLAN DU  
1er ETAGE



PLAN DU  
RDC

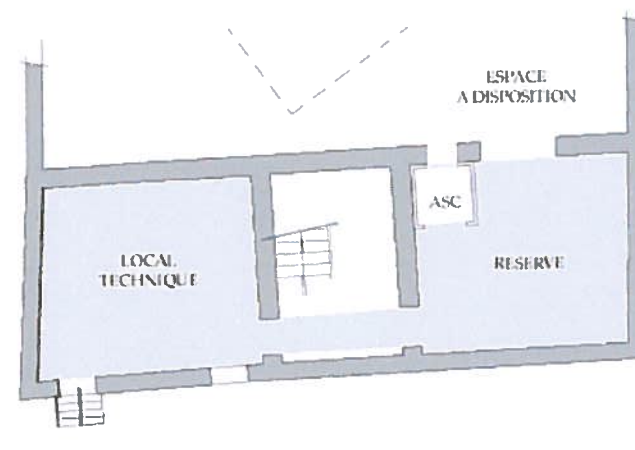
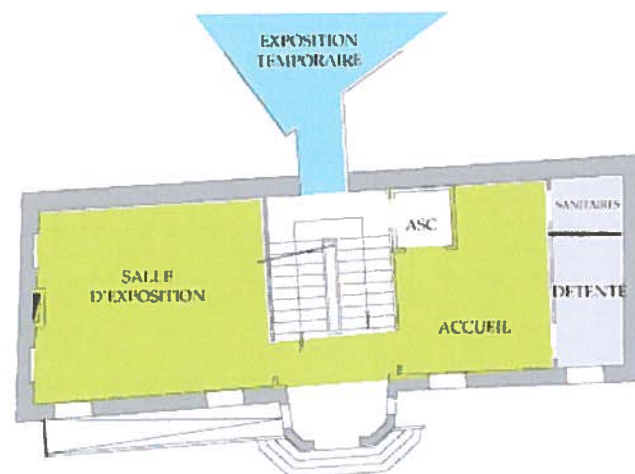
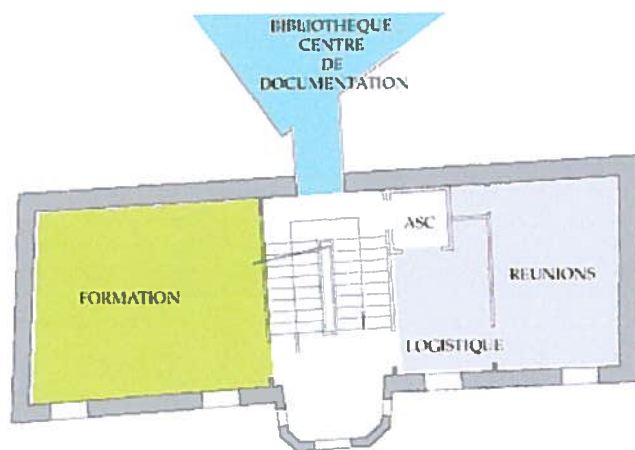
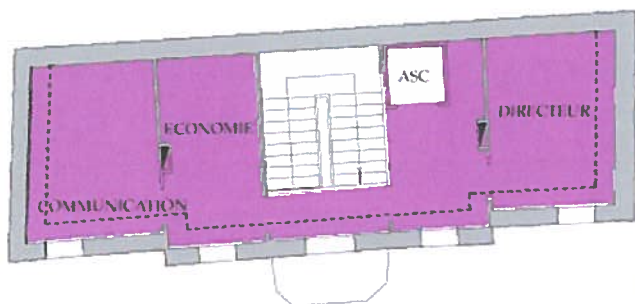


PLAN DU  
SOUS SOL

ECH 1/200°  
schémas



# MAISON REVEL - SCENARIO 2



ECH 1/200°  
schémas

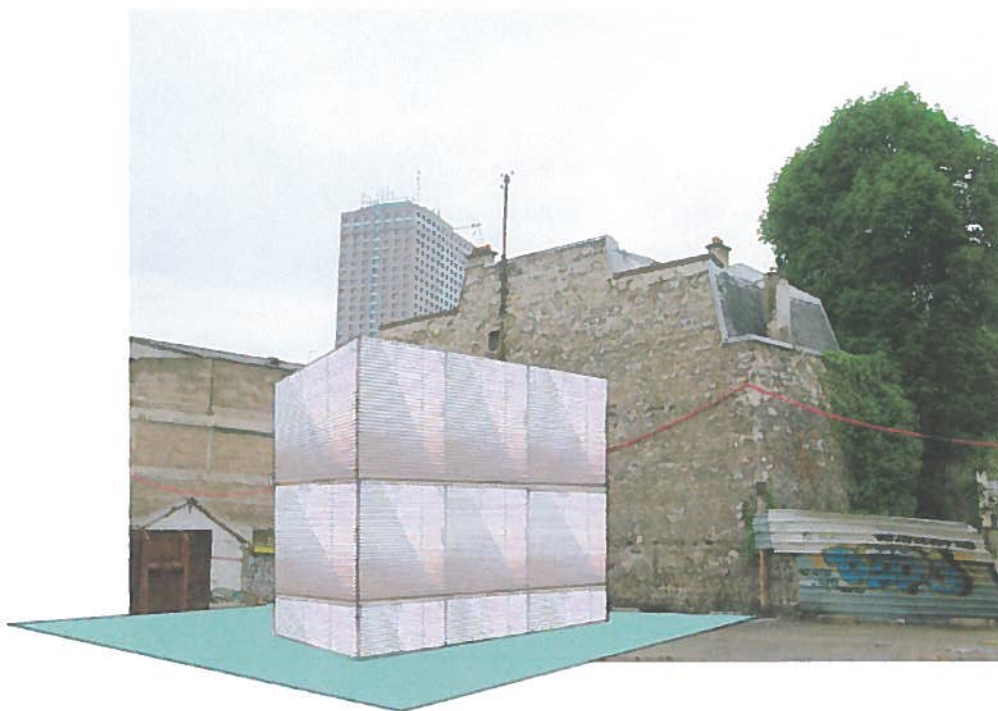
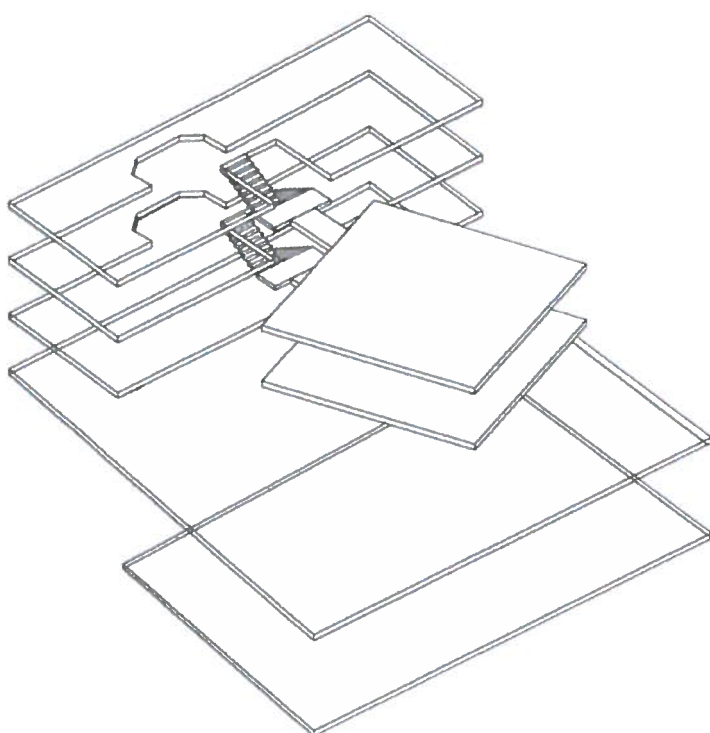
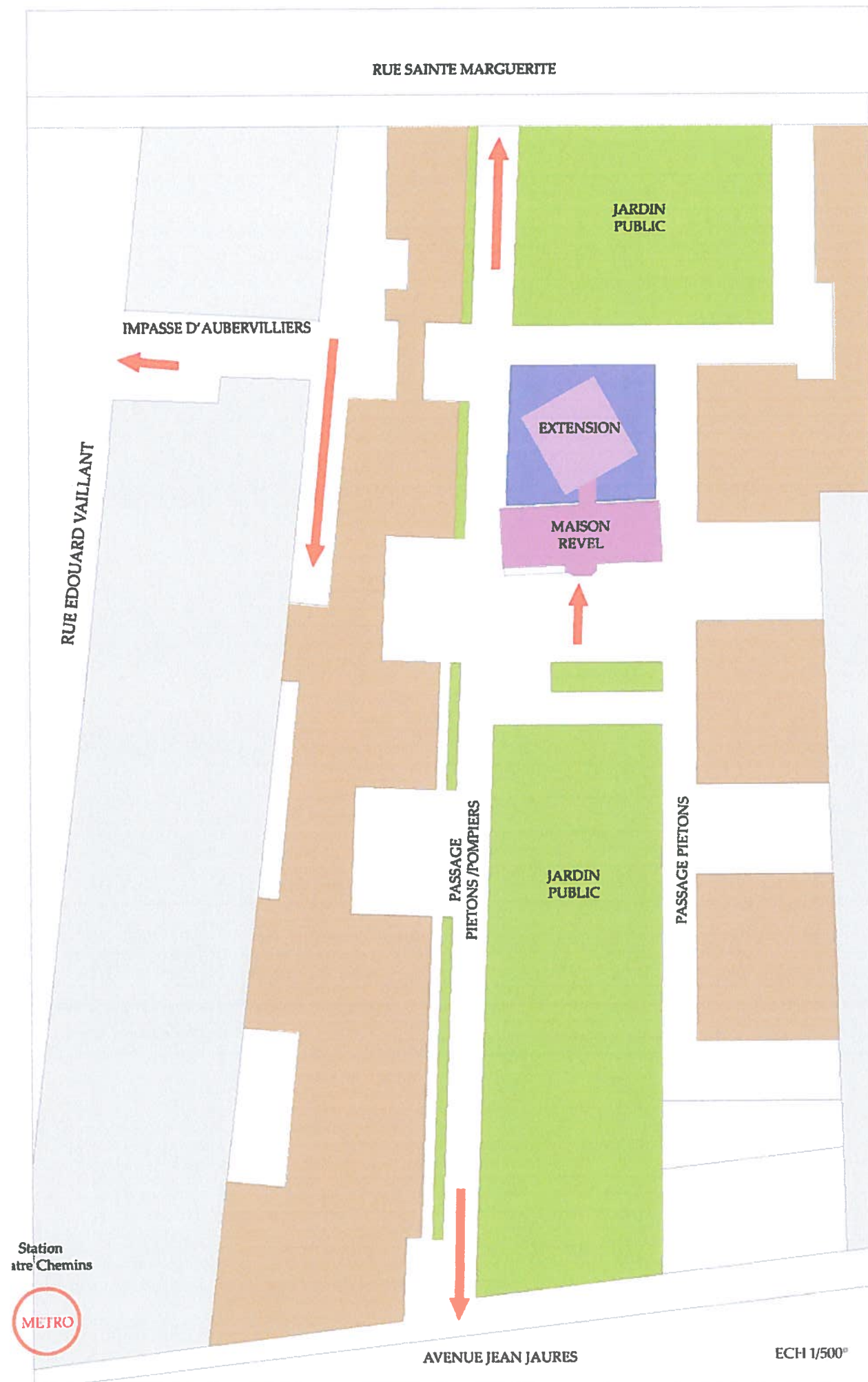


PHOTO-MONTAGE SCENARIO 2



AXONOMETRIE

## LOCALISATION ET LIAISONS DU CENTRE DE RESSOURCES

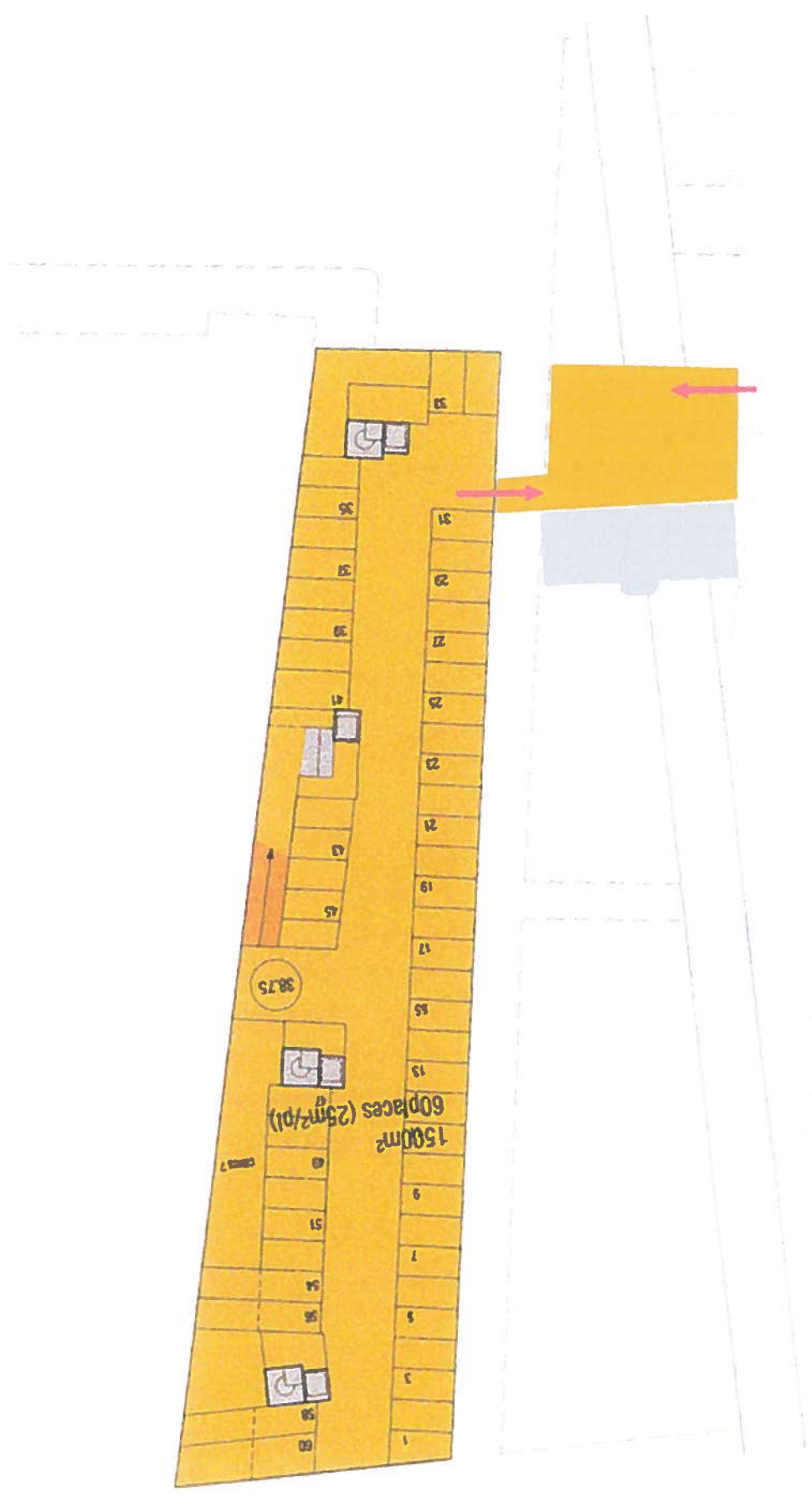


## LOCALISATION ET LIAISONS DU CENTRE DE RESSOURCES - 1<sup>er</sup> SOUS-SOL -





CALISATION ET LIAISONS DU CENTRE DE RESSOURCES - 2ème SOUS-SOL -





---

# **P h a s e I I**

## **3<sup>ème</sup> partie**

### **Ingénierie de projet**

---

## Construction de l'activité de la structure

### Calendrier d'activités

Activités	Centre de ressources
<i>Expositions</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 exposition permanente gratuite représentant la vitrine du Pôle artisanal et réactualisée tous les ans.</li> <li>- 3 expositions temporaires gratuites en production propre ou accueillie /an.</li> </ul>
<i>Centre de Documentation</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Objectif souhaitable de 500 références en fonds documentaire.</li> <li>- Dont 10 à 20 abonnements professionnels par an.</li> <li>- Développer l'inventaire bibliographique par thématique sur internet.</li> <li>- Accès permanent aux adhérents et aux partenaires du Pôle artisanal.</li> <li>- Accès sur RV pour le grand public.</li> </ul>
<i>Evènements « externes »</i>	<p>1 à 3 événements / an dont l'organisation des « Rencontres des Métiers d'Art » en lien avec l'opération nationale des « Journées des Métiers d'Art » et la participation à la « Semaine Nationale de l'Artisanat ».</p>
<i>Evènements « internes », propres au Pôle</i>	<p>2 à 4 événements / an du type rencontres/débats à la demande des artisans.</p>
<i>Formations</i>	<p>1 à 3 formations par an en fonction des besoins des artisans membres du Pôle.</p>
<i>Résidences d'artistes</i>	<p><i>En année N + 4 ou 5</i> <i>1 résidence par an</i></p>

## Les expositions

> En ce qui concerne l'*exposition permanente*, il s'agit de situer le cadre historique du quartier des Quatre Chemins de Pantin, de présenter la Maison Revel et de montrer l'évolution et le rôle des métiers d'art dans ce quartier et cela afin de pouvoir répondre aux interrogations suivantes :

- Pourquoi un Pôle artisanal a-t-il été mis en place ?
- Pourquoi s'est-il implanté dans ce quartier pantinois ?
- Pour quelles raisons le Centre de ressources de ce Pôle s'est-il installé dans la Maison Revel ?

Les réponses à ces questions permettront de donner une identité effective au Pôle artisanal et à son Centre de ressources, d'intégrer cette nouvelle structure dans le quartier et d'en faciliter l'appropriation par avec ses habitants et l'ensemble de ses usagers.

> Outre cette introduction historique du quartier, l'espace d'exposition servira de « vitrine » du Pôle, de « show-room ». Aux termes de la charte d'adhésion, chaque adhérent du Pôle est tenu d'offrir au Centre de ressources une œuvre représentative et symbolique de sa production. L'ensemble de ces créations ainsi réunies sera présenté dans l'exposition permanente.

La programmation des *expositions temporaires* répond aux objectifs suivants :

- . faire connaître le monde des métiers d'art, ses différents métiers, ses pratiques et ses techniques,
- . exposer, soit de manière collective, soit de manière individuelle, les productions des adhérents,
- . accueillir des expositions provenant d'autres structures, ou co-produites avec elles, afin de faire connaître des productions "d'ailleurs" répondant aux trois thématiques.

> En l'état actuel des artisans présents sur le pôle, le principe de l'*exposition vente* est difficile à mettre en place. Toutefois, l'implantation de certaines activités produisant des œuvres facilement commercialisables conduira le Pôle à étudier cette éventualité. Des expositions-ventes pourront alors être organisées par le Centre de ressources sur demande des artisans. A cet occasion, l'artisan partagera la mission d'accueil avec le personnel du Centre de ressources. A l'instar des pratiques habituellement observées, un pourcentage préalablement défini des bénéfices réalisés durant la vente, sera reversé au Centre de ressources (entre 10 % et 20 % selon un contrat préalable signé entre l'artisan et le Centre).

## Le Centre de Documentation

En ce qui concerne le Centre de ressources pantinois, la proximité du CND et de la Cité de la musique ainsi que le développement généralisé de l'outil informatique ramènent l'objectif souhaitable à 500 références en fonds documentaire en N+5 à raison de 100 / an. En contrepartie, les abonnements à des revues professionnelles souvent onéreuses mais sources d'actualités récents, sont privilégiés.

## *Les événements « externes au Pôle »*

La participation aux différents événements nationaux tels que les « Journées des Métiers d'Art » et la « Semaine Nationale de l'Artisanat » permet au Centre de bénéficier d'une communication d'ampleur nationale. Il est impératif de profiter de ces rendez-vous pour organiser des manifestations particulières telles que les *Rencontres des métiers d'art* et des visites guidées des ateliers à destination de publics non initiés du type "portes ouvertes".

> En moyenne deux *portes ouvertes* « Pôle artisanal » par an seront par ailleurs organisées pour présenter le travail des artisans et faire connaître le Pôle artisanal de Pantin.

## *Les formations et les événements « internes au Pôle »*

> Les *formations collectives* aux artisans et les *conférences/débats* seront gérés par le Centre de ressources avec l'aide de ses partenaires (Chambre des Métiers, SEMA, ...). Leur programmation et leur contenu précis seront établis en concertation avec les adhérents du Pôle.

Les modules de formation seront construits en partenariat avec les organismes professionnels consulaires représentatifs (Chambre des métiers pour les artisans, CCI pour les industriels comme Hermès ?) qui jugeront de l'intérêt des formations proposées par rapport à leur activité.

On prendra l'attache des Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA) pour vérifier leur possibilité d'intervention selon les catégories professionnelles concernées.

Dans un premier temps, les modules ont un contenu "assez généralistes" pour attirer un nombre maximal d'artisans. Pour les formations collectives, des groupes de niveaux différents pourront être mis en place. Puis, le Centre de ressources doit être capable de construire des modules "sur mesure" pour répondre à des demandes sectorielles. Il peut s'agir de stages de "gestion" ou de stages pratiques.

La construction des modules et des supports pédagogiques a été évaluée à une demie journée de travail ; le démarchage également sur la base d'un forfait de 750 € la journée. Les formations se déroulent sur une journée sur la même base forfaitaire. Les formations ne sont ouvertes qu'à partir de 10 inscriptions. Le coût global d'une formation est valorisé à 1 500 €.

Elles peuvent être facturées au coût réel, ou selon un taux variable (généralement 50 % du coût réel) si d'autres organismes abondent leur financement.

Le financement des formations sera assuré par le Centre, l'organisme professionnel agréé et éventuellement par l'artisan si les coûts de mise en œuvre le nécessitent.

Outre les stages de formation assurés en interne par le Pôle, le Centre de Ressources doit être capables de fournir toutes documentations sur des stages existants et d'orienter les adhérents ainsi que de les aider à assurer les démarches administratives nécessaires (prise en charge par les OPCA concernés par exemple).

## *Résidences d'artistes*

Les résidences d'artistes, de designers et d'artisans constituent un projet artistique et culturel. Elles permettent d'attirer des artistes sur le territoire et, ainsi, d'en revaloriser l'image.

Les grands axes d'une résidence sont précisées dans une charte de définition établis par les différents partenaires du lieu. Cette charte doit servir à rédiger la convention passée avec les artistes. Celle-ci est un document contractuel entre la structure et l'artiste en résidence qui précise les objectifs et les modalités de l'événement.

L'organisateur peut, par exemple, mettre à la disposition de l'artiste : un lieu de travail (un atelier et des outils), un logement, une assistance technique et une aide financière (allocation de séjour comprenant les repas, les déplacements, les frais techniques et le travail de recherche).

Il est possible de ne pas verser d'allocation si l'hébergement est gratuit.

Si l'artiste ou le designer souhaite dépasser le stade de l'esquisse et réaliser un objet fini, des conventions de collaboration pourront être passées avec des artisans ou des industriels ; ceux-ci mettent à disposition leurs outils et leurs savoir-faire et bénéficient en échange de la créativité des artistes en résidence ainsi que de l'exclusivité des débouchés en cas de réédition de l'œuvre.

Le recrutement se fait sur dossier par un collège d'experts en arts plastiques constitué du directeur de la structure et de représentants des partenaires (SEMA, Chambre des Métiers, Comité consultatif des adhérents).

Dans le cas de Pantin, il semble intéressant d'associer à ce travail artistique une mission pédagogique en direction des jeunes habitants du quartier.

Les charges liées au déroulement des résidence artistique (une par an) sont estimées en moyenne à 35 000 €. Ce forfait comprend les droits d'auteur, les coûts artistiques, l'organisation des restitution, les déplacements et hébergements). Ce type de dépenses n'est pas inclus dans le budget prévisionnel puisque son démarrage n'interviendrait qu'à moyen terme.



## Estimation des publics

Les hypothèses de fréquentation ont été déterminées à partir de plusieurs paramètres :

### 1/ La présence d'entreprises artisanales autour du Centre de Ressources :

→ La Seine-Saint-Denis<sup>1</sup> regroupe 16 163 entreprises artisanales, soit 12,5 % des entreprises artisanales d'Ile de France.

Quant à Paris, on en note 36 486, soit 28,1 % des entreprises artisanales d'Ile de France.

→ L'ensemble de la Seine-Saint-Denis regroupe en 2003, 170 artisans d'art inscrits à la Chambre des Métiers ; les communes limitrophes de Pantin en concentrent une vingtaine.

Quant à la ville de Pantin, on en note 4.

	Nombre d'"artistes auteurs d'œuvre graphique et plastique" inscrits à la Maison des Artistes <sup>2</sup>	Nombre d'artisans inscrits à la Chambre des Métiers	Nombre d'artisans d'art inscrits à la Chambre des Métiers	Part que représente les artisans d'art parmi les artisans (en pourcentage)
<b>Pantin</b>	47	267	4	1,05 %*
<b>Seine-Saint-Denis</b>	956	16 163	170	1,05 %
<b>Ile de France</b>	13 699	128 995	1290 2580	1 %** 2

\* On extrapole le nombre moyen d'artisans à Pantin en prenant comme référence la part d'artisans d'art parmi les artisans en Seine-Saint-Denis.

\*\* En moyenne et d'après le périmètre du « noyau central », 1 à 2 % des artisans sont des artisans d'art. On estime alors le nombre d'artisans d'art situé en Ile de France entre 1 290 et 2 580 personnes.

### 2/ On distingue trois cercles de population autour du Centre de Ressource :

→ La population du premier cercle autour du Pôle artisanal, Pantin et Aubervilliers :

Le Quartier des Quatre Chemins, 20 000 habitants, se situe à la frontière des deux communes de Pantin, 50 000 habitants, et d'Aubervilliers, 63 000 habitants.

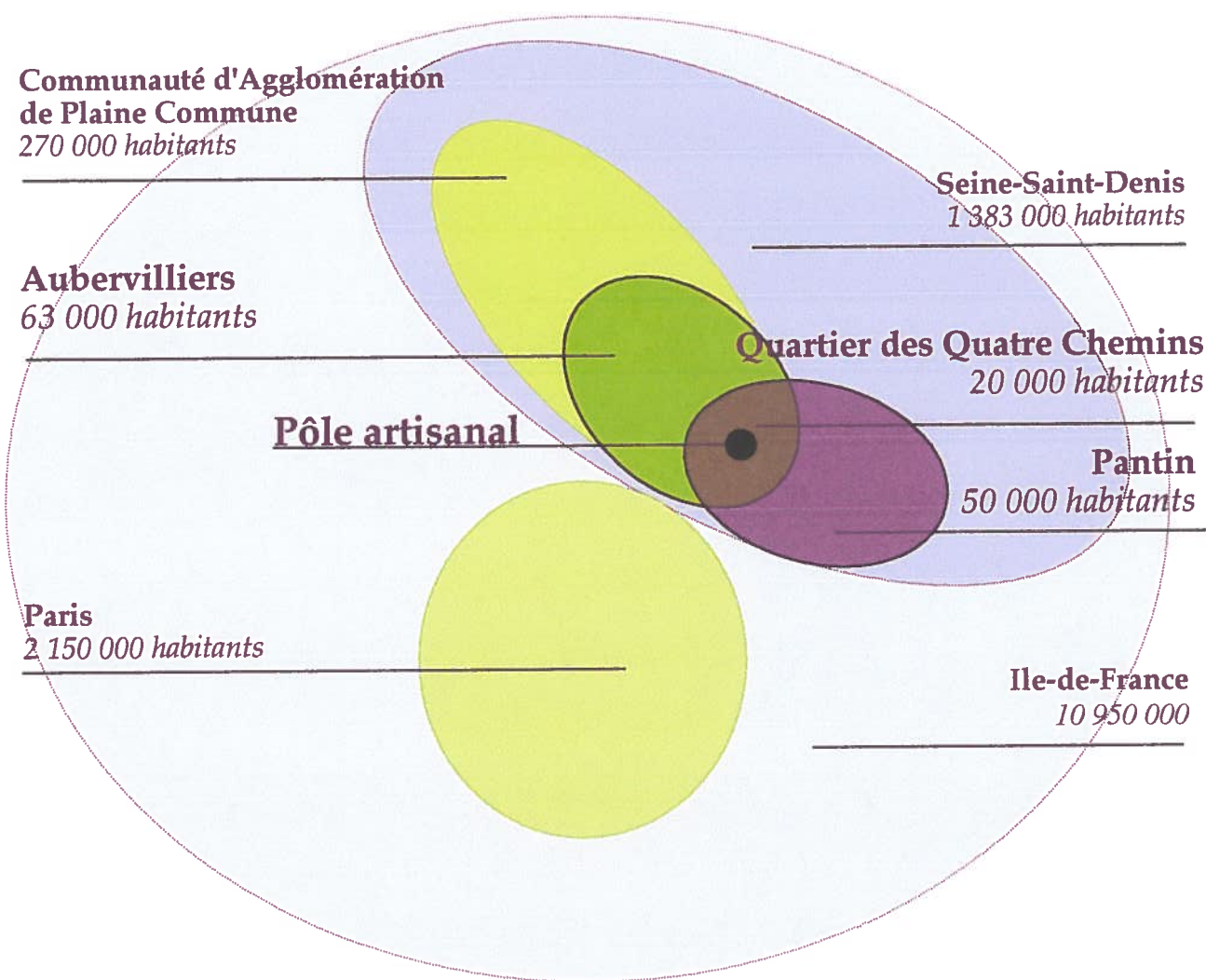
→ La population totale du département de la Seine-Saint-Denis représente 1 383 000 habitants.

→ Enfin, la population totale de l'Est parisien qui comprend les 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements, représente 540 268 habitants.

<sup>1</sup> Chiffres de 2002

<sup>2</sup> Chiffres de la Maison des Artistes

## Aires d'attraction du pôle artisanal des Quatre Chemins données RGP 1999



### 3/ La fréquentation des structures de concepts similaires et/ou géographiquement proches:

→ La fréquentation du centre de ressources de la SEMA est estimée entre 50 et 80 visiteurs par semaine en 2002.

→ La fréquentation du Passage Thiaffait, Village des Créateurs à Lyon est de 40 à 80 personnes par semaine en 2002. Ce nombre dépend de l'importance des actions de communication réalisées.

Pour une agglomération de l'importance de celle de Lyon, en outre historiquement sensibilisée aux thématiques "textiles", ce nombre apparaît comme particulièrement peu élevé. Il convient donc de souligner que l'attraction potentielle du Centre de ressources du Pôle artisanal des Quatre Chemins auprès du "grand public" doit être mesurée d'une manière prudente et qu'il est sage de prévoir une lente montée en puissance pour asseoir la notoriété du pôle.

→ La fréquentation de la Cité des Sciences est de 3 088 000 visiteurs en 2000 dont 208 000 à la Cité des métiers (entrée gratuite).

Le public francilien de la Cité des Sciences vient pour 45 % de Seine Saint Denis.

L'EPPGHV représente un potentiel de fréquentation non négligeable. Néanmoins, le taux de pénétration des visiteurs de l'EPPGHV vers le futur Centre de ressources de Pantin est implicitement très faible étant donné les différences de motivations des visiteurs entre les deux structures. Toutefois, le directeur et le chargé de communication œuvreront pour attirer le plus de visiteurs possibles vers le quartier des Quatre Chemins.

Le responsable de la structure devra mettre en place un système d'évaluation de l'origine géographique des "visiteurs" et veiller à un équilibre entre la population « locale » et celle parisienne.

Ces différents paramètres ont permis de dresser le scénario de fréquentation et son évolution à 3 ans en termes d'objectifs ambitieux mais réalistes pour autant que le programme d'activités et de moyens soient mis en cohérence et totalement mobilisés. Si un des moyens venait à faire défaut, cela reculerait d'autant la stabilisation prévue à 3 500 visiteurs comme objectif conservatoire. Toutefois la progression proposée pourra être étendue sur une période plus longue. En effet, cette projection doit être tenue comme une aide au pilotage dans la mise en œuvre du projet. Il conviendra d'être "réactif" dans la gestion de la structure et de réajuster les moyens en conséquence si l'objectif N ou N + 1 ou + 2 n'est pas atteint.

La progression entre l'année N et N + 2 et 3 suppose que l'on suive les préconisations en matière de communication et de renouvellement des expositions temporaires.

Le nombre d'adhérent a été défini sur la base de trois paramètres suivants :

- La première tranche de locaux EPARECA compte 8 locaux.
- La deuxième tranche avec la mise en place de la ZAC Villette / Quatre Chemins en comptera 7 à 8.
- L'existence de quelques locaux épars dont celui de Mme Luttenbacher.

Le nombre d'adhérents au Pôle artisanal est estimé à 10 personnes en N. Dans un souci d'efficacité et selon la structuration proposée pour l'équipe, le nombre d'adhérents ne devra pas dépasser 20 artisans. Si les demandes s'avéraient trop importantes, le temps de travail du personnel et le nombre de postes seraient augmentés. 5 ETP doivent permettre de réunir 25 adhérents. Il s'agit de fournir aux artisans une réelle valeur ajoutée par leur adhésion au Centre de Ressources. En l'absence d'exemple similaire, le nombre maximal d'adhérents est difficile à estimer : 30, 40, 50 ou plus ? Seul paramètre vérifiable : la concentration renforce les synergies de développement.

En ce qui concerne les événements « extérieurs », on notera que la « Semaine Nationale de l'Artisanat », organisée du 15 au 22 mars 2003, a reçu 350 000 personnes sur tout le territoire français. En accueillant les visiteurs au sein même de leurs entreprises et en allant à leur rencontre dans les écoles ou dans le cadre de manifestations spécifiques, les artisans ont sensibilisé le public aux filières de formation, aux opportunités d'emploi et aux perspectives de création ou de reprise d'une entreprise artisanale.

Quant aux « Rencontres des Métiers d'Art », organisées les 29, 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2002, Pantin a accueilli en moyenne 550 personnes dont 150 scolaires. Cet événement, en lien avec les « Journées des Métiers d'art », a pour objectif de mettre en

évidence, pendant ces trois jours, les professionnels et les acteurs des métiers d'art qui se sont associés pour ouvrir les portes de leurs ateliers et de leurs écoles. Un véritable public est ainsi attiré par ce genre de manifestation. Dans un tel contexte, la Maison Revel est capable de mobiliser un public relativement important sur des événements autour des métiers d'art, pour autant que la communication prépare correctement l'événement en amont.

Fréquentation du Centre de ressources		
N	N + 1	N + 2
10 adhérents artisans au Pôle	15 adhérents artisans au Pôle	20 adhérents artisans au Pôle
2 500 visiteurs	3 000 visiteurs	3 500 visiteurs

Cette estimation de 3 500 visiteurs au Centre de ressources en N+2 est réaliste et vise le visiteur individuel « grand public ». Il est plus intéressant de se donner comme objectif prioritaire le développement d'une « clientèle » de personnes averties ou de partenaires économiques. Insérer le Centre dans un circuit de "tourisme de découverte économique" de la Seine-Saint-Denis semble néanmoins une opportunité même si l'impact de ce type de tourisme ne sera que minime pour le Pôle artisanal.

### Caractéristiques du Centre de ressources

Le choix du statut juridique du Centre de ressources doit être considéré comme **une des conditions de réussite de l'équipement**.

Ce choix est complexe car il ne s'agit pas seulement de gérer un projet mais également d'associer des partenaires ayant des statuts différents et de concilier de multiples objectifs.

Le statut doit impérativement :

- ◆ fédérer les différents partenaires publics et privés autour d'un même projet.
- ◆ assurer l'intégration de l'équipement dans son environnement urbain.
- ◆ permettre la création d'une dynamique et d'un réseau autour du Pôle artisanal
- ◆ pouvoir évoluer en fonction de la « montée en charge » de l'équipement.

Ainsi, certains préalables doivent être posés pour déterminer le mode de gestion le plus adapté pour assurer cohérence et efficacité à l'équipement.

Cernons donc tout d'abord les caractéristiques du futur Centre de ressources.

Il s'agit d'un équipement :

- ◆ en priorité ouvert aux membres du Pôle artisanal mais également à toutes les personnes concernées par les métiers d'art,
- ◆ qui assure la notoriété du Pôle,
- ◆ qui soutient les artisans,
- ◆ de développement des métiers d'art,
- ◆ assurant une mission d'intérêt public,
- ◆ qui doit associer des partenaires publics et privés.

1. **LA REGIE DIRECTE dotée de l'autonomie financière** est une structure juridique qui peut convenir au Centre de ressources si l'objectif de la ville de Pantin est de conserver la maîtrise de l'activité et de la mise en œuvre de sa politique culturelle.

Cette structure est une forme intermédiaire entre la régie directe, et la régie personnalisée dotée d'organes propres (un Conseil d'Administration et un directeur).

Le choix de la régie dotée de l'autonomie financière correspond à la volonté d'isoler le projet du Centre de ressources afin de lui donner une impulsion particulière et une gestion spécifique.

✓ Dans le cadre de la gestion directe dotée de l'autonomie financière, la ville assure sans intermédiaire, avec ses propres moyens, la gestion de l'équipement. Le service ne dispose pas de l'autonomie juridique. La ville conserve alors un contrôle étroit de l'activité.

✓ L'autonomie financière permet d'individualiser les dépenses et les recettes de l'équipement.

>> amélioration de la lisibilité financière de ce service municipal.

>> résout les inconvénients liés aux règles de l'annualité budgétaire et de la non-affectation des recettes.



✓ Ce type de gestion permet de développer des activités au service de la population locale et en particulier d'actions non rentables d'un point de vue strictement économique (garantie de financement).

✓ La régie directe possède néanmoins deux contraintes principales :

- La dépendance totale à l'égard de la commune n'offre pas un cadre favorable à la mise en place d'un réseau de partenaires publics et privés.

- Cette gestion manque de souplesse pour la mise en œuvre d'une politique économique et culturelle ; et, souvent, ne permet pas d'insuffler le dynamisme nécessaire à l'efficacité de la structure, notamment par les règles de gestion du personnel, liées au statut de la fonction publique territoriale.

2. UNE STRUCTURE DE REGIE INDIRECTE semble être la plus appropriée pour le Centre de ressources.

✓ Une structure au mode de gestion personnalisé ou délégué est une structure qui possède une gestion publique, mais autonome, permettant la mise en place de partenariats avec différents interlocuteurs.

✓ Il faut distinguer la gestion personnalisée de la gestion déléguée :

Alors que la gestion personnalisée est une forme de gestion directe dans laquelle la collectivité de rattachement conserve la maîtrise de l'équipement, la gestion déléguée résulte d'un acte contractuel préalable qui précise le contenu des missions déléguées et les relations entre la collectivité et son partenaire.

✓ Sont présentées ici les caractéristiques de différentes formes de gestion personnalisée et déléguée.

a) La gestion personnalisée :

✓ Il existe trois formules de gestion personnalisée, l'établissement public (EP territorial, comme le Syndicat mixte intercommunal, et EP local : EPA, EPIC et EPCC), la régie autonome et le groupement d'intérêt public.

✓ Nous présentons ci-après les caractéristiques de ces trois formules à travers les exemples du Syndicat mixte intercommunal, de l'Etablissement public de coopération culturelle (EPCC), de la régie autonome et du Groupement d'intérêt public à vocation culturelle (GIPC).

## Le Syndicat mixte intercommunal

C'est une forme d'établissement public territorial, c'est-à-dire non un mode de gestion à proprement parler, mais une solution pour mettre en œuvre une activité dont le rayonnement dépasse le cadre communal.

C'est un syndicat de communes : il revêt donc la forme juridique d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI).

Le président, assisté d'un bureau, est l'organe exécutif de l'EPCI. Il prépare et exécute les délibérations de l'organe délibérant de l'EPCI (le comité) composé de délégués élus pour chaque conseil municipal.

Le syndicat mixte « fermé » est exclusivement composé de communes et d'autres EPCI, tandis que le syndicat mixte « ouvert » peut également associer des collectivités territoriales de différents niveaux.

Pour la Maison Revel, le statut « ouvert » serait plus adapté aux nécessités d'associer plusieurs partenaires de différents niveaux territoriaux au projet.

### *Atouts :*

- Une gestion personnalisée alliée à un certain contrôle.
- Une grande liberté dans la conception des statuts.
- La possibilité d'associer d'autres personnes morales de droit public.
- Une certaine garantie de continuité et de pérennité.

### *Contraintes :*

- Des contraintes de gestion liées à l'utilisation des règles de droit public lourdes malgré l'autonomie du budget.
- Un partenariat qui reste limité, puisque ni l'Etat, ni les personnes morales de droit privé ne peuvent y être associés.
- L'éligibilité au FCTVA (fonds de compensation pour la TVA) uniquement si l'ensemble des membres en est bénéficiaire, donc si le statut est celui d'un syndicat mixte fermé.

Ainsi, la formule du syndicat constitue une réponse pertinente à la gestion d'un grand nombre d'institutions culturelles dont la vocation et les missions recouvrent un territoire dépassant le cadre communal et dont le rayonnement culturel s'étend au niveau intercommunal, départemental et/ou régional. Une meilleure répartition des charges financières est réalisée sur l'ensemble des collectivités.

Ce statut n'est pas cohérent avec la nécessité d'associer des partenaires privés au Centre de ressources, telles que les associations et les organisations locales, et avec la dynamique du Pôle artisanal.

## L'Etablissement public de coopération culturelle (EPCC)

✓ L'établissement public local permet de donner à une mission une autonomie statutaire. Il constitue, au contraire de l'établissement public territorial, un mode de gestion d'une activité de service public.

✓ L'EPCC est chargé de la gestion d'un service public culturel contribuant à la réalisation des objectifs nationaux dans le domaine de la culture.

✓ La loi du 14 juin 2001 donne la possibilité aux collectivités territoriales et à leurs groupements de constituer, avec l'Etat, un établissement public de coopération culturelle chargé de la mission de service public culturel.

✓ La volonté exprimée par le cadre législatif nouveau a été de créer un type d'EP qui corresponde à la tradition d'intervention des pouvoirs publics nationaux ou décentralisés dans le domaine de la culture et des arts. Cette structure associe toute la souplesse de fonctionnement d'une association doublée de la rigueur de gestion de l'établissement public.

✓ Il s'agit de donner des dispositions juridiques spécifiques qui assurent la faisabilité des projets et de permettre que les engagements des partenaires soient maîtrisés et pérennisés dans le cadre d'un EP.

✓ Cette structure doit favoriser la coopération intercommunale. Il est prévu que l'Etat puisse être représenté mais sans jamais être majoritaire.

L'objectif est donc de donner une nouvelle impulsion à la décentralisation culturelle.

D'autre part, l'EPCC permet une grande souplesse dans le recrutement.

Enfin, il permet la formation de partenariats avec des institutions publiques comme avec des entreprises privées.

✓ L'EPCC, ne semble néanmoins pas approprié au Centre de ressources.

- La contrainte essentielle de ce nouveau mode de gestion est le manque de recul que nous avons par rapport à sa mise en place, son fonctionnement et son efficacité.

- L'objet social du futur équipement n'est pas spécifiquement la gestion d'un service public culturel contribuant à la réalisation des objectifs nationaux dans le domaine de la culture.

## La régie autonome

- ✓ La régie municipale ou départementale dotée de l'autonomie juridique et financière est un instrument spécifique pour la gestion des services publics industriels et commerciaux. Il est néanmoins possible, depuis 1993, de mettre en place une régie municipale pour la gestion des services publics administratifs.
  - ✓ Elle est dotée d'organes propres : un conseil d'administration, dont les membres sont désignés par le conseil municipal, et un directeur, nommé par le maire sur proposition du conseil d'administration.
  - ✓ Elle applique les règles de la comptabilité publique des communes.
  - ✓ Ce système permet d'individualiser et de rendre autonome une activité qui bénéficie de sa propre organisation et de son budget. Le fonctionnement apporte de la souplesse et responsabilise les autorités chargées du service.
- La collectivité de rattachement peut contrôler étroitement les conditions de mise en œuvre de la mission à la fois par sa présence au sein du conseil d'administration et par les relations financières qui la tient à la régie.
- Les principes comptables et la présence d'un comptable public garantissent le respect des règles en matière budgétaire et comptable et la transparence de l'utilisation des fonds publics.
- ✓ Cette structure assure la participation d'autres partenaires et la diversification des financements.
  - ✓ La régie autonome peut être envisageable pour le Centre de ressources si la priorité est le rattachement de l'équipement à la Ville de Pantin tout en ayant la personnalité morale et financière.

## Le Groupement d'intérêt public à vocation culturelle (GIPC)

C'est un mode de gestion des services publics qui, tout en assurant une plus grande souplesse de gestion (application des règles de gestion privée), soumet la structure à un étroit contrôle.

La gestion et le régime financier du GIP peuvent obéir, néanmoins, aux règles du droit public si les statuts le précisent explicitement ou si le GIP est constitué exclusivement de personnes publiques.

Il est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Le GIP à vocation culturelle, institué récemment<sup>3</sup>, favorise la gestion conjointe par différents partenaires, publics et privés, de structures d'animation et de promotion culturelles.

Le GIP doit, associé à d'autres partenaires publics ou privés, compter au minimum une personne morale de droit public (Etat, collectivité territoriale, établissement public...). Les personnes physiques en sont exclues.

Le GIP est administré par une assemblée générale, un conseil d'administration doté d'un président et d'un directeur.  
Le directeur qui assure le fonctionnement du GIP est nommé par le Conseil d'Administration.

Le GIP est soumis au contrôle d'un commissaire aux comptes.  
Un commissaire du Gouvernement est nommé auprès du GIP et exerce un contrôle a priori des décisions des organes du GIP.  
Il est aussi soumis au contrôle administratif de la Cour des comptes ou de la chambre régionale des comptes.

Il bénéficie de la transparence fiscale, et il ne donne lieu ni à la réalisation, ni au partage de bénéfices car sa gestion est désintéressée.  
Les bénéfices qui pourraient être réalisés seront dépensés dans l'année suivant leur réalisation ou utilisés pour des investissements futurs.

### Contraintes :

→ Une procédure de création longue : le GIP doit recevoir l'approbation préalable du Ministère de la Culture ou du Préfet.

→ Le GIP est constitué pour une durée déterminée, mais la reconduction de la durée est possible.

→ La gestion du personnel est complexe dans le sens où le recrutement direct par le GIP ne peut être que subsidiaire, le principe étant celui de la mise à disposition du personnel par les partenaires.

Ce statut n'est donc pas le plus adapté pour le Centre de ressources du Pôle artisanal.

<sup>3</sup> Ce mode de gestion est apparu dans la Loi "d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement de la technologie de la France" du 15 juillet 1982. Son domaine d'action s'est étendu aux activités physiques et sportives en 1984 et aux activités culturelles depuis la Loi du 23 juillet 1987. Le décret du 28 novembre 1991 met en œuvre les dispositions législatives.



## b) La gestion déléguée :

✓ Elle peut prendre trois formes :

- la délégation à une personne publique de nature administrative.
- la délégation à une personne privée qui est une association loi 1901.
- la délégation à une personne privée autre qu'une association.

Après étude des différentes formes de gestion déléguée, il apparaît que :

✓ **La délégation à une personne publique de nature administrative** est liée à la volonté des collectivités de soumettre l'activité à un régime de droit public, afin de privilégier le caractère d'intérêt général de la mission par rapport aux impératifs économiques.

✓ **La délégation à une personne privée autre qu'une association** ne convient pas : ce mode n'étant intéressant qu'à la condition que la rentabilité, ou au moins l'équilibre financier, de l'activité soit assurée.

Ainsi, on peut d'emblée écarter la solution de la SEM (Société d'économie mixte) et de toute structure de société commerciale pour le Centre de Ressources :

La SEM est vouée à la gestion de services publics industriels ou commerciaux. Il s'agit d'une société commerciale de droit privé qui doit réunir des actionnaires autres que les collectivités locales possédant au moins 20 % du capital.  
De surcroît l'équilibre financier doit être assuré par l'autofinancement.

✓ **La délégation à une association** permet la gestion d'une activité à caractère d'intérêt général dans un but non lucratif en appliquant les règles du droit privé. Elle permet l'association de divers partenaires et l'émergence d'initiatives dans le domaine des politiques culturelles. Il faut cependant encore une fois rappeler l'existence du danger de gestion de fait.

**L'ASSOCIATION LOI 1901** semble être la **structure juridique la plus appropriée** pour le Centre de ressources dans la mesure où elle permet une grande souplesse de gestion et la création d'une activité pérenne et opérationnelle proche de la population.

✓ Cette structure est intéressante pour le regroupement de professionnels (donc de personnes privées) qui seront associés à la gestion de l'équipement.

✓ Elle leur permettra d'avoir un statut moral et des règles de gestion souples pour organiser rencontres entre professionnels et grand public.

✓ Cependant, l'association a la liberté absolue de s'administrer. C'est le règlement intérieur qui fixe les règles de fonctionnement. Il existe donc le risque de la « gestion de fait ». Il faut être particulièrement vigilant sur la répartition des responsabilités.

Il y a gestion de fait lorsqu'une personne physique ou morale s'immisce d'une manière irrégulière dans le maniement des fonds publics, c'est-à-dire sans être comptable public, si l'association n'est qu'un relais de l'administration ou de la collectivité locale en vue notamment de contourner les règles de la comptabilité publique ou du droit de la fonction publique ou encore du droit des marchés publics.

Si en revanche, l'association subventionnée dispose d'un pouvoir de décision autonome, le juge écarte la gestion de fait.

Les juridictions administratives et financières ont le pouvoir de sanctionner les élus qui participent aux associations s'ils apparaissent comme des comptables de fait ou dirigeants réels du service public communal (article L. 231 du Code électoral).

Le mode de gestion le plus approprié pour le Centre de ressources est la délégation à une association loi 1901. L'objectif étant de privilégier son autonomie et la création d'un réseau de professionnels des métiers d'art.

Par ailleurs, une convention passée entre la commune de Pantin et le Centre de ressources précisera le rôle de l'association et les objectifs à moyen et long terme du Centre. Les conditions dans lesquelles la mission sera gérée et la nature du contrôle exercée par la ville seront ainsi précisées.

## Tableaux des atouts et contraintes des statuts juridiques envisageables pour le Centre de ressources

Nature Juridique	Mode de gestion	Objet social	Organisation	Atouts	Contraintes
Régie directe dotée de l'autonomie financière ( mais non de l'autonomie morale)	Règles de droit public	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Activité de service public culturel</li> <li>- Statut de service municipal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un budget annexe au budget général de la commune.</li> <li>- Organes de gestion propres distincts de ceux de la ville de Pantin avec un conseil d'administration et un directeur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les dépenses et les recettes du Centre de ressources sont individualisées.</li> <li>- Le projet du Centre de ressources est isolé afin de lui donner une impulsion particulière et une gestion spécifique.</li> <li>- La commune garde une grande maîtrise de l'activité et de la mise en œuvre de sa politique culturelle.</li> <li>- Contrôle étroit de la commune sur l'équipement.</li> <li>- Permet de développer des activités au service de la population locale et en particulier d'actions non rentables d'un point de vue strictement économique (garantie de financement).</li> <li>- Activité culturelle de personnes publiques non assujettie à la TVA, IS, TF, TP.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'équipement est placé sous l'autorité directe du pouvoir local ce qui n'offre pas un cadre favorable à la mise en place d'un réseau de partenaires publics et privés.</li> <li>- Absence de souplesse de ce mode de gestion (bureaucratisme et lourdeur du coût financier) qui intègre très peu l'impératif d'efficacité.</li> </ul>

Nature Juridique	Mode de gestion	Objet social	Organisation	Atouts	Contraintes
Régie autonome	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Règles de la comptabilité publique de la commune.</li> <li>- Gestion personnalisée</li> <li>- Présence d'un comptable public</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Activité de service public culturel</li> <li>- Régie municipale</li> </ul>	<p>L'administration est confiée à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un CA qui comprend de 3 à 5 membres désignés par le conseil municipal.</li> <li>- Le président et un ou plusieurs vice-présidents sont désignés par le CA.</li> <li>- Le directeur de la régie est nommé par le maire sur proposition du CA. Il assure, sous l'autorité et le contrôle du président, le fonctionnement de la régie et exerce la direction du service, sous réserve de l'application des dispositions comptables. Il a autorité sur le personnel qu'il recrute et il peut le licencier.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La composition du CA est un moyen d'associer divers partenaires publics et privés à la gestion de l'équipement.</li> <li>- Ce système permet d'individualiser et d'autonomiser une activité qui bénéficie de sa propre organisation et de son budget.</li> <li>- Le fonctionnement apporte de la souplesse et responsabilise les autorités chargées du service.</li> <li>- Respect des règles en matière budgétaire et comptable garantie ainsi que la transparence des fonds publics.</li> <li>- La commune contrôle étroitement les conditions de mise en œuvre de la mission à la fois par sa présence au sein du conseil d'administration et par les relations financières qui la lient à la régie.</li> <li>- Activité culturelle de personnes publiques non assujettie à la TVA, IS, TF, TP.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La collectivité de rattachement conserve la maîtrise de l'équipement.</li> <li>- Ce système peut empêcher le Centre de ressources de développer une identité propre et facilement repérable.</li> </ul>

Nature Juridique	Mode de gestion	Objet social	Organisation	Atouts	Contraintes
Délégation à une personne privée qui est une association loi 1901	<p>Règles de droit privé.</p> <p>Une convention est passée entre la commune et l'association. Elle précise les conditions dans lesquelles la mission sera gérée et la nature du contrôle exercée par la commune.</p>	<p>Activité d'intérêt générale dans un but non lucratif : les bénéficiaires ne peuvent pas être partagés entre ses membres.</p>	<p>L'administration est confiée à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Un CA élu par l'assemblée générale qui a des pouvoirs très étendus.</li> <li>Un président désigné par le CA ou élu par l'assemblée.</li> <li>Deux adhérents minimum.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Grande souplesse de gestion</li> <li>Création souple qui ne requiert ni autorisation, ni déclaration préalable, ni constitution obligatoire de capital</li> <li>Permet la mise en place d'un partenariat public-privé</li> <li>Personne de droit privé sans caractère lucratif : pas assujettie à l'IS, TP.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>A la liberté absolue de s'administrer. Le règlement intérieur fixe les règles de fonctionnement.</li> <li>Risque de « gestion de fait ». L'association ne doit pas être le seul prolongement d'un service public pour échapper à la comptabilité publique.</li> <li>L'association est moins compatible avec une gestion professionnelle de l'activité. Il faut être vigilant sur la répartition des responsabilités. Les statuts devront donc indiquer clairement les responsabilités du CA, du président et du directeur en charge de la gestion.</li> </ul>



# Tableau récapitulatif des investissements

	Maison Revel scénario 1 (sans extension) 400 m <sup>2</sup> SHO	Maison Revel scénario 2 (avec extension) 600 m <sup>2</sup> SHO
Communication	23 000 €	23 000 €
Site Internet	8 000 €	8 000 €
Exposition permanente > espace de 50 m <sup>2</sup> SHO > ratio retenu : 1 500 euros / m <sup>2</sup>	75 000 €	75 000 €
Fonds documentaire du CR > 100 documents / an > moyenne de 16 euros / document	1 600 €	1 600 €
Equipement mobilier dont l'investissement en logistique pour les artisans	30 000 €	40 000 €
<b>sous total HT</b>	<b>137 600 €</b>	<b>147 600 €</b>
Réalisation architecturale > HT et Hors Honoraires > ratio retenu : 1 500 euros / m <sup>2</sup>	600 000 €	900 000 €
Montant des Taxes, Honoraires et Frais des études techniques préalables > ratio retenu : 40 % du Prix HT de la réalisation architecturale	240 000 €	360 000 €
<b>Réalisation architecturale &gt; Toutes Dépenses Confondues et hors exposition permanente</b>	<b>840 000 €</b>	<b>1 260 000 €</b>
<b>Total HT</b>	<b>977 600 €</b>	<b>1 407 600 €</b>

Niveau de Compétence	Nature de l'équipement	Centre de ressources du Pôle artisanal des Quatre Chemins	Maison REVEL	Statut Associatif
Etat > DRCA (secrétariat d'Etat aux PME, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation). > DRAC (ministère de la Culture et de la Communication)		FISAC 40% : signalétique des espaces artisanaux du Pôle artisanal. DRAC (au travers du CPER et du Contrat de Ville) : Aménagement du territoire et élargissement des publics. CPER (2000-2006) : Participation de l'Etat, en moyenne, à hauteur de 45%.		
Région		CPER (2000-2006) : Participation de la Région, en moyenne, à hauteur de 55% - Partie 2> article 10 : Tourisme> action 2 - Partie 2> article 12 : Emploi, Formation, Insertion> action 4 - Partie 3> article 15 : Culture> action 2 - Partie 4> article 19 : Politique de la ville et requalification urbaine> action 1  Hors CPER : - « Qualité de vie » : soutien complémentaire au CPER - « Emploi » : soutien à l'artisanat	Hors CPER : « Qualité de vie » : réhabilitation du patrimoine culturel	
Département		Soutien au cas par cas pour des projets à échelle départementale avec une dimension emploi, insertion et/ ou un caractère innovant.  CDT (Schéma Régional du Tourisme) : Investissements matériels permettant de présenter et représenter le Pôle artisanal.		

Les différents dispositifs de financement sont détaillés ci-dessous :

## 1. A. L'Europe

Le quartier des Quatre Chemins n'étant pas éligible aux fonds structurels européens<sup>4</sup> au titre de l'objectif 2, le Centre de Ressources ne peut donc pas bénéficier de l'aide du FEDER concernant la reconversion économique et sociale des zones en difficulté structurelle. Un élargissement du périmètre de la zone éligible n'est pas à l'ordre du jour.

## 1. B. L'Etat

### a) Le FISAC (Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce)

Le FISAC est un outil d'accompagnement des évolutions collectives concernant les secteurs du commerce et de l'artisanat. Il vise en priorité à préserver ou à développer un tissu d'entreprises de proximité, principalement de très petites entreprises en raison du plafond de chiffre d'affaires retenu (800 000 € HT). L'objectif de l'intérêt général qu'il poursuit justifie que ses interventions ne peuvent, en aucun cas, avoir pour effet d'induire un enrichissement sans cause ou une distorsion de concurrence. Par ailleurs, les perspectives des projets aidés doivent être clairement exposées en termes d'intérêt économique dans le cas d'opérations collectives. Enfin, le dispositif doit être mis en œuvre au plan local dans le respect des compétences des collectivités territoriales et de leur harmonieuse complémentarité.

Le Centre de Ressources peut être éligible au FISAC en tant qu'opération urbaine d'une commune de plus de 2 000 habitants. Une opération urbaine a pour but d'aider les communes à conserver et à fortifier un tissu artisanal diversifié dans certains quartiers délimités de la ville par des actions et travaux d'intérêt général. Cet objectif de redynamisation du tissu artisanal doit être inséré dans une démarche globale de développement économique et d'adaptation de l'urbanisme aux besoins de l'artisanat. Un partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre des Métiers et les associations de professionnels concernées est fortement recommandé.

Au titre des dépenses d'investissement, la signalétique des espaces artisanaux du Pôle artisanal peut être financée à hauteur de 40 % (taux majoré). Le taux d'intervention maximal est en effet porté à 40 % en investissement pour les opérations réalisées dans les Zones Urbaines Sensibles (ZUS) comprises dans les territoires prioritaires d'un Contrat de Ville.

<sup>4</sup> Le Document Unique de Programmation concernant la Région Ile de France sert de guide. Les projets proposés à ce titre sont sélectionnés par le Préfet de Région. Le Secrétariat Général aux Affaires Régionales est l'interlocuteur privilégié pour les porteurs de projets.

L'obtention du FISAC dépend du respect de certaines conditions :

- Pour les opérations se déroulant sur plusieurs années; la demande initiale doit comporter une évaluation du coût des tranches ultérieures. Néanmoins, chaque tranche doit faire l'objet d'une demande de subvention spécifique.
  - Le minimum d'investissement et/ou fonctionnement doit être de 10 000 €.
  - Le taux d'intervention d'investissement matériel est au maximum de 20 % de 800 000 €. Au delà, le taux passe à 10 % et la subvention est plafonnée à 400 000 € / tranche.
  - La subvention maximale cumulée est de 2 M € / opération de 3 tranches.
- Le montant des aides subventionnables est toujours apprécié hors-taxes.
  - Le cumul des aides accordées par le FISAC et d'autres aides sur fonds publics est limité à 80 % des dépenses subventionnables.

#### **b) La DRAC ( Direction régionale des Affaires Culturelles de l'Ile de France )**

La DRAC, placée sous l'autorité des préfets de région et des départements, est chargée de la mise en œuvre de la politique culturelle définie par le ministre dont les objectifs principaux sont les actions contribuant à l'aménagement du territoire, à l'élargissement des publics, aux enseignements artistiques et à la formation culturelle. Elle exerce en région des missions de soutien à la création et à la diffusion, de conseil, de protection et de valorisation. Le service « arts plastiques » conseille et soutient notamment les associations et les collectivités territoriales en matière de promotion de l'art contemporain.

Proposant aux préfets l'attribution des soutiens financiers de l'Etat, les DRAC exercent aussi une fonction de conseil et d'expertise auprès des partenaires culturels et des collectivités territoriales.

#### **- Aménagement du territoire et élargissement des publics**

La culture participe pleinement à l'aménagement du territoire. Elle est un élément déterminant de la cohésion sociale, et un facteur de développement. Pour tenir compte de cette réalité, une politique nationale conjuguant plusieurs modes d'intervention est mise en œuvre par les DRAC dans le cadre des partenariats qu'elles définissent et élaborent avec les collectivités (régions, départements, communes) au travers des CPER et des Contrats de Ville. Le projet pantinois peut être pris en compte parmi les objectifs suivants de la DRAC :

- Compléter le maillage d'équipements structurants.
- Favoriser l'émergence de lieux de proximité afin de démultiplier l'action culturelle au plus près des citoyens.

#### **c) Le Contrat de Plan Etat-Région**

L'Etat intervient en moyenne à hauteur de 45 % des aides accordées au titre du CPER.

### a) Le Contrat de Plan Etat-Région

Le Contrat de Plan Etat-Région a pour vocation de renforcer, sur le moyen terme, la convergence des acteurs publics sur des objectifs communs prioritaires et de mettre en cohérence les priorités de l'Etat, de la Région et des autres collectivités publiques.

| Le CPER n'a pas vocation à être exhaustif : il privilégie les actions qui répondent à l'une et/ou à l'autre des conditions suivantes :

- nécessiter un partenariat.
- demander une programmation inscrite dans la durée.
- nécessiter une conjonction de moyens, notamment financiers, compte tenu de l'ampleur des besoins et de l'urgence.
- présenter un caractère innovant.

Le CPER n'est pas exclusif, il ne résume pas l'action de l'Etat et de la Région qui agissent également en dehors des actions inscrites au Contrat de Plan.

Les Contrats 2000-2006 ont pour objectif prioritaire de favoriser l'emploi dans le cadre d'une politique de développement durable, ce qui implique, par rapport à la génération précédente de contrats 1994-1999, une sélectivité accrue dans le choix des actions. Ces dernières doivent concourir à la création et au développement des entreprises commerciales, artisanales et de services ainsi qu'à l'amélioration de leur compétitivité, en leur permettant de recourir à des démarches de qualité et d'innovation. Par ailleurs, un effort particulier doit porter sur une meilleure territorialisation des interventions, ce qui doit conduire à privilégier les actions structurantes dans les zones en difficulté.

Le Contrat de Plan 2000-2006 de l'Ile de France repose sur **vingt deux articles**, eux mêmes organisés en **quatre parties**. Le projet de Centre de Ressources peut postuler à plusieurs parties :

**Partie 2- promouvoir le rayonnement de l'Ile de France au travers d'actions de coopération et de promotion des atouts de la région et d'actions liées à l'emploi, à la formation et au développement économique.**

#### Article 10 : Tourisme

- *Action 2, renforcement de l'attractivité des territoires (pôles)*

Aide au démarrage de projets de développement de pôles touristiques, en appuyant les initiatives locales portées par des structures professionnelles privées ou publiques. Cette aide porte sur les investissements immatériels (mission d'animation



et de développement, qualification des acteurs...) et sur des investissements matériels ayant un effet direct sur le développement touristique (signalétique, parcours touristique...). Elle est dégressive et limitée dans le temps. La mise en place de ce dispositif qui nécessite une contractualisation sur les objectifs et les moyens permet de contribuer à la valorisation et au développement durable des pôles territoriaux urbains, retenus comme prioritaires dans le cadre du schéma régional du tourisme.

Dans ce schéma, dont l'horizon coïncide avec la durée du CPER 2000-2006, un volet spécifique autour du tourisme de découverte économique est étudié particulièrement pour la Seine-Saint-Denis<sup>5</sup>.

## **Article 12 : Emploi, Formation et Insertion**

- *Action 4, accompagner par la formation, le développement local et les initiatives créatives d'emploi*  
Soutien les actions contribuant à la professionnalisation des acteurs et à la pérennisation des activités développées.

## **Partie 3- Améliorer la vie quotidienne et les solidarités**

### **Article 15 : Culture**

- *Action 2, Accompagner les expressions artistiques contemporaines sur l'ensemble du territoire francilien*  
Accompagne les nouvelles aventures artistiques et culturelles, en soutenant les lieux adaptés à ces pratiques – regroupement d'ateliers d'artistes – et en créant les nouveaux équipements correspondants. Financée à hauteur de 21 millions d'€, cette action a pour objectif de soutenir toutes les formes « d'aventures artistiques et culturelles locales ».

L'Etat et la Région accompagnent, par ailleurs, le développement de la vie associative en Ile de France.

## **Partie 4- Favoriser l'approche territoriale en concentrant une partie de leur effort conjoint sur des projets ciblés, permettant une meilleure synergie entre les différents acteurs publics et les initiatives locales, et une meilleure prise en compte des différentes échelles territoriales au regard des réalités de la vie et des pratiques économiques et sociales.**

Le volet territorial doit favoriser les modèles d'action qui concourent au développement local et à une meilleure organisation de l'espace régional. Il doit comprendre notamment des opérations d'animation, déterminantes pour la création d'activités nouvelles. Il est pleinement articulé avec les programmes d'emploi des fonds structurels européens (Objectifs 2/3 et PIC EQUAL).

## **Article 19 : Politique de la ville et requalification urbaine**

---

<sup>5</sup> *Et voilà LE TRAVAIL*, visites de sites industriels, entreprises, laboratoires, ateliers... CDT SSD, n°5.

*Prospective & Patrimoine* / Etude de définition d'un Centre de Ressources pour le Pôle artisanal des Quatre Chemins / septembre 2003

- *Action 1, une nouvelle dimension de l'action publique en faveur des sites en difficulté*

La diversité des situations est prise en compte, en mettant en œuvre des stratégies adaptées aux enjeux locaux.

Dans le cadre des contrats de ville, la mobilisation est prioritaire et l'ensemble des politiques publiques est mis en cohérence.

Le contrat prend aussi en compte l'échelle du quartier pour répondre à certaines questions comme l'animation sociale, le soutien aux projets associatifs, les équipements et la gestion urbaine de proximité.

## **b) Les actions de la région en dehors du CPER :**

En dehors des actions inscrites au CPER mais en complémentarité avec celles-ci, la région agit dans cinq domaines :

Qualité de vie/ Transports/ Jeunesse/ Emploi/ Rayonnement international

Le projet du Centre peut être concernée par les domaines suivants :

### **- Qualité de vie :**

- « *L'Ile de France : une région qui s'aménage* »

Des aides sont accordées afin de permettre aux communes de réhabiliter leur patrimoine culturel.

En tant qu'ancienne maison de maître, caractéristique de la période industrielle, la Maison Revel peut bénéficier d'un soutien pour sa rénovation.

- *Réduire partout les inégalités, améliorer la vie de chacun : une politique pour la ville de demain*

Des actions liées au CPER sont entreprises pour donner corps budgétairement à des améliorations concrètes des quartiers en difficultés et de la vie de leurs habitants.

- *La culture, un des piliers de l'art de vivre en Ile de France*

Les actions entreprises sont elles aussi liées au CPER.

### **- Emploi :**

- *Fédérer les énergies régionales*

106 millions d'euros ont été consacrés en 2002 au développement du potentiel économique francilien, notamment en faveur du soutien à l'artisanat.

### a) Les actions du Conseil Général :

Le Conseil général de la Seine-Saint-Denis n'a pas la tradition d'aider les communes. Il n'existe donc pas de guide d'aides prédéfinies aux communes. Le soutien du département s'effectue au cas par cas, après étude des dossiers. Le Conseil Général se veut ouvert à tout type de projet tant que ce dernier prouve sa dimension départementale, son impact sur l'emploi et l'insertion et/ou son caractère innovant.

### b) Les actions du Comité Départemental du Tourisme :

Le Conseil Départemental du Tourisme de la Seine-Saint-Denis aide spécialement et prioritairement les projets situés dans la zone d'influence prioritaire allant du Parc de la Villette au Parc de Villepinte, autour de la N1. Ce pôle est le point d'ancrage du développement touristique du département défini dans le Schéma Régional du Tourisme et des Loisirs en Ile de France. Le soutien du CDT se fait en coordination avec le Comité Régional du Tourisme d'Ile de France. Le Pôle artisanal et son Centre de Ressources peuvent faire partie de cette zone prioritaire et être aidés par le CDT si le projet à une importance départementale et trouve sa complémentarité dans les autres projets de la zone d'influence que ce soit au travers de ses thématiques (mode, scénographie et facture instrumentale) ou au travers des métiers d'art en général. Le partenariat avec le Parc de la Villette (Cités des Sciences et des Métiers) va notamment dans ce sens. Le financement concernerait les investissements matériels permettant de présenter et représenter le Pôle artisanal (confère la « vitrine du Pôle »). Par ailleurs, le CDT aide à la mise en place de la signalétique touristique à l'intérieur de la zone prioritaire et cela dans la continuité du CPER et du **Projet 5** du Schéma Régional, « *mettre en place un plan régional de signalisation et de signalétique touristiques* ».

Un dossier de présentation doit être fourni au CDT pour que le projet fasse l'objet d'un portage au titre du pôle urbain prioritaire du département. Le financement doit faire l'accord du Comité de Pilotage qui regroupe le Département et la Région. Les projets de 2004 sont actuellement à l'étude pour validation (il convient de prendre en compte un processus administratif un peu long pour l'instruction des dossiers soumis au Comité de Pilotage).

Budget de fonctionnement Scénario 1 : 400 m2 SHO		N	N+1	N+2	
CHARGES		276 087 €	281 399 €	285 205 €	
Achats		19 320 €	19 994 €	20 676 €	7%
fournitures administratives		1 120 €	1 142 €	1 165 €	
frais d'entretien et de maintenance		6 000 €	6 120 €	6 242 €	
électricité, chauffage, eau		4 000 €	4 080 €	4 162 €	
télécom/PTT		6 000 €	6 120 €	6 242 €	
abonnements revues	10	600 €	900 €	1 200 €	
fonds documentaire	100	1 600 €	1 632 €	1 665 €	
<b>Charges salariales</b>		<b>139 567 €</b>	<b>142 359 €</b>	<b>145 206 €</b>	51%
directeur	1 ETP	38 051 €	38 812 €	39 588 €	
chargé de développement économique	1 ETP	32 197 €	32 841 €	33 498 €	
chargée de communication	0,75 ETP	24 148 €	24 631 €	25 124 €	
Chargé de documentation	0,75 ETP	24 148 €	24 631 €	25 124 €	
accueil/secrétaire	0,5 ETP	13 172 €	13 435 €	13 704 €	
personnel entretien	0,375 ETP	7 851 €	8 009 €	8 169 €	
<b>Autres charges</b>		<b>13 200 €</b>	<b>13 446 €</b>	<b>13 620 €</b>	5%
honoraires		5 000 €	5 100 €	5 202 €	
cotisations diverses		300 €	306 €	312 €	
assurances		3 000 €	3 060 €	3 121 €	
frais de gestion		4 900 €	4 980 €	4 985 €	
<b>Charges liées aux activités</b>		<b>98 000 €</b>	<b>99 600 €</b>	<b>99 702 €</b>	35%
communication/promotion		5 000 €	5 100 €	5 202 €	
formations		3 000 €	4 500 €	4 500 €	
événements dont les "Rencontres des MA "	2	60 000 €	60 000 €	60 000 €	
expositions temporaires		30 000 €	30 000 €	30 000 €	
<b>Dotation aux amortissements</b>		<b>6 000 €</b>	<b>6 000 €</b>	<b>6 000 €</b>	2%

RECETTES		276 087 €	281 399 €	285 205 €	
Recettes propres					4%
cotisation moyenne 300 €/ adhérent		5 300 €	7 950 €	10 600 €	
services (conseil et secrétariat)	10	3 000 €	4 500 €	6 000 €	
	10	2 300 €	3 450 €	4 600 €	
Autres recettes					
quote-part Maître d'Ouvrage		270 787 €	273 449 €	274 605 €	96%
subventions		135 394 €	136 725 €	137 302 €	50%
		135 394 €	136 725 €	137 302 €	50%



Budget de fonctionnement Scénario 2 : 600 m2 SHO				N	N+1	N+2	
CHARGES					284 087 €	289 519 €	293 447 €
Achats					24 320 €	25 094 €	25 878 €
fournitures administratives					1 120 €	1 142 €	1 165 €
frais d'entretien et de maintenance					9 000 €	9 180 €	9 364 €
électricité, chauffage, eau					6 000 €	6 120 €	6 242 €
télécom/PTT					6 000 €	6 120 €	6 242 €
abonnements revues				10	600 €	900 €	1 200 €
fonds documentaire				100	1 600 €	1 632 €	1 665 €
Charges salariales					139 567 €	142 359 €	145 206 €
directeur				1 ETP	38 051 €	38 812 €	39 588 €
chargé de développement économique				1 ETP	32 197 €	32 841 €	33 498 €
chargée de communication				0,75 ETP	24 148 €	24 631 €	25 124 €
Chargé de documentation				0,75 ETP	24 148 €	24 631 €	25 124 €
accueil/secrétaire				0,5 ETP	13 172 €	13 435 €	13 704 €
personnel entretien				0,375 ETP	7 851 €	8 009 €	8 169 €
Autres charges					14 200 €	14 466 €	14 661 €
honoraires					5 000 €	5 100 €	5 202 €
cotisations diverses					300 €	306 €	312 €
assurances					4 000 €	4 080 €	4 162 €
frais de gestion					4 900 €	4 980 €	4 985 €
Charges liées aux activités					98 000 €	99 600 €	99 702 €
communication/promotion					5 000 €	5 100 €	5 202 €
formations				2	3 000 €	4 500 €	4 500 €
evenements dont les "Rencontres des MA"					60 000 €	60 000 €	60 000 €
expositions temporaires					30 000 €	30 000 €	30 000 €
Dotation aux amortissements					8 000 €	8 000 €	8 000 €
							3%

RECETTES		284 087 €	289 519 €	293 447 €	
Recettes propres					4%
cotisation moyenne 300 €/ adhérent		5 300 €	7 950 €	10 600 €	
services (conseil et secrétariat)		10	15	20	
		10	15	20	
Autres recettes					
quote-part Maître d'Ouvrage		278 787 €	281 569 €	282 847 €	96%
subventions		139 394 €	140 785 €	141 424 €	50%
		139 394 €	140 785 €	141 424 €	50%

## **A. LES RECETTES**

### **LA BILLETTERIE :**

#### **La politique tarifaire**

Afin d'assurer la notoriété du Pôle artisanal, nous proposons d'instaurer le principe de la gratuité pour les expositions temporaires et l'exposition permanente du Centre de ressources. Nous noterons par ailleurs que le Centre de ressources n'est pas conçu comme une structure à destination du grand public et, ainsi, ses activités ne peuvent prétendre générer des recettes de billetterie. Etant situé dans une ZUS (zone urbaine sensible), le Centre de ressources et, plus particulièrement, son centre de documentation doit rester libre d'accès afin de participer à la mission de service public que sont les formations et l'emploi. Toutefois son accès se fera sur rendez-vous pour le grand public.

Pour les artisans adhérents, tous les espaces sont libres d'entrée (espace logistique, utilisation de la salle de réunions,...).

## **LES ARTISANS ADHERENTS**

### **La cotisation**

- > Le montant de la cotisation proposé est fixé à 300 €/adhérent/an.
- > En contrepartie de cette cotisation à l'association, de nombreux services sont mis à leur disposition. Ils bénéficient du soutien du Pôle artisanal dans leur gestion quotidienne (centre de documentation, logistique, soutien et conseil) et lors de la participation aux différents événements autour des métiers d'art tels que les salons professionnels. Le Centre de ressources peut effectivement se porter garant de la qualité de l'artisan et de sa capacité à effectuer les commandes prises lors de ces événements.

## **Les services payants**

### **> Photocopieur :**

L'adhésion à l'association donne droit à un quota gratuit de photocopies estimé de la manière suivante :

*Prospective & Patrimoine / Etude de définition d'un Centre de Ressources pour le Pôle artisanal des Quatre Chemins / septembre 2003*

100 photocopies/ mois / adhérent, soit 1 200 photocopies / an / adhérent, soit 12 000 photocopies annuelles en année N;

Au-delà de ce quota, l'adhérent peut acheter une carte individuelle. La photocopie lui sera alors facturée sur la base (chiffres 2003 communément observé) de 0,08 centime d'euro. Ces recettes – imprévisibles - ne sont pas valorisées dans le budget prévisionnel de fonctionnement.

> Les services liés au soutien individuel des artisans sont facturés à partir du moment où le temps passé par le personnel du Centre dépasse le simple entretien d'une heure Ainsi, en cas de conseil pointu dont la réalisation dépasserait ce laps de temps, le coût pour les artisans est de 100 €/ heure de conseil. On estime à deux heures par an facturées par adhérent. En cas de recours à une aide extérieure, l'adhérent rémunérera directement l'expert consulté.

Par ailleurs, on évalue le besoin des artisans en secrétariat (traitement de texte) à 2 heures / an / adhérent, valorisé à 15 €/ heure. Soit le tableau de recettes pour le Centre suivant :

Année	N	N+1	N+2
Nombre d'adhérents	10	15	20
Heures de services facturées au total	40 (dont 20 secrétariat)	60 (dont 30 secrétariat)	80 (dont 40 secrétariat)
Recettes secrétariat en € (15 €/ heure)	300	450	600
Recettes conseil individuel en € (100 €/ heure)	2 000	3 000	4 000
TOTAL RECETTES en €	2 300	3 450	4 600

>>> Faute d'éléments de réponse précis fournis par les questionnaires<sup>6</sup> adressés aux artisans déjà présents à Pantin, il est difficile d'évaluer ex nihilo le besoin en services et en conseil des artisans. Le directeur aura la charge d'évaluer la demande et de l'ajuster en fonction de la réalité du terrain.

<sup>6</sup> Un questionnaire, établi par les soins du cabinet, a été adressé à une vingtaine d'artisans travaillant déjà à Pantin. Malheureusement, le taux de retour est très décevant ; deux exemplaires nous ont été retournés. Un modèle de ce questionnaire figure en annexe au présent rapport.

>>> L'équipe a pour mission première d'assurer le démarrage du projet. Quand une véritable dynamique aura été créée à partir d'actions et de services de base, elle pourra mettre en place des activités au montage plus complexe mais assurant des recettes supplémentaires du type :

- location de la salle d'exposition,
- expositions temporaires payantes,
- prise de participation sur les expositions ventes,
- visite guidée des expositions temporaires,
- ateliers pédagogiques pour les enfants.

>>> Ce type de recettes n'est pas inclus au prévisionnel de fonctionnement.

#### **QUOTE-PART MAITRE D'OUVRAGE / SUBVENTIONS**

Au travers des exemples étudiés (Lyon / Mantes) il apparaît clairement que le soutien financier constitue un paramètre essentiel. Les recettes propres représentent un faible pourcentage du budget ( inférieures à 10 %). Dont acte.  
Dans notre prévisionnel la quote-part du Maître d'Ouvrage et les subventions sont partagées à 50 % pour équilibrer les charges. Ce pourcentage peut varier selon le tour de table financier à effectuer.



## B. LES CHARGES

Les charges d'exploitation se répartissent en trois catégories :

- **Les charges fixes :**

Elles sont fixes à un niveau d'équipement constant (charges de personnel) quelque soit la variation de l'activité. Cependant, elles sont rarement fixes puisqu'elles peuvent varier sensiblement lors d'un recrutement, d'un investissement ou d'un équipement supplémentaire, et avec l'indice des prix.

- **Les charges variables indirectes :**

Elles varient en fonction du niveau de l'activité mais ne peuvent être affectées à une action en particulier (achats, consommables et autres charges...)

- **Les charges variables directes :**

Elles sont directement liées aux activités qui les génèrent et devront faire l'objet d'un suivi analytique spécifique, afin d'observer leur évolution (promotion/communication, expositions, rendez-vous / événements, édition...)

En ce qui concerne la masse salariale, les charges de personnel représentent les 51% généralement admis pour le scénario 1 (sans extension) et un peu moins, 49 %, pour le scénario 2 (avec extension). Mais il convient de noter qu'il s'agit de dépenses incompressibles puisque l'équipe procure la valeur ajoutée de l'équipement. Le coût total à la charge de la structure a été obtenu en appliquant un ratio global de 1,6 sur le salaire brut, confusion étant faite entre les postes de cadres (1,7) et de non cadres (1,5).

## LES CHARGES FIXES

PM. Une hausse des prix de 2% est prise en compte dès N + 1

### Le personnel de l'Agence

Poste	Rémunération brute Coût toutes charges comprises	Base mensuelle brute de référence
Directeur	1 ETP : 24K€/an, 38K€/an	1 982 € / mois
Chargé de développement économique	1 ETP : 20 K€/an 32 K€/an	1 677 € / mois
Chargé de communication	0,75 ETP : 15 K€/an 24 K€/an	1 258 € / mois
Chargé de documentation	0,75 ETP : 15 K€/an 24 K€/an	1 258 € / mois
Chargé d'accueil	0,5 ETP : 8 K€/an 13 K€/an	686 € / mois
Personnel entretien	0,375 ETP : 5 K€/an 8 K€/an	409 € / mois smic horaire = 7,19 € 19,5 semaines à 35h

>>> Une évolution vers des temps pleins est envisageable en fonction de l'activité et en particulier en cas de développement touristique.

## LES CHARGES VARIABLES INDIRECTES

Les postes fournitures administratives représentent 280 €/ETP/an.

Les frais d'entretien et de maintenance sont valorisés à 15 €/ m<sup>2</sup>.

Les postes Télécommunications et PTT sont estimés à partir de ratios observés dans des structures d'exploitation similaires, en fonction de l'activité.

Les fluides (électricité / chauffage / eau) sont évalués sur la base d'un ratio de 10 €/ m<sup>2</sup>.

Les frais liés aux abonnements de revues sont valorisés à 60 € / abonnement pour une moyenne de 15 abonnements/ an.

Ceux liés à l'enrichissement du fonds documentaire sont estimés à 16 € /document pour une moyenne de 100 documents.

Le poste « autres charges » comprend les charges liées au déroulement de l'activité : les frais de gestion (5 % des charges d'activité), les assurances, les honoraires et les déplacements.

L'investissement en équipement mobilier de 30 000 € et 40 000 € respectivement pour les scénarios 1 (sans extension) et 2 (avec extension) est amorti en cinq années : 6 000 €/ an et 8 000 €/an.

L'amortissement des équipements mobiliers (en appliquant un ratio global pour les meubles meublants et les équipements informatiques) est prévu pour durer cinq ans. En conséquence, la dotation aux amortissements représente une dépense annuelle de 6 000 € pour le scénario 1 et de 8 000 € pour le scénario 2.

## LES CHARGES VARIABLES DIRECTES

Le poste communication est valorisée 5 000 €/ an après un investissement initial de 23 000 €. Ce poste comprend l'ensemble des moyens à mettre en œuvre pour informer et susciter la venue au Centre de ressources et à son Pôle artisanal. Il comprend la création, l'édition de l'ensemble des moyens de promotion des activités temporaires. Ce budget est géré par le directeur et le chargé de communication.

Les dépenses des formations sont prises en charges par le Centre de ressources, l'organisme professionnel auquel cote l'artisan, et l'artisan si la formation a un coût trop important.

Certains partenaires tels la Chambre des Métiers de la Seine-Saint-Denis, la SEMA ou la Direction Départementale du Travail et de la Formation peuvent participer à la mise en place de ces actions de formations.

Les dépenses liées aux événements internes au Pôle artisanal tels les portes ouvertes et les conférences / débats sont pris en charge par le pôle. Les conférences : le défraiement des conférenciers est valorisé 100 €/ conférence.

Les événements : sur la base du calendrier des événements liés aux métiers d'art et particulièrement en rapport avec les trois thématiques, des charges moyenne de 60 000 € / an sont valorisées. Le budget consacré par la ville de Pantin pour les « Rencontres des Métiers d'Art » est compris (dépenses moyennes de 30 000 €).

Les expositions temporaires sont valorisées par un coût moyen de 30 000 € / an.

## 2. Les aides au fonctionnement

Nature et activités de l'équipement	Centre de Ressources du Pôle artisanal des Quatre Chemins	Statut Associatif
Niveau de compétence Europe	<b>FSE :</b> - PIC EQUAL, Projet SEMAville P.M. - Soutien aux actions de formation post-crédation	
Etat	<b>FISAC 80% :</b> - Recrutement d'un animateur - Opérations de promotion artisanale - Opérations collectives d'animation  <b>Contrat de Ville :</b> Actions destinées aux habitants du quartier des Quatre Chemins	<b>FONJEP :</b> aide la vie associative (contribue à la rétribution de personnels permanents)
Région	<b>CRT (Schéma Régional du Tourisme) :</b> Projet Pilote 8 : valorisation de l'événementiel et de la création artistique  <b>DRAC:</b> Les arts plastiques	
Département	<b>Soutien au cas par cas pour des projets à échelle départementale avec une dimension emploi, insertion et/ ou innovant.</b>  <b>CDT</b> peut intervenir en complémentarité du CRT.	

## 2. A. L'Europe

---

- Le Pôle artisanal est partenaire de la SEMA et participera au projet SEMAville mis en place avec l'ANPE et cofinancé par le FSE dans le cadre du Programme d'Initiative Communautaire (PIC) EQUAL qui soutient la coopération transnationale en matière de lutte contre les discriminations et inégalités sur le marché du travail. Il s'agit, en s'appuyant sur les métiers d'art, de valoriser et redynamiser un quartier sensible par l'emploi, l'économie et le lien social. C'est à la fois une opération de requalification urbaine et la mise en place d'un parcours de formation et d'accès à une activité métiers d'art. Le projet SEMAville va ainsi permettre de conforter la sensibilisation du quartier des Quatre Chemins au Pôle artisanal et à son Centre de Ressources.

A la différence du FEDER, le FSE ne vient pas cofinancer les projets locaux qui le sollicitent, mais vient financer des politiques publiques, essentiellement nationales : pour 2000-2006, un tiers des crédits du FSE financera des politiques nationales. La procédure dite PIC se distingue de la procédure d'initiative nationale par le fait que la Commission définit elle-même les axes d'actions prioritaires que doivent respecter les Etats membres.

- Les actions de formation post-crédation destinées aux artisans du Pôle peuvent éventuellement être cofinancées par le FSE dans le cadre de l'objectif 3 des Fonds européens. Les dossiers de soutien sont mis en place par la Direction Départementale du Travail et de la Formation (DDTF) et sont validés en fonction du type de projet.

## 2. B. L'Etat

---

### a) Le FISAC (Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce)

Au titre des dépenses de fonctionnement, le Centre de Ressource peut bénéficier des aides du FISAC en ce qui concerne :

- le recrutement d'un animateur : la participation annuelle de l'Etat est limitée à 15 245 euros (100 000 F) pour un emploi à temps plein. Cette participation est strictement limitée à la prise en compte de la rémunération brute de l'animateur et des charges sociales incombant à l'employeur. Elle est de même niveau pour la création d'emplois d'assistants techniques aux métiers appelés à intervenir dans les quartiers en difficulté. Un médiateur/ animateur du pôle artisanal pourrait plus aisément permettre au Centre de Ressources de s'intégrer dans la vie pantinoise en menant des actions de sensibilisation auprès de la population du quartier. Ce rôle de médiation pourrait également être mené par la Régie de Quartier EREQUA des Courtillères dans le cas de l'éventuel développement d'une de ses antennes à Pantin. Le poste d'animateur subventionné par le FISAC pourrait alors être occupé par le chargé de communication ou le chargé du développement économique du Centre de Ressource.



- Les opérations de communication et de promotion artisanale dans lesquelles la ou les associations d'artisans concernées doivent participer financièrement ;
- Les opérations collectives d'animation lorsqu'elles présentent un caractère innovant et structurant. Les opérations répétitives sont inéligibles. Le cabinet doit donc donner des orientations pour ces opérations.

Le taux d'intervention maximal est porté à 80 % (taux majoré) pour le fonctionnement en ce qui concerne les opérations réalisées dans les Zones Urbaines Sensibles (ZUS) telles que Pantin, comprises dans les territoires prioritaires d'un Contrat de Ville.

#### **b) Le Contrat de Ville**

L'Etat soutient, au titre de la Politique de la Ville, les actions qui touchent directement le public du territoire concerné.

Un guide de sensibilisation des habitants des Quatre Chemins au Pôle artisanal de leur quartier et aux Métiers d'art pourrait être une de ces actions.

#### **c) Le Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'Education Populaire, FONJEP**

Association dont l'objet est de permettre la cogestion et la coopération entre ministères, organismes publics et associations, le FONJEP aide ainsi la vie associative en facilitant la rétribution de personnels permanents, remplissant des fonctions d'animation et de gestion et en gérant aussi des crédits qui assurent le financement de la rémunération des stagiaires en cours de formation.

La décision d'affectation est prise par le préfet de département.

Le FONJEP et le FISAC ne sont pas cumulables pour le même poste.

L'aide est attribuée directement à l'association : 3 660 €/an pour un mi-temps et 7 320 €/an pour un temps plein. Le FONJEP gère également des crédits qui assurent le financement de la rémunération des stagiaires en co-formation. Cette aide ne pourra être engagée que si le Centre de Ressources adopte un statut associatif.

### a) Les actions du Comité Régional du Tourisme :

Le Schéma Régional du Tourisme et des Loisirs en Ile de France 2000-2010 comporte un axe stratégique dont le Centre de ressources pourrait bénéficier. Il s'agit du Projet Pilote 8, *Créer une cellule « événementiel »*, dont l'objectif est d'exploiter davantage les potentiels du tourisme culturel en Ile-de-France grâce à la valorisation de l'événementiel et de la création artistique. Le CRT est chargé de sélectionner, plusieurs mois en amont, les futurs événements culturels qui devront faire l'objet d'une exploitation touristique forte. Ces événements devront avant tout être choisis en fonction d'un critère essentiel : leur capacité à illustrer le positionnement touristique de la Région et être susceptible d'augmenter la fréquentation touristique de celle-ci. Des manifestations telles que les « Journées des Métiers d'Art » auxquelles participe le Centre de ressources pourraient bénéficier du soutien du CRT.

### b) Les actions sectorielles de la DRAC :

#### les arts plastiques :

En liaison avec la délégation aux arts plastiques, les DRAC interviennent dans le domaine de l'art contemporain : sculpture, mode, peinture, graphisme... Leur mission est triple : l'aide à la diffusion, le soutien à la création et à la formation. Elles initient et soutiennent des projets en région, favorisent la coopération entre les différents acteurs afin de créer un réseau vivant d'institutions et d'événements destinés à promouvoir la création contemporaine.

>> La DRAC n'est pas très présente sur le secteur de l'artisanat. Néanmoins, cette réalité ne résulte pas d'une volonté mais constitue plus tôt un constat et elle est en mesure de soutenir des actions permettant de le valoriser, le soutenir et / ou le développer. Le Centre de Ressources de Pantin pourrait bénéficier d'un soutien de la DRAC, cela dépend des objectifs du futur Centre, de ses partenaires et de son impact sur les habitants du quartier des Quatre Chemins. L'intervention de la DRAC se fait au cas par cas suivant les projets.

### a) Les actions du Conseil Général :

De même que pour les aides à l'investissement, le Conseil général de la Seine-Saint-Denis n'a pas la tradition d'aider les communes. Le soutien du département s'effectue au cas par cas, après étude des dossiers. Le Conseil Général se veut donc ouvert à tout type de projet tant que ce dernier prouve sa dimension départementale, son impact sur l'emploi et l'insertion et/ou son caractère innovant.

**D) Les actions du Comité Départemental du Tourisme :**

Dans le cadre du Schéma Régional du Tourisme et des Loisirs en Ile-de-France, le CDT de la Seine-Saint-Denis peut intervenir en complémentarité du CRT.

>>> Devant la complexité du montage financier à réaliser et en l'absence de taux préalablement définis de la part des différents financeurs possibles, nous incitons le maître d'œuvre à réunir les partenaires du projet pour un tour de table en Préfecture.

## Conclusion

---

Pour autant que l'ensemble du programme (pôles d'activités, moyens humains et valorisation architecturale) soit mis en cohérence et totalement mobilisé, pour autant que les conditions de réussite (établissement des partenariats, implication des artisans adhérents, équipe, évaluation régulière, politique de communication, statut juridique et soutien de la collectivité) soient réunies, la création du Centre de ressources du Pôle artisanal des Quatre Chemins ne relève pas d'une utopie mais traduit la volonté politique municipale de construire un projet de développement économique qui rejaillisse sur l'ensemble du territoire communal et contribue ainsi au développement durable de ce territoire.

Le développement durable repose sur un équilibre entre croissance économique et rayonnement culturel. Certes, le projet de Centre de ressources relève avant tout d'une démarche économique, mais en valorisant les métiers d'art, il relève également de l'épanouissement culturel. En effet, la découverte de ces métiers, de leurs pratiques et de leurs savoir-faire représente une réelle valeur ajoutée pour les populations urbaines contemporaines en quête de "beauté". En apportant cette qualité dans leur vie quotidienne, le projet de Centre de ressources permettra à ces populations d'accéder au monde de la création et participera au développement culturel et au renouvellement urbain de la ville de Pantin en lui donnant une notoriété nouvelle.

---

# ANNEXES

---



## Liste des interlocuteurs

---

Mme Aline ARCHIMBAUD  
Adjointe au Maire de Pantin, déléguée au Développement économique, à l'Emploi et à la Formation

Mme Marie-Anne BACQUÉ  
Directrice adjointe de la SEMIP

Mme Françoise BADIOU  
Sculpteur, membre de l'Association *Ateliers Cour de l'Industrie*, rue de Montreuil à Paris 11<sup>ème</sup>

Mme Marie-Hélène BAILLON-COLLINET  
Présidente de l'Association *Pour l'avenir des Quatre chemins*

M. Jean-Claude BATAULT  
Technicien de conservation à la Cité de la Musique

M. Jean-François BEAUCHENE  
Styliste, membre de l'Association *Le Labo*

Mme Annie BENHAMOU  
Observatoire économique, D<sup>ion</sup> du Développement économique de la ville de Pantin

M. Flavien BÉZY  
Chargé d'opération à la SEMIP

M. Olivier BISCARAT  
Styliste modéliste, Président de l' Association *Le Labo*

Mme Lisa BOKOBZA  
Préfecture de la Seine-Saint-Denis, bureau de la Planification et des Fonds européens

Mme Dominique BOTBOL  
Chef du département des projets muséologiques à la Cité des Sciences et de l'Industrie

M. Olivier BOURGEOIS  
Agent de développement de la Maison de quartier des Quatre chemins

M. BRIOIST  
Directeur de l'Urbanisme, des Affaires foncières et du Patrimoine à la ville de Pantin

Mme Dominique CAROBOLANTE  
Secteur Aménagement – Politique de la Ville à la mairie de Pantin

M. Jean-Marie COUTARD  
Chargé de mission "Pôle artisanal", D<sup>ion</sup> du Développement économique de la ville de Pantin

Mme Geneviève DANCHIN  
Chargé de mission DOCUP, Conseil Régional d' Ile-de-France

Mme DEFOSSE  
Direction de l'aménagement, Contrat de Plan, Département de la Seine-Saint-Denis

M. Dominique DELAGE  
Correspondant de la SEMA en Rhône-Alpes

M. Jean-Marc DOS-SANTOS  
Chargé de mission au Service Innovation et action territoriale, DRAC Ile-de-France

Mme Corinne ERHART  
Direction Départementale du Travail et de la Formation professionnelle

M. Eric FROEHLICHER  
Secrétaire général adjoint de la Chambre des Métiers de Seine-Saint-Denis

Mme Marie-Lize GALL  
Chargée de mission à la Délégation Régionale au Commerce et à l'Artisanat

Mme Béatrice GATARD  
Directrice du Développement économique à la ville de Pantin

Mme Stéphanie GOBERT  
Responsable du pôle "Créer son entreprise" à la Cité des Métiers

M. Denis de GOUSSENCOURT  
Chef du service de l'Animation et du Développement économique à la Chambre des Métiers de la Seine-Saint-Denis

Mme Sophie JALBERT  
Responsable de la cellule Développement à la Boutique de gestion de Paris

Mme Annie JAMONEAU  
Adjointe de direction à la Maison des Artistes

M. Claude JOUEN  
Délégué honoraire de la SEMA

Mme Caroline HACHEM  
Chargée d'opération à la SEMIP

M. HANCÉ  
Direction de l'Urbanisme, des Affaires foncières et du Patrimoine de la ville de Pantin

M. Bertrand KERN  
Maire de Pantin

M. Jean-Michel KOSIANSKI  
Chef de la mission Action territoriale et développement local à la SEMA

M. LANGLACÉ  
Directeur général adjoint de l'Infa

M. Thierry de LAVAU  
Directeur de l'Erequa, régie de quartier des Courtilières

M. LEBREC  
Président de l'Association *Pantin Seine-Saint-Denis Patrimoine*

Mme Lanika LEGER  
Comité Régional du Tourisme d'Ile-de-France

M. LEMETTRE  
Directeur de *Banlieues bleues*

Mme Géraldine LUTTENBACHER  
Orfèvre d'art

M. Rafik MAHIOUT  
Président de l'Association *Créateurs Goutte d'Or*

Mme Geneviève MICHEL  
Conservatrice du Patrimoine, responsable des Archives municipales de Pantin

M. Simon MONNERET  
Directeur de programme à la Cité des Sciences et de l'Industrie

Mme Christelle MORA  
Passage Thiaffait, le Village des Créateurs à Lyon

Mme OZADANIR  
Directrice de la Maison de l'Artisanat du Mantois

M. Raoul PANEL  
Directeur du Département Audiovisuel et Multimédia à l'Infa

M. Marc PARMENTIER  
Artiste "métal"

M. Jacky PERRIN et Mme Martine PERRIN  
Artisans verriers

M. POULAIN  
Show-room de la rue Violet à Paris 15<sup>ème</sup>

M. Yves QUEGUINER  
Comité Régional du Tourisme d'Ile-de-France

M. Pierre RAMOND  
Expert, enseignant à l'IFROA (Institut de Formation de Restauration des Œuvres d'Art)

M. Gaël RIAS  
Secrétaire Général du Centre National de la Danse

M. Didier SAGEL-SAUREL  
Vice-Président du Conseil Général de Seine-Saint-Denis, Conseiller Général de Pantin

Mme Sirah SOFER  
Chargée de mission au cabinet de l'adjoint au maire de Paris chargé du commerce

M. Marin STATE  
Maître verrier

M. TETEVIDE  
Chargé de mission pour la politique de la ville à la préfecture de la Seine-Saint-Denis

M. Benoît de VALICOURT  
Directeur du Passage Thiaffait, le Village des Créateurs à Lyon

Mme Nathalie VERDEILLE  
Direction de l'aménagement et du Développement au Conseil Général de la Seine-Saint-Denis

Mme Hélène VIGNY  
Chargée des relations publiques à *Banlieues bleues*

Mme Catherine VIRASSAMY  
Chargée de mission Développement local et chef de projet SEMAville à la SEMA

M. Marc WALCH  
Délégation Régionale au Commerce et à l'Artisanat

Mme WEBER  
Pôle Expérimental des Métiers d'Arts de Nontron (Dordogne)

*Prospective & Patrimoine / Etude de définition d'un centre de ressources pour le pôle artisanal des Quatre Chemins à Pantin/ septembre 2003*

### Métiers d'art et Culture

*Le quartier des Quatre chemins 1866- 1876*, mémoire de maîtrise, Frédéric Lopez, 1989/1990, conservé aux Archives municipales de Pantin.

*Professionnel des métiers d'art, les fiches professionnelles*, APCE (Agence Pour la Création d'Entreprises), septembre 1998.

*La carnavalcade, le monde défile en Seine-Saint-Denis, 20 juin 1998*, dossier de présentation, ville de Saint-Denis, Département de la Seine-Saint-Denis, Banlieues bleues.

*Les compagnons*, François Icher, Les essentiels Milan, août 1999.

*Ateliers d'arts*, numéro hors série, décembre 1999.

*La propriété intellectuelle, la propriété industrielle, le droit d'auteur et les droits voisins*, brochure de l'INPI (Institut national de la Propriété Industrielle), n.d.

*Guide des métiers de la musique*, Cité de la Musique, 2000.

*Pantin, mémoire de ville, mémoires de "communaux"*, Archives municipales de Pantin, 2001.

*Guide-annuaire du spectacle vivant 2000-2001*, Centre National du Théâtre.

*Les chiffres-clefs de l'artisanat, Etudes et statistiques*, édition 2001, ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, direction des Entreprises commerciales, artisanales et de services.

*Ateliers d'art de France*, brochure de la Chambre syndicale des Céramistes et Ateliers d'art de France, septembre 2001.

*Les métiers de la culture et du patrimoine*, ONISEP, collection Parcours, juillet 2002.

*L'art à l'école, le patrimoine*, SCEREN (CNDP) / BeauxArts magazine, 2002.

*Maîtres d'art, lauréats 2002*, dossier de presse, ministère de la Culture et de la Communication.

*Les métiers d'art*, Chambre des Métiers de la Seine-Saint-Denis, 2003.

*Cahier Industries*, pages 13-22, n°83, janvier-février 2003.

*Memorandum concernant l'aménagement des quartiers "Cœur de ville" Hoche, Mairie, Gare SNCF, Grands Moulins*, associations co-signataires Pantin/Seine-Saint-Denis/Patrimoine, Hoche Village, Pour l'avenir des Quatre chemins, Pantin Ecologie, printemps 2003.

*L'apprentissage en Ile-de-France*, Région Ile-de-France, n.d.

*L'apprentissage dans l'artisanat*, Assemblée permanente des Chambres des Métiers, n.d.

*Le courrier des métiers d'art*, bulletin mensuel de la SEMA, divers numéros.

*Artisanat 93*, bulletin de la Chambre des Métiers de la Seine-Saint-Denis, divers numéros.

*Programme national de la Semaine nationale de l'artisanat, 15-22 mars 2003, Assemblée permanente des Chambres des Métiers, février 2003.*

*Les cahiers techniques des métiers d'art, statuts / fiscalité / promotion, numéro hors série du Courrier des métiers d'art, SEMA.*

*Actualités de la Scénographie, divers numéros.*

*Design fax, lettre hebdomadaire, divers numéros.*

*Fèvres, le magazine de l'artisanat des métaux, IFRAM (Institut de formation et de recherche pour les artisans des métaux), divers numéros.*

*Créateurs goutte-d'or, le journal, février 2002.*

*SEMAville, dossier de presse, SEMA, mai 2003.*

*Les premières "Journées des Métiers d'Art" 29/30 novembre & 1<sup>er</sup> décembre 2002, dossier d'information et guide des manifestations, SEMA.*

*Dossier de candidature pour l'obtention d'un label "Ville et métiers d'Art", Confédération Française des Métiers d'Art et SEMA.*

*Banlieues bleues, programme des Semaines de jazz en Seine-saint-Denis et revue de presse 2003.*

*Divers dossiers d'information fournis par nos interlocuteurs travaillant au sein de structures de promotion des métiers d'art et brochures touristiques concernant les routes et itinéraires des métiers d'art en régions.*

## **Etudes préalables**

*Pantin, Plan d'occupation des sols, rapport de présentation et règlement de la Zone UA, janvier 1995.*

*Etude de faisabilité économique d'un pôle artisanal au quartier des Quatre Chemins, Ecodev conseil, avril 1998.*

*Développement du pôle artisanal au quartier des Quatre Chemins autour des métiers d'art et de création, INDICE, mai 2000.*

*Charte intercommunale de développement et d'aménagement de la Plaine Saint-Denis élargie, Orgeco, juin 2000.*

*Bilan d'activité 2000, Département de la Seine-Saint-Denis, Conseil Général, direction de la Communication, juillet 2000.*

*Zone d'Aménagement Concerté "Villette – Quatre Chemins", dossier de création et dossier de réalisation, SEMIP et Agence SCURE, décembre 2000.*

*Bourse de locaux, constat et analyse, année 2001, rapport dactylographié, ville de Pantin, direction du développement économique, 2002.*

*Avant-projet de mail pour la ZAC Villette – Quatre chemins, notice descriptive et plan masse, Atelier Ruelle, 2002.*

*A3P, Pôle Image Seine-Saint-Denis, rapport final, TESCA consultants, MOVIDA Conseil, TECDEV, juillet 2002.*

*Prospective & Patrimoine / Etude de définition du centre de ressources pour le pôle artisanal des Quatre Chemins / septembre 2003*

## Divers

*Schéma régional du tourisme et des loisirs en Ile-de-France, 2000-2010, Comité Régional du Tourisme d'Ile-de-France, n.d.*

*Contrat de plan Etat Région Ile-de-France, 2000-2006.*

*Guide méthodologique Objectif 2 Ile-de-France, préfecture de la région d'Ile-de-France et Région Ile-de-France, mai 2001.*

*Canal, le journal de Pantin, divers numéros.*

*La lettre du Maire, ville de Pantin, divers numéros.*

*Entreprendre à Pantin, ville de Pantin, direction du développement économique, divers numéros.*

*Pantin pratique, guide de la ville de Pantin, ville de Pantin, 2000.*

*Le guide Image A3P, annuaire de la filière Image en Seine-Saint-Denis, édition 2003.*

*Seine-Saint-Denis, le magazine, mensuel du Conseil Général, divers numéros.*

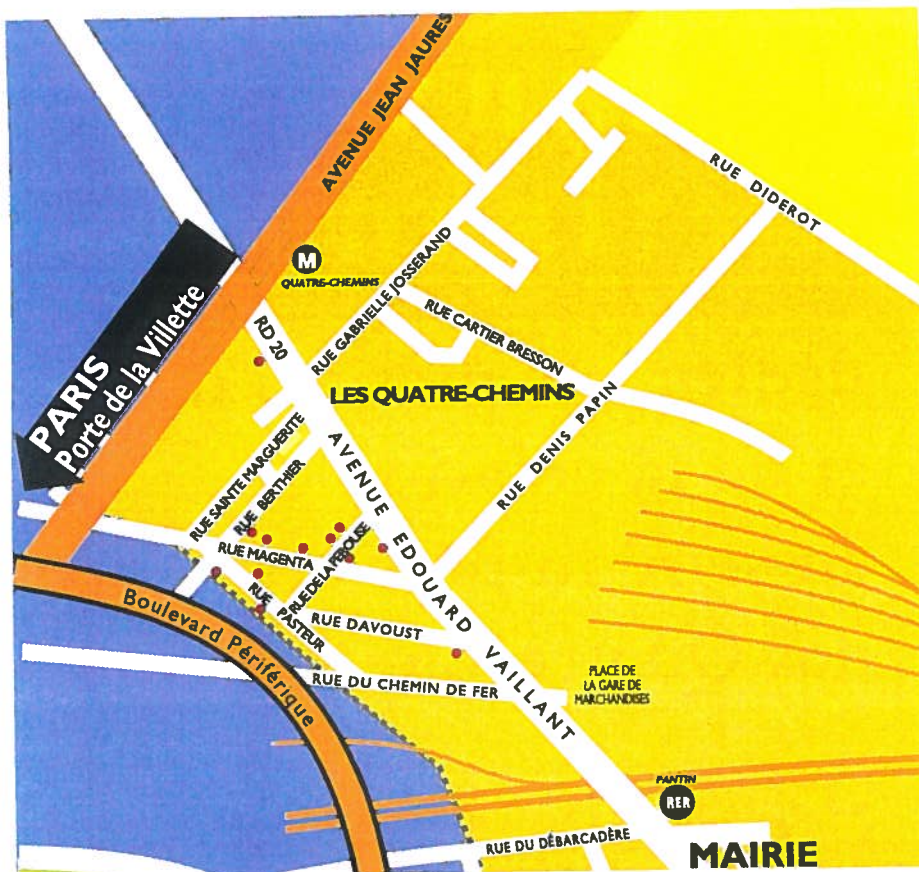
*Et voilà le travail !, guide du tourisme de découverte économique en Seine-Saint-Denis, n°5, juillet-décembre 2003, Comité départemental du Tourisme.*

*Divers sites Internet* dont ceux de la ville de Pantin, de la SEMA, du ministère de la Culture et de la Communication, du ministère de l'Economie et des Finances, des Chambres des Métiers et Chambres de Commerce et d'Industrie, des fédérations professionnelles liées au trois secteurs d'activités identifiés (mode, scénographie, facture instrumentale), du Conseil Régional et du Comité régional du tourisme d'Ile-de-France, du Conseil Général et du Comité départemental du tourisme de Seine-Saint-Denis des établissements culturels potentiels donneurs d'ordre, de la ville de Paris ...



## à Pantin

### Pôle Artisanal des Quatre-Chemins



- Emplacement local artisanal

Pour nous contacter : Mairie de Pantin  
Direction du Développement Economique, de l'emploi  
et de la formation

- J.Marie Coutard, Chargé de mission Pôle artisanal
- Conor Marcus, Correspondant entreprises

**Tél : 01 49 15 40 86**

Mail : [economie@ville-pantin.fr](mailto:economie@ville-pantin.fr)

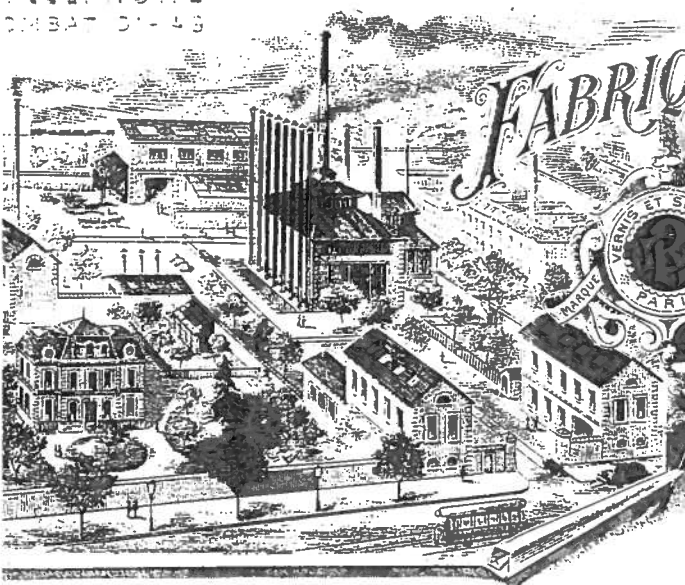
# Loi pour l'initiative économique

(6 août 2003)

## Exemples d'application possibles pour les entreprises de mode

<p><b>Fonds d'investissement de proximité (FIP).</b> Fonds destinés à être investis dans les PME d'une région donnée. Une partie des fonds de l'Ile-de-France pourrait être engagée dans le secteur de la mode.</p>
<p><b>Réduction d'impôt :</b> 25 % du « love money ». Les proches peuvent investir jusqu'à 40 000 €.</p>
<p><b>Fonds de garantie spécifique :</b> l'État se porte garant auprès des banques pour encourager et faciliter les prêts aux créateurs d'entreprise (en cours de réalisation avec la Banque Populaire).</p>
<p>Volonté de l'État de payer plus vite, rembourser plus vite (cf. TVA à l'exportation), répondre plus vite, légiférer plus vite.</p>
<p><b>Modification des règles du FISAC</b> (Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce) pour que les collectivités locales soient subventionnées dès lors qu'elles développent des rues thématiques en achetant, par exemple, des locaux qu'elles loueront à des prix raisonnables.</p>
<p><b>Création du titre de « maître artisan d'art ».</b> Label qui orientera le consommateur vers la qualité, la rareté, la distinction. Mise en place d'une commission de sélection dans chaque département. Les artisans sélectionnés auront la possibilité de vendre leurs articles plus cher.</p>
<p>Dans le cadre de la <b>réforme de l'apprentissage</b>, il est prévu de veiller à ce qu'un artisan qui part à la retraite puisse continuer à former un jeune.</p>
<p>Les entreprises de moins de 20 salariés ont été sorties de l'obligation de mettre en place les 35 heures. <b>Les charges sociales ont diminué et une baisse de la fiscalité</b> pour la transmission des entreprises est en train d'être mise en place.</p>
<p><b>Simplification administrative :</b> la déclaration de création peut se faire par Internet, le capital social est désormais librement créé, le guichet social unique doit devenir une réalité ...</p>

TELEPHONE  
COMBAT 31-43



# FABRIQUE DE VERNIS & SICCATIFS



54. Avenue Jean Jaurès

PANTIN-QUATRE-CHEMINS

Adresse Télégraphique: REVEL PANTIN-QUATRE-CHEMINS  
Reg. du Commerce Seine 43 304

Pantin, le 25 Mars 1931  
(QUATRE-CHEMINS)

## VERNIS GRAS

Les meilleurs procédés  
FRANÇAIS OU ANGLAIS  
POUR  
CARROSSERIE  
BOIS, CHARRONS  
MACHINES  
BATIMENTS  
USINES, INDUSTRIES  
MARINE



## EURÉKA

Verre à base d'Aluminium  
Radiateurs, Carters, etc.

## VERNIS A BRONZER

inoxydable  
MATIF ÉLECTRIQUE  
Travaux pour peintures

## VERNIS HYDROFUGE

## VERNIS GRAS POUR BATEAUX

## VERNIS POUR CARRELAGES ET PARQUETS

## VERNIS GRAS SPÉCIAUX POUR BOIS ET A L'ALCOOL

## VERNIS A L'ALCOOL

POUR  
BOIS, CHARRONS  
MACHINES  
BATIMENTS  
USINES, INDUSTRIES  
MARINE

## VERMORELLE

Verre à base d'Aluminium  
Radiateurs, Carters, etc.

Monsieur le Maire  
de la VILLE de PANTIN  
à PANTIN  
(Seine)

Monsieur le Maire,

Nous vous accusons réception de votre  
honorée du 14 courant et vous informons que  
nous avons pris bonne note des instructions  
que vous voulez bien nous communiquer relatif  
à la demande d'installation d'un Atelier de  
fabrication de la cire à cacheter (2ème class  
et un atelier de fusion du soufre (2ème class  
pour laquelle une enquête de commodo et incom  
modo est actuellement ouverte.

Avec nos remerciements, veuillez agréer,  
Monsieur le Maire, l'assurance de notre consi  
dération distinguée.

PRO: D. REVEL.

# Définition du Centre de Ressources du Pôle artisanal des Quatre-Chemins de Pantin

## Questionnaire aux artisans d'art

Depuis quelques années, la ville de Pantin mène une politique active dans le domaine de l'artisanat d'art. Cette politique s'est concrétisée par la mise en place du Pôle artisanal des Quatre-Chemins. Deux études sur ce pôle artisanal, datant respectivement d'avril 1998 et de mai 2000, ont déjà été réalisées. Elles mettent en évidence un certain nombre de recommandations dont certaines demandent d'être réactualisées.

Le cabinet *Prospective & Patrimoine* a été missionné par la Ville de Pantin pour mener une étude de définition et de montage d'un Centre de Ressources pour le Pôle artisanal des Quatre-Chemins.

Dans le cadre de cette mission, il nous est indispensable de connaître votre activité, ainsi que d'identifier vos éventuels besoins. C'est pourquoi nous vous remercions de bien vouloir répondre à tous les items de ce questionnaire.

### 1. Qui êtes-vous ?

#### a. Votre statut

- ☐ Artisan d'art inscrit à la Chambre des Métiers
- ☐ Artiste inscrit à la Maison des artistes
- ☐ Artiste libre
- ☐ Salarié
- ☐ Autres : .....

#### b. Etes-vous adhérent à un syndicat professionnel ou à une association ?

- ☐ NON ☐ OUI      Précisez : .....

#### c. Votre activité est liée à :

- ☐ la scénographie, précisez : .....
- ☐ la facture instrumentale, précisez : .....
- ☐ la mode, précisez : .....
- ☐ autres : .....

**d. Avez-vous l'occasion de participer à des manifestations ?**

- ☐ foires, précisez : .....
- ☐ salons, précisez : .....
- ☐ spectacles, précisez : .....
- ☐ expositions, précisez : .....
- ☐ autres, précisez : .....
- ☐ sinon, souhaiteriez-vous y participer ? .....
- .....

**e. Avez-vous des relations avec d'autres entreprises d'artisanat d'art ?**

☐ NON ☐ OUI

Si oui, préciser,

Les entreprises concernées : .....

La nature de vos relations : .....

Les locaux communs utilisés : .....

Fréquence de vos réunions communes : .....

**f. Pensez-vous qu'il soit utile de travailler en réseau ?**

☐ NON ☐ OUI

Si oui, cette fonction doit-elle être assurée par le Centre de Ressource ?

☐ NON ☐ OUI

précisez : .....



## 2. Pôles d'activités envisagés pour le Centre de Ressources

Ces pôles d'activités doivent répondre aux futurs besoins des usagers du Centre de Ressources. La liste n'est ni exhaustive, ni figée. Une montée en puissance dans le temps des différents pôles peut être envisagée, en fonction de leur urgence.

*Si les cadres proposés pour les réponses vous semblent trop petits, n'hésitez pas à joindre une feuille volante à ce questionnaire.*

Pôles d'activités	Souhaitables ?	Pourquoi ?
Aide logistique aux entreprises (photocopieuses, imprimantes, traitement de texte,...)	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI	
Prestations d'assistance à la gestion (juridique, fiscale, expertise comptable, plan de financement...)	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI	
Prestations d'assistance à la commercialisation (marchés, donneurs d'ordres, constitution de groupements)	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI	
Pôle d'information sur les formations (relais d'organismes, d'instituts professionnels, ...)	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI	
Espace d'exposition des œuvres du Pôle artisanal	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI	
Pôle d'animation (espace de transmission des savoirs-faire ouvert au public)	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI	
Pôle communication (chartre de qualité, label, catalogue, relations presse, promotion, évènements,...)	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI	
Pôle d'accueil des jeunes (en insertion, en apprentissage,...), des chômeurs	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI	
Et ?		



**3. Etes-vous prêt à participer à un projet commun dans le Pôle Artisanal et à adhérer à une charte qui comporterait des objectifs en matière de renouvellement urbain et d'insertion sociale ?**

☐ Permanences ponctuelles d'information sur votre métier

☐ Animations ponctuelles de type ateliers découvertes

☐ Visites de vos ateliers

☐ .....  
.....  
.....  
.....  
.....

**Merci de joindre à ce questionnaire toute documentation utile  
présentant votre activité.**

**Merci de bien vouloir retourner ce questionnaire dans les meilleurs délais possibles,  
par courrier, e-mail ou télécopie  
au cabinet *Prospective & Patrimoine*,  
15 rue Tiquetonne, 75002 Paris  
Tel. 01 42 36 23 04 - Fax 01 42 33 37 19  
E-Mail : [prospective.patrimoine@wanadoo.fr](mailto:prospective.patrimoine@wanadoo.fr)**

Entreprise / Etablissement : .....

.....

Effectif de l'entreprise : .....

Adresse : .....

.....

Nom de la personne ayant répondu au questionnaire : .....

.....

Fonction : .....

Téléphone : ..... Télécopie : .....

Adresse e-mail : .....